

EUROPE

Union soviétique

Le XXV^e congrès a retardé la « bataille de la succession »

De notre correspondant

Moscou. — Les dirigeants soviétiques ont choisi de repousser à plus tard le problème de la succession. Telle est l'opinion qui prévaut à Moscou — et pas seulement dans les milieux occidentaux — au lendemain du vingtième congrès du parti communiste. Elle n'est pas considérée comme un signe de bonne santé politique, mais plutôt comme la preuve de la fragilité de l'équilibre qui s'est établi entre les « grands » du régime. Ces « grands » sont aussi, en effet, des hommes forts. Comme nous le faisons remarquer un Soviétique après l'annonce de la composition du nouveau bureau politique : « Combien de ces gens pourront assister au vingt-sixième congrès ? »

M. Brejnev a, c'est incontestable, renforcé ses positions en obtenant l'exclusion d'un ennemi politique, M. Polanski, et en plaçant certains de ses hommes à des postes-clés. Le départ de M. Polanski ne peut pas cependant être considéré comme une victoire personnelle de M. Brejnev. Celui qui reste encore ministre de l'Agriculture et membre du comité central était, en effet, « l'ennemi commun de la majorité du bureau politique ». Plus significatif est le fait que M. Brejnev ait dû accepter de conserver auprès de lui la vieille

M. Chelépine exclu du comité central

La bataille pour la succession va donc se poursuivre d'une manière larvée entre les membres de ce que l'on est bien obligé d'appeler la « jeune génération », la vieille garde conservant ses fonctions soit d'arbitre, soit d'entraîneur. La grande explication interviendra sans doute ne se sera-t-elle que pour des raisons biologiques — avant le prochain congrès. Parmi cette nouvelle génération, il faut mentionner tout d'abord le ministre de l'Agriculture, M. Romanov, le responsable de l'organisation du parti pour la région de Leningrad, qui est aussi le grand promu de ce congrès : M. Chelépine, premier secrétaire d'Ukraine ; M. Koulakov, membre du bureau politique et responsable au secrétariat du comité central des questions agricoles. Et aussi M. Katouchchev, secrétaire chargé des rela-

tions avec les partis frères, et M. Kapitonov, responsable au secrétariat des très importantes questions d'organisation. L'analyse de la composition du nouveau comité central (287 membres et 139 suppléants, contre 342 membres et 147 suppléants au XXIV^e congrès) confirme dans l'ensemble cette volonté de ne pas bouleverser le délicat équilibre qui existe ou cette incapacité à le faire. Si l'on fait exception des treize membres du comité central qui sont morts depuis 1971, une vingtaine de personnalités a

LES PETITES SURPRISES DU CONGRÈS

S'il y avait eu un « applaudissement » au vingt-cinquième congrès, il aurait enregistré le triomphe de M. Brejnev lorsqu'il a donné lecture de la liste du nouveau bureau politique. C'est normal. Ce qui était attendu, c'est que les applaudissements les plus nourris ont été réservés à M. Romanov, ministre du pétrole ; Fedorov, ministre de la pétrochimie ; Chelépine, ministre des constructions pétrolières ; Arkhipov, vice-président du conseil des ministres de l'URSS ; Tarassov, ministre de l'Industrie légère ; Anisimov, ministre de l'Industrie chimique ; Soukhenko, ministre de la marine marchande ; Karavalev, ministre du bâtiment ; Lénin, ministre des industries alimentaires, etc. Il faut ajouter à cette liste les présidents des deux comités d'Etat, MM. Goukhov, du comité des prix et Stoukoline, du comité de l'édition.

L'entrée au comité central de ces technocrates, dont certains ont été critiqués, traduit sans aucun doute la volonté des dirigeants de se réserver davantage aux grandes décisions qui pourront être prises par le parti. Ce n'est pas un hasard si l'on trouve maintenant au comité central la plupart des responsables des grands secteurs de l'économie soviétique, y compris ceux de la construction et des biens de consommation, deux branches dont les déficiences sont de notoriété publique.

Parmi les autres arrivées, signalons celles de deux diplomates, justifiées par les postes qu'ils occupent : MM. Baginski, directeur de l'Institut des relations extérieures, et M. Egorov, directeur de l'Institut du marxisme-léninisme. Trois nouveaux militaires font aussi leur apparition : le général Tolstouchko, commandant de la région de Biélorussie, et le général Kourkorkine, commandant des forces de Transcaucasie.

« purge anti-Chelést » menée en Ukraine, comme par exemple M. Lutsak, ex-deuxième secrétaire. Parmi les partants, signalons enfin la retraite définitive de M. Anastase Mikoyan, l'ancien chef de l'Etat, et la disparition plus surprenante de M. Roumantsev, directeur de la Pravda aussitôt après la chute de Khrouchchev et qui est actuellement directeur de l'Institut des études sociales.

Quatre-vingt-sept personnalités font leur entrée au comité central : quarante-cinq de ces noms étaient déjà membres suppléants. Bon nombre de ces nominations sont justifiées par les fonctions occupées par ces personnalités. C'est ainsi que les nouveaux premiers secrétaires des républiques sont membres prénommés : M. Chevanandze (Géorgie), Demitrichian (Arménie) et Grickavicius (Lituanie), sont promus ainsi que de nombreux premiers secrétaires de régions.

Mais le phénomène le plus significatif des préoccupations des dirigeants est sans doute l'entrée massive de ministres technocrates au comité central. On n'en compte pas moins de quarante parmi les quatre-vingt-sept membres du comité central. Le ministre du pétrole, Fedorov, ministre de la pétrochimie, Chelépine, ministre des constructions pétrolières, Arkhipov, vice-président du conseil des ministres de l'URSS ; Tarassov, ministre de l'Industrie légère ; Anisimov, ministre de l'Industrie chimique ; Soukhenko, ministre de la marine marchande ; Karavalev, ministre du bâtiment ; Lénin, ministre des industries alimentaires, etc. Il faut ajouter à cette liste les présidents des deux comités d'Etat, MM. Goukhov, du comité des prix et Stoukoline, du comité de l'édition.

L'entrée au comité central de ces technocrates, dont certains ont été critiqués, traduit sans aucun doute la volonté des dirigeants de se réserver davantage aux grandes décisions qui pourront être prises par le parti. Ce n'est pas un hasard si l'on trouve maintenant au comité central la plupart des responsables des grands secteurs de l'économie soviétique, y compris ceux de la construction et des biens de consommation, deux branches dont les déficiences sont de notoriété publique.

Parmi les autres arrivées, signalons celles de deux diplomates, justifiées par les postes qu'ils occupent : MM. Baginski, directeur de l'Institut des relations extérieures, et M. Egorov, directeur de l'Institut du marxisme-léninisme. Trois nouveaux militaires font aussi leur apparition : le général Tolstouchko, commandant de la région de Biélorussie, et le général Kourkorkine, commandant des forces de Transcaucasie.

JACQUES AMALRIC.

A SON RETOUR A PARIS

La délégation du P.C. français rappelle ses divergences avec les Soviétiques

La délégation du P.C. au XXV^e congrès du P.C. soviétique est rentrée vendredi soir 5 mars à Paris. M. Jean Kéroux, son chef, a donné lecture à son arrivée d'une déclaration dans laquelle, après avoir rendu hommage aux initiatives soviétiques pour la paix, il rappelle les positions de son parti sur certaines questions et exposées lors du XXII^e congrès du P.C.F. :

« Nous l'avons fait en ce qui concerne notre conception du socialisme. Pour nous, le socialisme implique le respect et le développement de toutes les libertés. Nous l'avons fait en ce qui concerne notre appréciation de la politique extérieure du pouvoir soviétique. Nous sommes très attachés à la souveraineté de notre pays, à son indépendance et à l'indépendance de tous les peuples d'Europe.

« En ce qui concerne ces deux domaines des divergences entre nous et nos camarades soviétiques. Tout en assurant nos devoirs de solidarité internationale, nous sommes très attachés à la souveraineté de notre pays, à son indépendance et à l'indépendance de tous les peuples d'Europe.

« Nous l'avons fait en ce qui concerne notre appréciation de la politique extérieure du pouvoir soviétique. Nous sommes très attachés à la souveraineté de notre pays, à son indépendance et à l'indépendance de tous les peuples d'Europe.

CORRESPONDANCE

Le peintre Kundera s'en remet à la justice tchécoslovaque

Le peintre Rudolf Kundera nous prie d'apporter les rectifications suivantes à la suite de l'article publié le 28 février sous le titre « A la suite d'un accident de la circulation, le peintre Kundera attaque en justice l'Etat tchécoslovaque et l'ambassade de France à Prague ».

Il est inexact que j'aie engagé ou même envisagé d'engager une double action en justice contre l'Etat tchécoslovaque et l'ambassade de France à Prague à la suite du décès accidentel de mes deux fils, survenu le 28 décembre 1975, près de Brno.

Il est également inexact que j'aie choisi M^{re} Paul Lombard pour la défense de mes intérêts. Je n'en ai jamais eu l'intention, la justice de mon pays d'origine pour ce dramatique accident.

L'AFFAIRE LOCKHEED

La conférence de Bilderberg dont le prince Bernhard des Pays-Bas est président est annulée

La réunion annuelle de la conférence de Bilderberg, dont le prince Bernhard des Pays-Bas est le président, et qui devait se tenir du 22 au 26 avril à Hot Springs, en Virginie, a été annulée vendredi 5 mars. Cette décision a été prise en raison des travaux de la commission d'enquête du gouvernement néerlandais sur l'affaire des pots-de-vin versés par la société Lockheed, dont le prince aurait été l'un des bénéficiaires.

Le prince a annulé le voyage qu'il devait faire dans quatre pays d'Amérique latine, en avril, en qualité de président de la Fondation mondiale pour la protection de la faune. Mais, vendredi soir, le premier ministre néerlandais, M. Joop den Uyl, a annoncé, au cours de sa conférence de presse hebdomadaire, que la visite officielle que la reine Juliana et le prince Bernhard devaient faire en Italie, à la fin du mois de mai, aura lieu comme prévu. M. Den Uyl a confirmé que l'un des trois sages de la commission d'enquête sur l'affaire Lockheed, M. Martin Holthrop, était rendu jeudi à Washington.

Selon certains rumeurs, M. Holthrop se serait entretenu avec M. Arthur Burns, président du Federal Reserve Board. Le porte-parole de la commission d'enquête a déclaré, d'autre part, que la commission avait entendu, depuis sa création, le 10 février, une vingtaine de personnes, parmi lesquelles des membres du gouvernement actuel et des gouvernements précédents.

Jeudi, l'hebdomadaire de gauche *Vrij Nederland* avait fait état en première page d'un rapport de l'O.S.S. service d'espionnage américain, prédateur de la C.I.A., selon lequel le prince Bernhard aurait joué un rôle actif dans les années 1944-1945.

Le prince a annulé le voyage qu'il devait faire dans quatre pays d'Amérique latine, en avril, en qualité de président de la Fondation mondiale pour la protection de la faune. Mais, vendredi soir, le premier ministre néerlandais, M. Joop den Uyl, a annoncé, au cours de sa conférence de presse hebdomadaire, que la visite officielle que la reine Juliana et le prince Bernhard devaient faire en Italie, à la fin du mois de mai, aura lieu comme prévu. M. Den Uyl a confirmé que l'un des trois sages de la commission d'enquête sur l'affaire Lockheed, M. Martin Holthrop, était rendu jeudi à Washington.

On a communiqué de l'état-major des armées, publié vendredi, indique que la commission d'enquête militaire créée récemment avait constaté que les 30 000 livres, soit 450 000 livres turques, envoyés par les Italiens pour contribuer à la construction d'une école primaire à Lice, victime d'un violent séisme en septembre dernier, avaient été retirées de la Banque centrale turque et converties en livres turques « sans que l'état-major des armées en soit informé ».

Le général Alpaka, pour sa part, nie formellement avoir profité de l'offre généreuse de la compagnie Aeritalia. « L'offre est restée dans les coffres des forces aériennes », a-t-il affirmé.

Une certaine élite transatlantique

Assistait-on à la fin des conférences de Bilderberg ? Le seul fait que le « groupe » ait suspendu ses activités cette année est un événement puisque les conférences se succèdent depuis 1945 avec une régularité d'horloge.

De tous les grands colloques internationaux, celui de Bilderberg était le plus « coré ». C'était d'abord une petite élite africaine sur les aérodromes tranquilles des stations balnéaires, car plusieurs participants s'y rendaient dans leur avion personnel ; les appartements de Rothchild, des hôtels de luxe, « royalement » visités avec ceux des Agnelli, des Emu, ou du prince Bernhard qui traitait ses hôtes en grand seigneur, avec fleur à la boutonnière. Les hommes politiques composaient le second groupe : presque tous les premiers ministres d'Europe occidentale ont participé à l'un ou plusieurs des conférences, aux côtés de sénateurs américains, de hauts fonctionnaires, de généraux et d'ambassadeurs.

Du côté français, dont la responsabilité apparaît à l'évidence, M. Giscard d'Estaing et son frère Olivier, M. Lecanuet, ont été parmi les

hôtesses de ces rencontres, mais aussi MM. Gaston Defferre, Pierre Mendès France, Guy Mollet, Mme Françoise Giroud, MM. Edgar Faure et Olivier Guichard. Le troisième groupe était celui de ce que l'on d'entre eux appelle les « jongleurs » : professeurs — dont à l'occasion un certain François Eudes — et journalistes internationaux, dont les exposés ou les interventions appartaient aux magazines de la finance et de la politique la note d'après-midi, voire de conférence, sans laquelle l'opinion publique se serait rendue à une notion quelque peu abstraite.

Travaux leur nom de l'hôtel Bilderberg, près d'Arnhem, où se tint la première conférence, ces réunions avaient pour but de favoriser les rencontres entre les élites nord-américaines et européennes, ainsi que de discuter sur un plan général des problèmes de l'Alliance atlantique. Une meilleure compréhension s'en est dégagée parfois, mais sur le plan des élites exclusivement. Même les timides tentatives faites pour introduire dans cette enceinte des participants japonais n'ont pas été couronnées de succès jusqu'à présent.

LA CRISE IRLANDAISE

Londres revient à l'administration directe de l'Ulster après l'échec de la convention constitutionnelle à Belfast

M. Merlyn Rees, secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, a annoncé le 5 mars à la Chambre des communes la prolongation du régime d'administration directe de la province par Westminster pour une période indéterminée, après l'échec de la convention constitutionnelle de Belfast (« le Monde » du 5 mars). La convention, qui n'a pas réussi à mettre sur pied des institutions assurant un partage du pouvoir entre catholiques et protestants, a été officiellement dissoute le 5 mars à minuit.

Les premiers ministres britannique et irlandais, MM. Harold Wilson et Liam Cosgrave, se sont entretenus vendredi à Londres. Dans un communiqué commun, ils ont réaffirmé la nécessité de faire participer les deux communautés à un gouvernement provincial en Ulster, et ont récusé la participation des organisations paramilitaires protestantes ou catholiques, en particulier l'IRA, à toute négociation dans ce sens.

Selon notre correspondant à Dublin, Joe Mulholland, M. Cosgrave a repris la thèse avancée à plusieurs reprises par des membres de son gouvernement, selon laquelle il est absolument nécessaire que le gouvernement britannique ne mentionne pas la possibilité de se retirer d'Irlande du Nord. Une telle déclaration, dans les circonstances actuelles, y compris selon le gouvernement de Dublin, un climat propice à la guerre civile.

Les troubles ont été jusqu'à présent limités, pour la plus grande partie, à la province du Nord, poursuit notre correspondant, mais leurs conséquences se font de plus en plus sentir dans le sud de l'Ile. La République d'Irlande, qui traverse actuellement une crise économique extrêmement grave, se voit obligée d'augmenter ses dépenses dans le domaine de la sécurité, tandis que les ressources du tourisme ont considérablement baissé. Les investissements étrangers ont été à peine affectés, mais si la situation en Ulster s'aggrave, et si les troubles s'étendent au-delà de la frontière, il est certain que de nouvelles entreprises étrangères hésiteront à s'installer.

M. Mikoyan : cinquante-quatre ans au «Parlement du parti»

M. Anastase Ivanovitch Mikoyan prend à quatre-vingt-un ans sa retraite définitive avec la satisfaction d'avoir battu un record. Il avait été élu pour la première fois en 1922 au comité central. Qui d'autre peut se flatter, en U.R.S.S., d'être né à la politique sous Lénine, de s'être hissé au sommet sous Staline et d'avoir pris sous Khrouchchev et Brejnev la figure de mentor ? Cette longévité exceptionnelle est le fruit d'une habileté hors pair.

Il fallait du flair au jeune Arménien pour deviner que la révolution avait plus d'avenir pour lui que la prière à laquelle le destinait ses parents, et pour choisir, dès 1915, le camp bolchevique. Il lui a fallu saisir la chance chaque fois qu'elle se présentait. Sa carrière laillait pourtant s'achever prématurément pendant la guerre civile. M. Mikoyan se trouvait en Arménie quand les forces anticomunistes s'emparèrent des commissaires du peuple. Par hasard, son nom ne figurait pas sur la liste, et il échappa au massacre.

De la perspicacité, il en fallait pour pressentir, en un temps où seuls les bûcheurs de l'industrie lourde récoltaient la gloire, qu'un spécialiste des biens de consommation pouvait se tailler une bonne place au soleil. Nommé membre suppléant du bureau politique en 1928 — il sera titulaire six ans plus tard — et commissaire du peuple au commerce intérieur, il s'efforça d'appliquer des méthodes qui avaient fait leurs preuves dans le monde capitaliste. Du coup, il réussit à se faire envoyer en mission d'études aux Etats-Unis, alors que les purges trappaient son pays.

Après avoir célébré Staline pendant des années, il fut, en 1956, le premier dirigeant — il était alors vice-président du conseil — à critiquer publiquement l'ancien dictateur. Il fut aussi un précurseur de la politique de détente. Il osa passer des vacances en Yougoslavie, alors que l'U.R.S.S. n'avait pas encore rigé complètement son conflit avec Tito, puis il précéda Khrouchchev aux Etats-Unis. Après la grande crise des fusées à Cuba, il tenta, non sans succès, de limiter les dégâts. A La Havane, il apaisa le courroux de Fidel Castro, qui avait le sentiment d'avoir été trahi par ses amis russes. A Washington, il examina avec John Kennedy les suites à donner à cette crise.

Il ne s'était pas constitué une « clientèle » dans le parti ; d'ailleurs, il n'aspirait jamais à la première place. Il n'était pas non plus un service d'un « patron », sauf pendant la période stalinienne où, pour assister, il fallait chanter à tue-tête la mesure les louanges du dictateur. Il collabora avec Khrouchchev aussi longtemps que celui-ci fut solide au poste, mais c'est lui qui, en octobre 1964, se chargea d'aller dire au premier secrétaire que l'heure du limogeage était venue.

M. Mikoyan était alors président du Soviet suprême. En 1965, il passa à M. Podgorny la présidence de l'Etat — en 1966, il quitta le bureau politique du parti. Membre du comité central jusqu'à ces derniers jours, il occupait ses loisirs à la rédaction de ses Mémoires. Quelques chapitres ont été publiés dans *Novy Mir*. Un homme qui est resté cinquante-quatre ans au comité central et quarante ans au bureau politique doit pourtant connaître bien des secrets.

B. F.

M. Polanski : une carrière difficile

L'élimination de M. Polanski du bureau politique sanctionne sans doute l'un des « responsables » de la très mauvaise récolte de 1975. Mais, en dehors de cet avatar, elle ne surprend pas outre mesure, compte tenu des hauts et des bas observés depuis longtemps dans une carrière difficile. L'homme, qui était parti pour faire une carrière d'appareilleur — modeste, semble en effet avoir été assez souvent contesté ces dernières années.

Dimitri Polanski est né le 7 novembre 1917, le jour même de la révolution d'Octobre, ce qui en faisait un « jeune » au sein d'un Politbureau d'âge canonique d'origine ukrainienne. Il termina en 1939 des études d'agronomie à Khar'kov, mais passa deux ans plus tard — en pleine guerre — dans la filière de l'école supérieure du parti, réservée aux futurs cadres de l'appareil. Il dirigea la section politique d'une station de machines et de tracteurs, puis, dès la fin de la guerre, travailla à la section des cadres du comité central du parti, où il restera jusqu'en 1949. Il est ensuite responsable du parti en Crimée — notamment premier secrétaire de cette région en 1954 et 1955 — et exerça les mêmes responsabilités à Orenbourg et Krasnodar. Membre du comité central du parti à partir de 1956, il se fait remarquer l'année suivante, au moment de la crise du « groupe anti-parti », en attaquant violemment Vorochilov pour les exactions commises dans le Kouban.

Cette aide apportée à Khrouchchev lui valut d'être nommé, en 1958, chef du gouvernement de la République russe et membre suppléant du politbureau — alors présidium — dont il deviendra de plein droit en 1960.

Il s'appuya néanmoins à Khrouchchev en diverses occasions, notamment lorsqu'il refusa l'idée, avancée par le premier secrétaire, de transformer les fermes collectives en fermes d'Etat. En 1962, il est nommé vice-président du conseil des ministres, un poste un peu « faible » pour un membre du politbureau. En octobre 1964, M. Polanski participera à l'attaque contre Khrouchchev, en dénonçant devant le comité central ses erreurs en matière agricole.

Si cote au sein de la nouvelle direction n'en est pas plus brillante pour autant. En mars 1965, c'est un « outsider », M. Mazourov, qui est choisi pour devenir premier vice-président du conseil des ministres. M. Polanski doit attendre six mois pour accéder au même rang. En 1973, il est à nouveau rétrogradé puisqu'il devient simple ministre de l'Agriculture. Il conserve certes son siège au Politburo, mais il est rare qu'un ministre de l'Agriculture ait droit à cette distinction très longtemps.

M. Polanski avait, en outre, mauvaise presse parmi les intellectuels, qui lui reprochaient des attitudes chauvinistes. L'un d'eux, M. Strakos, avait même organisé son patronage dans la publication des œuvres du polémiste antisémite Chevtsov. Il est encore difficile de savoir si ce facteur a joué un rôle dans les péripéties d'une carrière en dents de scie. — M. T.

موسى تالال

EUROPE

Espagne

Cinquante mille personnes ont assisté aux obsèques des victimes de la fusillade de Vitoria

Les autorités locales dénoncent les méthodes gouvernementales

Madrid. — Le gouvernement espagnol a justifié, vendredi 5 mars, le comportement des forces de l'ordre qui ont tiré le 3 mars, à Vitoria, sur une foule de manifestants, faisant trois morts et plusieurs dizaines de blessés dont cinq sont dans un état critique. Dans un long communiqué publié à l'issue du conseil des ministres, consacré pour l'essentiel aux dramatiques événements du Pays basque, le gouvernement déclare l'usage des armes « nécessaire » et rappelle qu'il est en faveur de la coexistence et de la négociation, tout en déclarant que les policiers de Vitoria ont tenté de « protéger les libertés constitutionnelles » et que les graves « perturbations de l'ordre public » ainsi que le « désir de destruction des manifestations » les ont placés en état de légitime défense. Ce n'est manifestement pas le point de vue des autorités locales de Vitoria, de la province d'Alava qui ont exprimé à nouveau leur désaccord « avec les méthodes employées par le pouvoir central » et ont contesté « celui-ci ». Cette grande ligue de l'opposition, composée de la gauche, de la droite et de la puissance nouvelle des revendications régionalistes. Au moins cinquante mille personnes ont assisté vendredi 5 mars à Vitoria aux obsèques des victimes de la fusillade. Mgr Francisco Ferraz, évêque de la ville, a été consacré : « Dehors, dehors... » par les grévistes qui lui font grief de l'intervention brutale de la police, ayant débatté

De notre envoyé spécial

ment utilisés armes et grenades lacrymogènes dans une église où des ouvriers tenaient une assemblée pacifique. Les policiers de Vitoria ont entraîné l'évêque à approuver un serment lu pendant la cérémonie funéraire qui dénonce « la violence aveugle qui a coûté la vie à trois personnes qui n'étaient pas des criminels et ne troublaient pas l'ordre public ». Prenant la parole devant des milliers de personnes, un dirigeant ouvrier, M. Jesus Fernandez, a déclaré qu'il n'était pas possible « de résister dans un même lieu les assassins et les victimes ». Les responsables de ces massacres sont une poignée de patrons et les autorités qui ont accompli les ordres de cette poignée de patrons. Nous réclamons la démission des autorités et la libération de tous ceux qui ont été arrêtés. D'autre part, le gouvernement a envoyé vendredi pour étude aux Cortes le projet de loi sur le droit d'association politique. L'article 16 du Fuero des Espagnols, promulgué par le régime franquiste au lendemain de la guerre, prévoit, certes, « la liberté d'association » mais ce droit élémentaire a été refusé jusqu'à présent aux partis politiques. Le nouveau projet est libéral mais, comme toutes les réformes déjà envisagées par le premier gouvernement du roi Juan Carlos, il confie des restrictions et des subtilités qui en réduisent la portée. Seront admises les associations qui respectent les lois fondamentales du royaume et l'esprit de la déclaration universelle des droits de l'homme. Seront exclues toutes celles qui tendent à porter

atteinte à la souveraineté et à l'unité de la nation, qui préconisent un régime totalitaire, la subversion ou la violence. Le parti communiste espagnol, cotramment qualifié de « totalitaire » par les dirigeants actuels, n'a donc aucune chance d'être légalisé. Ce n'est pas une surprise. L'adhésion « à la subversion et à la violence » peut, en outre, permettre d'écarter les formations indépendantistes de gauche, mais celles-ci n'ont de toute manière pas l'intention d'entrer dans le jeu électoral proposé par le régime. Le marxisme est-il « totalitaire » ? Si oui, le parti socialiste ouvrier espagnol, P.S.O.E., devrait logiquement être également exclu. Son secrétaire général, M. Felipe Gonzalez, vient d'attirer à Rome, que son parti était « marxiste ». Or les réformistes du gouvernement souhaitent la formation d'un parti socialiste puissant acceptant le calendrier et les règles de la libéralisation promise. Il sera interdit, lorsque le projet aura été adopté par les Cortes, de voir si les socialistes du P.S.O.E. qui ont décidé d'annoncer leur intention de participer aux élections municipales du 15 mai, ont accepté aussi la charte des associations politiques. Les démocrates chrétiens devraient avoir moins de problèmes, sauf en ce qui concerne la gauche démocratique, la tendance dirigée par M. Ruiz Gimenez qui réclame plus énergiquement que les dirigeants du P.S.O.E. la légalisation du P.C. Le projet retire en tout cas au mouvement national « le contrôle des futures associations qui dépendront directement du ministère de l'Intérieur. C'est, dans le contexte actuel, un très net progrès. MARCEL NIEDERGAU.

A la commission des droits de l'homme de l'ONU

LES ETATS-UNIS S'ÉLEVENT CONTRE L'ATTITUDE DE L'U.R.S.S.

Genève (A.F.P.). — La trente-deuxième session de la commission des droits de l'homme de l'ONU pour les droits de l'homme, qui s'est tenue à Genève du 2 février au 5 mars, a été surtout marquée par un net ralliement des Occidentaux en général et des Américains en particulier. La commission a condamné successivement « les pratiques israéliennes dans les territoires arabes occupés », la politique de la justice chilienne et l'apartheid en Afrique australe. Elle n'a pas réussi, en revanche, à rédiger une déclaration sur la liberté religieuse, ni débat du droit éventuel à l'objection de conscience, ni vraiment discuté du problème des libertés individuelles face au progrès des technologies (ordinateurs et écoutes téléphoniques). Ces sujets, que les Occidentaux voulaient traiter, ont été renvoyés à une nouvelle fois à l'année prochaine, par une coalition des Etats socialistes et tiers-monde. Ceux-ci ont imposé leurs décisions à la majorité sans permettre, comme auparavant, la recherche de consensus. Le renvoi à l'année prochaine d'une déclaration sur la liberté religieuse a déterminé le délégué américain, M. Garment, à affirmer, lors de la clôture de la session, que des membres de cette commission, qui ont le pouvoir de bloquer une action, ont « tiré l'U.R.S.S. et la Pologne, ont tenté de protéger les Etats contre les revendications individuelles et non à assurer la liberté religieuse ». Les Etats-Unis ont d'autre part réaffirmé qu'ils n'apporteraient pas leur aide à la démission de l'U.R.S.S. et à la démission de la Pologne, que le programme de l'ONU disparaît ou sera fortement réduit faute de crédits.

REÇU PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. Spénale (P.S.) compte sur M. Giscard d'Estaing pour « surmonter les difficultés » de l'élection du parlement européen

M. Giscard d'Estaing a reçu vendredi 5 mars le président de l'Assemblée européenne de Strasbourg, M. Georges Spénale (P.S.), avec lequel il s'est entretenu du projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel direct. « J'espère », a déclaré ce dernier, « l'issue de la réunion, que M. Giscard d'Estaing pourrait être l'un de ceux qui contribueraient à surmonter les difficultés » que rencontre ce projet. Il a exprimé l'espoir que le prochain conseil européen, qui se réunira les 1^{er} et 2^e avril à Luxembourg, « pourrait régler les questions en litige ». Tel n'est pas l'avis, semble-t-il, de M. Joop den Uyl, premier ministre néerlandais, à l'issue des entretiens séparés avec M. Spénale, Belgique, Luxembourg, qui ont eu lieu jeudi à La Haye sur les propositions de M. Spénale et le rapport Spénale sur la commission néerlandaise non-officielle qui avait remis en mai un rapport aux l'Union européenne à la demande du ministre hollandais des affaires étrangères, M. Max van der Stoep. Selon M. den Uyl, le rapport Spénale sur la commission néerlandaise non-officielle, pas au-delà d'une discussion générale des grandes lignes du rapport Spénale. Un examen plus précis aura lieu lors du deuxième conseil européen qui tiendra en juillet à Bruxelles. Et c'est seulement lors du troisième conseil européen de La Haye, en novembre prochain, que les Nations Unies étudieront de ce document.

Commentant cette visite, l'« Humanité » écrit : « Le complet pour imposer l'élection supranationale directe à l'Europe, tout un renouveau agit les instances européennes avant la réunion, les 1^{er} et 2^e avril, du Conseil européen où le rapport de M. Spénale doit être discuté, et la visite de M. Spénale à l'Elysée est là pour nous rappeler que, dans cette entreprise de liquidation de la souveraineté nationale, les dirigeants de la petite Europe des monarchies reçoivent, hélas ! le concours de socialistes français... »

UN COMMENTAIRE DE « L'HUMANITÉ »

Mol... entendu au Conseil nordique

De notre correspondante

Copenhague. — Commencée dans les remous de la guerre de la morue (le Monde du 3 mars), la vingt-quatrième session du Conseil nordique s'est achevée parmi les tiraillements engendrés par la question des « communications linguistiques ». Depuis un quart de siècle, le Conseil nordique se vante d'être l'une des trois rares organisations internationales à n'avoir pas de langue officielle, ses membres pouvant se comprendre facilement puisque le danois, le suédois et le norvégien sont des langues très proches, que les Islandais parlent tous le danois qu'ils apprennent obligatoirement à l'école et que la Finlande est officiellement bilingue (1). Cette année, dès le début des travaux du Conseil, une partie de la délégation finlandaise a réclamé une traduction simultanée, plusieurs de ses membres ayant du mal à suivre les débats. Cette demande a été franchement accueillie par les représentants des quatre autres pays qui, estimant que le rôle du Conseil nordique est plutôt de resserrer les

liens culturels entre les Etats d'Europe septentrionale. Devant ces réticences, Mme Marjatta Stenius (vingt-huit ans), députée communiste de Finlande, a décidé de prononcer son intervention en finnois devant un auditoire stupéfait. Ce qui lui a valu un rappel à l'ordre du président (un Danois). Le Conseil devait attendre sa dernière séance pour tenter de trouver une solution à cet épineux dilemme. En fin de compte, ses membres ont voté par quarante-une voix contre une et onze abstentions, une motion favorable à la traduction simultanée pour la prochaine session, à condition qu'une telle mesure se justifie sur les plans économique et technique et réponde aux critères de qualité souhaités. En fait, l'assemblée n'avait guère le choix. La vingt-cinquième session du Conseil aura lieu en effet à Helsinki. CAMILLE OLSEN. (1) Une minorité importante de Finlande parlant le suédois comme langue maternelle.

Yougoslavie

Avant de se rendre en Bulgarie

M. FIDEL CASTRO RENCONTRE LE MARÉCHAL TITO

(De notre correspondant.) Belgrade. — M. Fidel Castro était attendu à Belgrade, où il s'entretenait pendant deux jours avec le maréchal Tito. Les événements de Yougoslavie ont suscité une attention particulière. Les Yougoslaves ont accueilli le bien-fondé de la présence en Angola des troupes cubaines dans ce pays, puisque « appuyées par son gouvernement légal ». Ils veulent apprendre comment le régime cubain envisage les choses après la fin des combats. Belgrade a reçu, en outre, immédiatement le gouvernement de M. Neto, ami de vieille date, qui avait été reçu ici à plusieurs reprises, et l'a aidé à observer les élections municipales. M. Neto a réaffirmé son attachement à la présence des troupes cubaines et elle n'est pas justifiée, pas les événements, menace de susciter des doutes aussi bien sur leurs propres intentions que celles de l'Etat qui a demandé leur aide. On fait confiance ici au régime de M. Neto, qui par son récent accord avec le président Mobutu, a administré une preuve que, pour lui, les intérêts de son pays priment tous les autres. Les concepts politiques et idéologiques de M. Castro, sont proches, voire identiques, à celles de Moscou. Ce n'est pas le cas de la Ligue des communistes, qui considère ici que ces divergences proviennent, pour une part, du caractère même de la révolution des deux pays. Elles se font d'ailleurs l'objet d'un dialogue politique et ne gênent pas la coopération. PAUL YANKOVITCH.

Italie

Plusieurs personnalités accusées de corruption sont arrêtées. — Un millier d'arrestations ont été effectuées dans diverses opérations judiciaires, a été arrêté. Une autre personnalité italienne, le « For » Enrico Zito, supérieur de l'Angeli-cum, a également été inculpé. En 1948 déjà, le Père Zito, avait été accusé d'avoir dissimulé dans son couvent le cadavre de Mussolini. Mais c'est l'arrestation, le 5 mars, de M. Gino Sferza, président-directeur de La Stampa (principal quotidien italien), qui suscite le plus de commentaires en Italie. M. Sferza, accusé de corruption, serait impliqué dans une affaire de trafic de permis de conduire. Enfin, le magistrat-instructeur a demandé au Parlement l'autorisation de poursuivre un député socialiste, M. Gino Apollito, impliqué dans la même affaire. (Correspond.)

OUTRE-MER

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON : les élus locaux consultent la population sur le projet de départementalisation

Proposé le 21 octobre 1975 par M. Olivier Sime, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, la transformation de Saint-Pierre-et-Miquelon en département d'outre-mer a été accueillie favorablement par les élus de l'archipel, après un certain nombre de rencontres et de négociations. Le Monde du 7 mars, M. Albert Pen, maire de Saint-Pierre, secrétaire socialiste du territoire, a estimé vendredi que « les données du problème demeurent encore floues » et qu'une part des promesses du gouvernement (nouveaux équipements, crédits supplémentaires, aménagement de certains textes, investissements etc.) est d'autre part « la grande difficulté qu'il y aura à administrer comme un département un archipel situé à 5 000 kilomètres de Paris ; la condition que les services prévus dans le cadre de la départementalisation aient aussi bien pu intervenir dans le cadre territorial... »

Territoire français des Afars et des Issas

LE COUVRE-FEU EST LEVÉ A DJIBOUTI

Djibouti (A.F.P.). — Le couvre-feu, en vigueur depuis le 4 février dans les quartiers africains de Djibouti, a été levé vendredi soir 5 mars. M. Don Camille d'Ornano, haut commissaire de la République, a déclaré vendredi que, après avoir annulé la veille l'interdiction toute réunion de plus de cinq personnes, arrêtée le 3 janvier après l'assassinat d'un gendarme. D'autre part, M. Ali Arif a constaté l'existence d'une « base militaire » à Djibouti, et ajouté : « Une base militaire est une implantation qu'une puissance réelle sur son sol national ou à l'étranger pour les besoins de sa propre stratégie. (...) Ce n'est pas ainsi que je conçois la permanence des troupes françaises sur notre territoire. Celles-ci pourraient être stationnées sur le sol de notre futur Etat à notre demande et pour le besoin de notre défense. »

Le gouvernement socialiste a fait état vendredi 5 mars à l'ONU en vue d'une action internationale concertée pour assurer l'application de la résolution de l'Assemblée générale de 1975 qui préconise l'indépendance immédiate et inconditionnelle du Territoire des Afars et des Issas. (A.F.P.)

M. MARCEL HENRY, leader du Mouvement populaire mauritanien, a déclaré vendredi 5 mars à l'issue d'un entretien avec M. Giscard d'Estaing, que son audience était « la consécration de l'appartenance de la Mauritanie à la France ». Il a ajouté qu'il avait remercié M. Giscard d'Estaing pour avoir permis à la population de Mayotte d'exercer son droit à l'autodétermination.

A travers le monde

Argentine

Le congrès ne sera pas réuni. — Le 4 mars M. Mario Luder, président du Sénat, a réuni comme d'habitude des députés. Mais ceux-ci ont refusé de se réunir, estimant que le projet de loi sur la réforme des pouvoirs du Congrès, présenté par le président de la République, M. Luder, était une atteinte à la souveraineté nationale. (A.F.P., U.P.I.)

Nigeria

Le lieutenant-colonel R.S. DIMKA, principal auteur du coup d'Etat manqué du 13 février, a été arrêté. D'autre part, un tribunal militaire spécial a commencé, vendredi 5 mars, à Lagos, les procès de tous les militaires impliqués dans ce coup d'Etat. (A.F.P., Reuters.)

PROCHE-ORIENT

Liban

REGAIN DE TENSION DANS PLUSIEURS RÉGIONS

Beirut (A.F.P.). — Un mois et demi après l'installation du régime de l'Union nationale libanaise, le regain de tension dans plusieurs régions, alors que les forces régulières libanaises et palestiniennes commencent à assurer celles à Beyrouth. Les nouveaux incidents ont commencé jeudi à Kobayeh, village chrétien de l'extrême nord (districte de Tripoli). Des milices musulmanes avaient pris le contrôle de la maison investie et bombardée le village, tuant deux personnes. Des soldats israéliens de « l'armée du Liban » avaient été tués par le lieutenant Ahmed al-Khalil, auraient été tués à ces incidents. Vendredi, un nouvel accrochage s'est produit à Kobayeh et dans la région. Le bilan des pertes s'élevait à sept tués. Lorsque les événements de Kobayeh ont été connus, plusieurs centaines de militaires libanais originaires de ce village se manifestèrent dans leur casernes, à Saris, près de Jounieh (15 kilomètres au nord de Beyrouth). L'agitation a également atteint de nombreux habitants de Kobayeh, qui étaient réfugiés à Jounieh pendant la guerre civile. Ces incidents ont eu des répercussions dans les régions chrétiennes au nord de Beyrouth et dans certains quartiers orientaux de la capitale. Des habitants ont dressé des barricades, et des événements se sont produits. Des miliciens phalangiens (chrétiens conservateurs) ont établi quelques barrières volantes de contrôle dans ces régions.

LE JUDAÏSME FRANÇAIS ET LE SIONISME

Les assises du judaïsme français, qui viennent de se tenir à Paris, ont adopté une résolution dans laquelle les associations culturelles qui composent cette assemblée et les représentants du comité central israélite, proclamant leur attachement à l'Etat d'Israël et protestant contre la position « sioniste » de l'ONU, ont déclaré que le sionisme est une forme de violence. Elles réaffirment aussi leur fidélité au judaïsme religieux tout en reconnaissant que des activités juives autres que synagogales peuvent se dérouler autour ou à l'extérieur de l'édifice religieux. Dans une interview à l'Agence télégraphique juive, M. Alain de Rothschild, président du comité central israélite, a déclaré que le sionisme est une forme de violence et qu'il est important de ne pas confondre le sionisme avec le judaïsme. Il a déclaré notamment : « La terre d'Israël est liée à toutes nos prières. Mais si, nous ne sommes pas juifs, nous ne sommes pas juifs dans la synagogue. (...) Si le sionisme veut dire Etat sioniste, alors nous sommes tous sionistes dès l'instant que l'Etat d'Israël a été créé. »

AFRIQUE

Sahara occidental

Le Front Polisario annonce la formation d'un gouvernement de la République sahraouie

De notre correspondant

Alger. — M. Baba Miské, entouré de cinq dirigeants du Front Polisario, a annoncé, le vendredi 5 mars, dans un salon de l'hôtel Saint-Georges à Alger, la composition du premier gouvernement de la République sahraouie. Après avoir observé une minute de silence « à la mémoire des martyrs (maquisards morts au combat) et des victimes civiles du camp d'Oum-Drige » (le Monde du 29 février-1^{er} mars), le porte-parole a donné lecture de la première proclamation du gouvernement, constituant, a-t-il dit, la veille à Angala. « En exécution de la volonté de notre peuple, déclare le texte, la direction du Front Polisario, en accord avec le Conseil national provisoire sahraoui autonome, a décidé la constitution d'un gouvernement qui assume ses responsabilités dans la continuité de la lutte en levant toujours plus haut le drapeau du combat libérateur jusqu'à la victoire et la garantie pour notre peuple de vivre en paix et en sécurité et pour ouvrir devant lui et les autres peuples frères arabes et africains la voie de l'unité et de la libération. » M. Baba Miské a précisé que les autres institutions seront mises en place progressivement, et que la composition du Conseil de la République sera publiée ultérieurement. Le président de la nouvelle République n'a pas encore été désigné. L'instance suprême

demeure le bureau exécutif du Front Polisario, fort de sept membres, dont le secrétaire général est M. El Oual, qui pourrait, estiment certains, devenir président de la République. Une Constitution provisoire est en cours de préparation. Elle sera soumise au troisième congrès, en mai prochain. M. Baba Miské a annoncé que le nouvel Etat va demander son admission à l'ONU, à l'O.U.A. et à la Ligue arabe. PAUL BALTA.

La composition du cabinet

Premier ministre : M. Mohamed Lamine Ould Ahmed, qui était jusqu'ici le principal responsable des relations internationales extérieures du Front Polisario. Intérieur et justice : M. Mahfoud Ali Beldi. Affaires étrangères : M. Bakht Brahim. Ancien diplomate mauritanien, de mère sahraouie, il a obtenu le statut de Polisario à l'ONU et à l'O.U.A. Défense : M. Brahim Ghali Ould Moustafa, qui fut secrétaire général du Polisario de mai 1973 à août 1974. SECRÉTAIRES FÉDÉRAUX DE MINISTÈRES Finances, commerce et approvisionnement : M. Omar Mohamed Ali. Éducation, santé et affaires sociales : M. Baba Ould Ahmed Zeta. Informations : M. Mohamed Salem Ould. Énergie et télécommunications : M. Mansour Ould Omar.

AMÉRIQUES

Ce que je pense du Chili

III. — Les chances de la démocratie

par EDUARDO FREI

Dans les deux premiers extraits du livre de M. Eduardo Frei — les Commandements de l'histoire et les Exigences de l'avenir —, l'auteur chilien justifiait son attitude au moment du renversement de M. Salvador Allende en 1973 et critiquait violemment l'équipe « fasciste » au pouvoir à Santiago responsable de la faillite économique et de l'isolement du Chili sur la scène internationale (« le Monde » des 5 et 6 mars). Nous publions aujourd'hui un dernier extrait de l'ouvrage du leader démocrate-chrétien, dont la diffusion n'a été officiellement autorisée à Santiago qu'en janvier dernier.

Chacun a sa part de responsabilité dans la situation présente. Les dirigeants de l'Union populaire ont gaspillé les ressources nationales, ils ont déchaîné la violence, ils ont ouvertement affiché leur mépris pour la démocratie. La démocratie chrétienne n'a pas su rester unie, ce qui était la condition indispensable, avec l'ouverture vers d'autres secteurs sociaux et politiques, pour poursuivre la tâche commencée en 1964. Y aurait-elle parvenue que notre pays serait aujourd'hui l'un des plus prospères et l'un des plus libres de l'Amérique latine. Les syndicats se sont politisés à

l'extrême, provoquant ainsi la désertion de beaucoup de travailleurs. Les luttes partisans dans les universités ont créé un climat qui décourageait l'étude, la recherche et l'échange des idées. Mais la crise chilienne est liée à un phénomène de portée universelle qui touche aux racines mêmes de la civilisation. Les systèmes totalitaires, de droite et de gauche, menacent partout les régimes démocratiques, et la violence se déchaîne dans les sociétés qui paraissent les mieux immunisées contre elle. Les intellectuels se rebellent en Russie et dans les pays sous sa dépendance. Tout a changé dans l'ordre politique, social et économique. Les relations familiales et les formes de vie religieuses elles-mêmes ont été affectées. Des conflits sont apparus, dont il y a quarante ans seulement on n'aurait pas eu l'idée. Les normes traditionnelles de la morale se trouvent elles-mêmes modifiées. Le fonctionnement des institutions est affecté par les problèmes démographiques, par l'épuisement des ressources naturelles, par la pollution de l'air et des eaux, par le développement des moyens d'information, par l'apparition d'organismes internationaux dont les moyens sont supérieurs à ceux de bien des États et par des progrès technologiques inimaginables.

La leçon du général de Gaulle

Rejeter dans ces conditions la responsabilité de la croissance de la violence et du communisme sur le gouvernement démocrate-chrétien est absurde. La guérilla est apparue à partir de 1968 dans toute l'Amérique latine. Des mouvements extrémistes se sont produits en France, en Allemagne, en Italie, aux États-Unis. La tension s'est aggravée entre la Chine et la Russie, et celle-ci est intervenue pour écraser par la force le printemps de Prague de 1968, et la révolte polonaise de 1970. Le

Chili ne pouvait faire exception. Son gouvernement d'ailleurs combattait la violence extrémiste sans concession et fit face, dans le cadre des lois, aux assauts que subissaient toutes les nations. La démocratie chrétienne est restée fidèle à cette ligne de conduite, quand, durant le règne de l'Unité populaire, elle lutta contre la violence et la répression. Une loi sur le contrôle des armes. On n'affrontera pas ces réalités nouvelles en les niant, mais seulement en comprenant leurs

causes. C'est ce qu'avait réussi à faire le Chili, et c'est pourquoi il était resté stable au milieu des convulsions de l'Amérique latine. C'est pourquoi il parvint à consolider sa classe moyenne, puis à faire de la classe ouvrière une partie intégrante et active du pays. C'est ainsi que, à partir de 1920, des réformes furent mises en œuvre. C'est dans cet esprit que nous avons gouverné de 1964 à 1970.

Les pays qui ont cru possible de revenir en arrière ont tous échoué. Les années ont passé au Portugal, et l'on a vu réapparaître les mêmes idées et les mêmes partis. En Espagne, des dizaines d'années de silence et de répression n'ont pu effacer le cœur des hommes de désir de liberté et la fidélité à leurs idées. On peut faire la même constatation pour l'Italie et pour l'Allemagne, après la chute du fascisme et du nazisme, et penser que le même phénomène se produirait en Europe orientale si demain les « doubles » nouveaux s'y exprimaient librement.

Le général de Gaulle nous a donné à ce propos un exemple qui mérite d'être médité. Rappelé au pouvoir à l'occasion d'une crise politique extrêmement grave, agitée par l'ampleur du problème algérien, il aurait pu suivre le chemin de la facilité en fermant le Parlement, en contraindant la presse et en exerçant au nom des forces armées une autorité illimitée. En dépit du retour d'Algérie de près d'un million de Français furieux contre lui, en dépit des attentats, en dépit de la révolte d'une partie de l'armée d'Algérie, il a réussi à créer de nouvelles institutions qui ont permis à la France de sortir d'une situation critique en affermissant la démocratie. Les gouvernements qui se sont succédés depuis son départ ont amené la France à son plus haut degré de prestige et de développement.

C'est ce que l'on peut, avec l'appui des forces armées, mais en cherchant le consentement du peuple, assurer la tranquillité d'un pays. Les forces armées chiliennes doivent faciliter la recherche d'une solution analogue dans notre pays.

Restaurer la liberté

Le temps ne joue pas en faveur des solutions constructives et pacifiques. Lorsque les organisations politiques, les syndicats, les organisations professionnelles, les associations de parents, ce sont toujours ceux qui sont les plus durs pour la lutte clandestine qui prennent le dessus. L'accumulation des souffrances et la répression des idées rendent de plus en plus difficiles les solutions raisonnables.

De 1970 à 1973, c'est le peuple organisé qui a résisté au Chili à une tentative totalitaire. Ce ne sont pas les hommes d'affaires qui ont livré bataille. Certains sont restés et ont lutté, mais d'autres sont partis avant de revenir, et en dehors et à l'étranger, ils ont donné des leçons à ceux qui avaient fait face. Le combat a été mené d'abord au sein des syndicats, des organisations professionnelles, des associations de parents, au moyen des manifestations de masse. Ce sont avant tout les mouvements politiques démocratiques qui l'ont conduit.

On voudrait nous faire croire que la démocratie est impossible au Chili, que son retour nous amènerait au désordre, et qu'elle n'est défendue que par des ambassadeurs incapables de maintenir l'ordre public et d'assurer la direction efficace des affaires de l'État. En réalité, il n'est question ni de personnes ni de pays. Nous avons besoin d'un vaste accord qui dépasse les limites d'un groupement. Les structures de la démocratie, après ce qui s'est passé, ne peuvent pas être les mêmes qu'avant 1970. Mais la démocratie suppose toujours le respect de la personne et de ses droits, l'impossibilité de juger un citoyen sinon en accord avec les lois et devant les tribunaux, la garantie d'une vie à l'abri de la peur et de l'insécurité sous la protection des lois reconnues et appliquées.

Cela suppose la liberté d'expression et de l'information, le respect de l'autonomie universitaire, la possibilité d'organiser des partis, l'élection des gouvernants au suffrage libre et secret, la séparation des pouvoirs exécutif et législatif. Les syndicats doivent être représentés authentiquement des travailleurs : ceux-ci doivent avoir droit au travail et à une juste participation. Le citoyen ne doit pas seulement exercer le droit de vote, il doit bénéficier d'une réelle égalité des chances et disposer d'organisations qui le représentent efficacement.

C'est beaucoup de l'efficacité du système démocratique. Comment alors expliquer que le Chili soit parvenu à un tel niveau de développement social, d'éducation et de santé, alors que sa superficie est inférieure à celle de beaucoup de pays de l'Amérique latine, qu'il dispose de moins de ressources naturelles et que son climat est particulièrement hostile ? Ce pays possède l'une des meilleures, sinon la meilleure, infrastructure de l'hémisphère sud. Il a été le premier à

construire des chemins de fer, un télégraphe, une station de communication par satellite. Il a irrigué des centaines de milliers d'hectares, s'est distingué par sa culture, par la qualité de ses professionnels et de ses scientifiques. Nous pouvons être fiers de notre histoire qui s'est conformée avec l'exercice de la liberté et l'existence d'un des plus anciens Parlements d'Occident avec des tribunaux indépendants.

Beaucoup de ceux qui ont renié notre démocratie pour réaliser leurs rêves passionnés peuvent aujourd'hui mesurer ce qu'ils ont perdu et pleurer sur ses ruines. Comment ceux qui louent les États-Unis, l'Europe de l'Ouest et abominent les dictatures communistes ne se demandent-ils pas comment les démocraties occidentales sont parvenues à de tels résultats ? Il est vrai que les dictatures sont efficaces et que les démocraties ne le sont pas ?

Il n'est pas douteux que le système est en train de souffrir d'une crise profonde et que le Chili, à l'heure d'une telle crise, ne peut pas se laisser aller à des tentatives de revanche ou de totalitarisme. Il faudrait être aveugle pour ne pas lui attribuer une place importante dans le Chili de demain. Il nous faut dépasser nos divergences pour que la majorité puisse s'exprimer. Cette majorité est immense : elle comprend les milieux les plus divers, qu'ils se reconnaissent ou non dans des partis, y compris ceux qui soutiennent la possibilité d'un socialisme démocratique.

Entre le mépris de la dém...

cratie et le communisme, il y a le peuple chilien, sa grande, son immense majorité. Ce peuple qui veut une autorité efficace et ferme, ce peuple qui veut sa sécurité, mais qui par dessus tout réclame la paix, la justice et le travail de chacun. Il existe au Chili toute une part de la société qui a été trompée. Ses aspirations n'étaient pas le produit du sectarisme idéologique : elles provenaient d'un grand désir de justice et de promotion sociale. Nous ne pouvons lui refuser notre respect et notre compréhension si elle est disposée à démontrer par ses actes son attachement aux valeurs de la liberté, face à toutes les tentatives de revanche ou de totalitarisme. Il faudrait être aveugle pour ne pas lui attribuer une place importante dans le Chili de demain. Il nous faut dépasser nos divergences pour que la majorité puisse s'exprimer. Cette majorité est immense : elle comprend les milieux les plus divers, qu'ils se reconnaissent ou non dans des partis, y compris ceux qui soutiennent la possibilité d'un socialisme démocratique.

Partout dans le monde les forces armées jouent aujourd'hui un rôle important dans la politique nationale. Non sujettes aux contingences partisans, elles peuvent constituer un apport permanent non seulement dans leur propre domaine, mais aussi dans des secteurs comme la planification, le développement, le progrès technologique. Nous n'avons pas su le reconnaître à temps, mais l'un des grands problèmes de l'avenir est de déterminer le rôle des forces armées dans la vie nationale. Leur existence se confond avec la vie même de la République.

Il est dangereux pour elles et pour le pays de lier leur prestige à des formules économiques préconisées comme de leur faire assumer toutes les vicissitudes de la politique. Dans le passé, les forces armées chiliennes sont rarement intervenues ; bien plus, elles ont toujours aidé au respect de la

Constitution. C'est là leur plus beau titre et la raison de leur indiscutable prestige. Elles ne pourraient rendre de meilleur service à la patrie qu'en se conformant à cette ligne de conduite.

Il faut aujourd'hui, pour fonder l'autorité, un consensus beaucoup plus large qu'autrefois et une participation de tous les secteurs de la vie nationale. Une démocratie limitée n'est plus concevable. Les grandes lignes de la politique à suivre doivent être communes et discutées par tous au cours d'un débat antérieur à la prise de décisions. Mais une fois l'accord obtenu, il appartient à l'autorité d'appliquer cette décision d'une manière pratique et efficace. La démocratie ne peut consister dans la discussion permanente. Les minorités ont le droit d'exister, de s'exprimer, de défendre leur point de vue pendant l'élaboration d'un projet, non d'en paralyser l'exécution. La majorité ne peut vivre sous le chant d'une minorité.

Aucun projet de société démocratique n'est possible si on ne comprend pas que liberté est synonyme de responsabilité. Il ne faut pas se leurrer : ceux qui préfèrent la tranquillité des esclaves, ceux qui laissent volontiers à d'autres le soin de penser et de décider pour eux sont plus nombreux qu'on ne croit. Il en va de même de ceux qui confondent la liberté avec l'absence de toute morale. Je ne pense pas que le peuple chilien se reconnaisse dans les uns ou dans les autres. C'est donc à lui de se prononcer. Seul il a l'autorité pour trancher, diriger et commencer une nouvelle étape historique. Procéder autrement reviendrait à écrire sur du sable. Une nouvelle Constitution doit être approuvée par le peuple souverain, seul habilité à signer une charte fondamentale.

Les idéologies forcenées qui nous ont fait tant de mal au cours des dernières étapes de notre vie nationale constituent une forme d'obsession et de violence de l'esprit. Elles ne sont que des faiblesses, des faiblesses et des limites, avec la prudence et le sens du temps que seuls détiennent ceux qui n'ont pas de fortes convictions. Ceux qui vivent dans l'agitation fiévreuse en rêvant de schémas irréels ne sont que des faibles, ils ne construiront jamais rien de solide.

FIN

La Redoute
Vous savez
que c'est maintenant
qu'il faut
l'acheter?



Le printemps-été montre déjà le bout de son nez. Dans le catalogue de La Redoute en tout cas. Pour découvrir ce que vous allez porter ce printemps et cet été, courez chez votre marchand de journaux.

**Le catalogue
Printemps Été de La Redoute**
12 F remboursés dès la première commande.
**12F chez votre
marchand de journaux**

et à La Redoute à :
Paris 17^e - 76, avenue de Clichy.
Nanterre - hall du R.E.R. Station Nanterre Préfecture.
Rosny 2 - Centre commercial de Rosny 2.
Vélizy 2 - Centre commercial de Vélizy 2, avenue de l'Europe

Le général Pinochet va désigner un nouveau gouvernement

Santiago (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.). — Le gouvernement chilien a démissionné, le vendredi 5 mars, pour permettre au général Pinochet de procéder à un remaniement ministériel. L'actuelle équipe, faisant plus de place aux civils que la précédente, avait été mise en place en avril 1973 pour relancer l'économie chilienne. Cette décision a créé une certaine surprise à Santiago. Toutefois le chef de l'État avait annoncé, que des « réajustements » de la politique économique allaient être entrepris. La composition du nouveau cabinet devrait être connue au début de la semaine prochaine.

RÉAJUSTEMENTS

Le remaniement ministériel au Chili sera vraisemblablement de portée très limitée. Il ne devrait pas remettre en cause l'orientation économique hyper-libérale, du ministre, M. Jorge Cauas.

Peu après la crise militaire de janvier, qui avait culminé avec la démission du général Arriagada, le chef d'État-major de la défense nationale, le général Pinochet avait annoncé un réajustement de la politique économique. La faillite évidente de cette politique et ses conséquences sociales avaient provoqué dans le grand malaise chez des officiers supérieurs.

Peu à peu, néanmoins, le chef de l'État a paru désireux d'atténuer la portée de ces promesses : lors d'une tournée dans le sud du pays, le général Pinochet ne parlait plus que de réajustements économiques.

Si le chef de la junte militaire a pu faire machine en arrière, c'est qu'il a bénéficié, ces dernières semaines, de plusieurs facteurs favorables. Tout d'abord, il est parvenu à reprendre en main la hiérarchie de l'armée de terre, arme dont il est lui-même issu, et dont le poids est déterminant. Il a, d'autre part, obtenu que les trois membres de la junte lui réaffirment publiquement leur solidarité, lors d'une grandiose cérémonie militaire qui a eu lieu à la fin janvier, à Santiago.

Sur le plan économique, le gouvernement peut faire état, pour

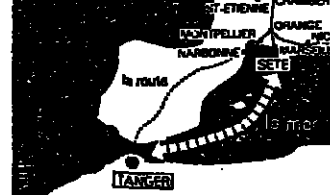
la première fois depuis 1974, de quelques nouvelles encourageantes. En particulier, les cours du cuivre remontent à la Bourse de Londres, en raison, notamment, des inquiétudes que suscitent dans les pays occidentaux, la situation en Afrique australe, et notamment en Zambie.

Le récent octroi, par la Banque mondiale, d'un prêt de 100 millions de dollars pour développer la production du cuivre a, également, remonté le moral des conseillers économiques de la junte. Enfin, certains investisseurs étrangers, américains et japonais, se seraient récemment montrés moins réservés que naguère.

Tout ceci ne peut faire oublier l'essentiel : l'inflation qui caracolait autour de 340 % par an, le chômage qui atteint près de 18 % de la population active dans le grand Santiago, une baisse de la production industrielle qui a approché 25 % en 1975. Mais au milieu de tant d'échecs, quelques bonnes nouvelles peuvent engendrer l'optimisme.

Aussi, pense-t-on à Santiago que « l'économie sociale de marché » — version à peine corrigée du « modèle brésilien » — ne sera pas remise en cause. Tout au plus la nouvelle équipe pourrait-elle avoir la consigne de limiter le « coût social » de la politique : cet euphémisme au Chili, désigne la chute brutale du niveau de vie, le chômage, et l'augmentation de la mortalité infantile. — J.-P. C.

le MAROC
par la mer
avec votre
voiture



Tous les 4 jours
le soir à 22 heures
au départ de Sete
à destination de Tanger

avec le
car-ferry
AGADIA
COMMANAV ferry

Vous trouverez à bord un personnel accueillant, confort tranquille, une cuisine de très bonne qualité et toutes facilités de transport bagages, voitures, caravanes, avec des prix de passage à partir de 248 F par pers. Toute l'année des voyages séjours de 9 et 13 jours, avec votre voiture ou en autocar, sont organisés à votre intention au départ de SETE.

SETE est facile d'accès par l'autoroute.

Demandez horaires et programmes à votre agence de voyages ou à
COMMANAV ferry
Compagnie Marocaine de Navigation
43, avenue des F.A.R. CASABLANCA
Tél. : 27.56.16 - Télex : 22925
AGENTS DÉPOSITAIRES POUR LA FRANCE

Transit
BORDEAUX - BRUXELLES - LA HAÏNE - LILLE - LYON
MARSEILLE - NANTES - NICE - SETE
BORDEAUX - PARIS
TRANSPORT 5 bis rue de Sèze PARIS
Tél. (1) 742.30.10

Parents, gratuitement, nous vous conseillons

L'ÉCOLE IDÉALE
dans la
RÉGION IDÉALE

AVDÉP

- plus de 80 écoles et instituts privés
- enseignement de qualité, réputé, diversifié
- sports d'été et d'hiver

RÉGION DU LÉMAN
Canton de Vaud - SUISSE

- ambiance propice aux études
- carrefour des grandes voies de communications
- payage de toute beauté - climat sain

SERVICE SCOLAIRE DES ÉCOLES PRIVÉES
Avenue de la Gare 10, 1002 Lausanne/Suisse
Téléphone 021 / 22 77 71

Sous le patronage de l'Association vaudoise des écoles privées (AVDSEP) et de l'Office du tourisme du canton de Vaud (OTV)

POLITIQUE

LES ÉLECTIONS CANTONALES

VAL-DE-MARNE : Polémique

entre MM. Marchais (P.C.) et Nungesser (U.D.R.)

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., député du Val-de-Marne, ayant déclaré le 4 mars à R.T.L. que M. Roland Nungesser, député U.D.R. du même département, était « un spécialiste de la colonisation », des représentants de la majorité présidentielle dans le Val-de-Marne, MM. Vermeulen (U.D.R.), Vivien (U.D.R.), Grollet (R.I.), d'Ormesson (C.N.I.) et Lacroix (réf.) estiment que les dirigeants du parti communiste perdent de tout contrôle d'eux-mêmes « parce qu'ils craignent le verdict populaire ».

M. Robert-André Vivien, ancien secrétaire d'Etat, député U.D.R., conseiller général sortant de Saint-Mandé, déclare avoir le soutien des conseillers généraux U.D.R. et républicains indépendants du Val-de-Marne et dément avoir autorisé M. Lacroix, conseiller général, Centre démocrate, qui se présente contre lui, à faire figurer son nom et ses titres dans son bulletin de soutien, ce qui paraît aller de soi.

HAUTE-GARONNE. — Contrairement à ce qui était indiqué dans nos premières éditions datées du 6 mars (page 7), M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, ne brigue pas pour la première fois un mandat cantonal : il est, au contraire, conseiller général dans le canton de Toulouse XV. Le nombre des membres du gouvernement demandant le renouvellement de leur mandat de conseiller général est donc de quinze (et non quatorze), et celui des ministres ou secrétaires d'Etat se présentant pour la première fois, de trois (et non de quatre).

VAL-D'OISE. — Le conseil général du Val-d'Oise était composé avant le renouvellement du 7 et 14 mars, de dix-sept élus de la majorité, de neuf communistes et d'un radical de gauche. M. François Gayet, qui se représente à Saint-Leu-la-Foix, avec le soutien du parti socialiste.

LES RÉSULTATS SUR LES ONDES

Les chaînes de télévision et de radio consacrent tout ou partie de la soirée du dimanche 7 aux résultats du premier tour des élections cantonales.

Sur la petite écran, TF 1 et Antenne 2 ont bouleversé leurs programmes réguliers pour des « spéciales élections » qui débutent sur les deux chaînes, vers 21 h. 30.

Sur Europe 1, le dépouillement des résultats est suivi par des envoyés spéciaux, à partir de 20 heures, dans trente cantons représentatifs, choisis dans six départements et donnant lieu à une opération « opérations ». Entre 21 h. 30 et 22 h. 30, un débat réunit des personnalités politiques.

Les premiers résultats sont donnés à 17 h. 30, sur R.T.L. et commentaires, au micro de Jean Carlier par des représentants des différents partis.

Soirée « non stop » à partir de 22 heures sur Radio-Montecarlo et à partir de 20 heures, à l'antenne de Sud-Radio, qui ouvre ses studios au public et reçoit MM. Cavallé, Savary, Baudis, et des professeurs de l'école de sciences politiques de Toulouse.

Des émissions spéciales sont également diffusées sur France-inter (de 18 heures à 20 h. 30, de 21 h. 15 à 22 h. 10), sur France-Culture et France-Musique : les résultats seront donnés simultanément, entre 23 h. 45 et 24 heures.

Une association « Marseille majorité-union » s'est constituée vendredi 5 mars, à Marseille. Sa naissance a été annoncée au cours d'une conférence de presse par tous les responsables locaux de la majorité présidentielle (U.D.R., républicains indépendants, C.N.I. et Centre démocrate). L'association se donne notamment pour objectif de provoquer la constitution, dans chaque secteur, lors des élections municipales, d'une liste unique de la majorité présidentielle. Les fondateurs ont souligné que c'est la première fois, depuis la libération, que se réalise à Marseille l'union de toutes les familles politiques nationales et libérales.

M. Dominique Bussereau, président de l'Association sociale et libérale (Jeunes Girondins), a été reçu jeudi 4 mars après-midi par M. Giscard d'Estaing à l'Elysée. Le président de la République a indiqué à son interlocuteur qu'il souhaite que les jeunes « prennent une part de plus en plus active à la vie politique ».

M. MAIRE : le P.C.F. affirme clairement sa volonté de domination.

M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., analyse dans une interview accordée à la revue *Faire* (1) l'évolution du P.C.F. 21 ans que le XXII^e congrès de ce parti a précédé, simultanément un aspect positif et un aspect négatif.

« Positif », explique-t-il, les positions publiques qu'il prend sur les libertés, l'accompagnement d'une dénonciation des restrictions apportées à leur exercice en U.R.S.S., ces positions, doivent entraîner normalement des modifications dans le comportement des militants et l'identité du parti (...). Ce congrès, pour l'essentiel, c'est la réaffirmation de la prééminence du parti, commandant comme seul instrument aux masses des travailleurs pour construire le socialisme. Il s'agit là d'une volonté de domination clairement affirmée sur le plan stratégique et théorique : la base sociale d'une transformation socialiste, c'est la classe ouvrière : son parti, c'est le P.C. Ces deux questions indissociables et particulièrement dangereuses : le syndicat se trouve placé sous la direction du parti communiste. Pour la première fois, garde organisée de la classe. Cette conception, inacceptable pour nous, propagera même, à nos yeux, un certain nombre de problèmes au sein de la C.G.T. (...).

« Je crois qu'il y a actuellement dans la C.G.T. une certaine idée de l'ordre de cette priorité accordée à l'action des cellules communistes dans les entreprises (...).

« Le P.C.F. tout en reconnaissant la diversité du pluralisme politique, conserve sur le plan théorique la thèse de la démocratie comme système unitaire, conception qui fonde d'ailleurs son mode d'organisation interne. »

(1) Revue dirigée par M. Gilles Maire, 21, rue Sainte-Anne, Paris (2^e).

UNE PROMOTION REMARQUÉE AU P.C.F.

M. Paul Laurent et son énigme

En prenant en charge la section « organisation du parti », M. Paul Laurent, membre du secrétariat du P.C.F., a franchi une nouvelle étape d'une ascension qui, pour être discrète, n'en paraît pas moins irrésistible. Sa promotion continue laisse perplexes, comme le personnage. M. Paul Laurent pose une énigme : cet ancien agent technique des ponts et chaussées se contente-il de paraphraser avec une élocution lente les communiqués du bureau politique ou possède-t-il la trousse d'un authentique dirigeant ouvrier ? Lors des débats du XXI^e et du XXII^e congrès, par exemple, il fait preuve d'une grande discrétion, se bornant les deux fois à intervenir sur des points marginaux. En revanche, dans les discussions à huis clos, ses amis ou ses interlocuteurs s'accordent à lui reconnaître une réelle finesse d'analyse.

File d'ouvrier métallurgiste, né le 1^{er} mai 1925 à Gennevilliers (Seine-et-Marne), agent technique des travaux publics, il a déjà une longue pratique de l'animation du mouvement communiste. Ayant adhéré au P.C.F. en 1945, dans le vingtième arrondissement de Paris, il assume de 1954 à 1962 le secrétariat général du Mouvement de la jeunesse communiste. En 1965, il est élu au comité central du parti et, en 1967, il entre au bureau politique.

A partir de 1962, tout en continuant à superviser les questions de jeunesse, il prend en charge la fédération de Paris, qui est aujourd'hui la plus importante du parti par ses effectifs. Au sein de cette fédération, il introduit une pratique de la discussion et de la liberté d'expression qui, dans un premier temps, n'est pas sans étonner et perturber même inquiéter le reste du parti : certains dirigeants avaient remar-

qué, alors, que les résultats électoraux du P.C.F. dans la capitale n'étaient pas à la hauteur des efforts déployés par les militants parisiens.

M. Paul Laurent a été élu député de Paris (2^e circonscription) une première fois en mars 1967 battu en juin 1968, il a retrouvé son siège en mars 1973 en se battant en faveur d'un programme commun de gouvernement à la négociation duquel il a activement participé. Depuis 1972, il assure, en outre, la représentation du P.C.F. au sein du comité de liaison de la gauche.

En octobre 1975, il est entré au secrétariat du parti avec pour fonction de coordonner les activités des fédérations communales de la région parisienne et d'assurer la liaison avec les groupes parlementaires.

T. P.

M. Georges Marchais à Tokyo. — Le secrétaire général du P.C.F. sera l'invité du parti communiste japonais du 5 au 11 avril. Ce parti recevra, à partir du 27 mars, M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste espagnol.

D'autre part, la fédération du Val-de-Marne du parti communiste proteste contre le fait que la télévision régionale n'ait diffusé aucun extrait de sa conférence de presse sur le « livre noir de la société libérale avancée » (le Monde du 3 mars). Une interview de M. Marchais, député du département, avait été prise à cette occasion.

ARMÉE

LES POURSUITES POUR ENTREPRISE DE DÉMORALISATION

Tous les inculpés sont en liberté

M. Christian Galin, juge d'instruction à la Cour de sûreté de l'Etat chargé du dossier ouvert pour entreprise de démoralisation de l'armée, a rendu, le 5 mars, une ordonnance accordant la liberté aux derniers inculpés : encore M. Jacques Stamboul, vingt-quatre ans, employé du livre parisiens, militant de la C.F.D.T., qui avait été placé sous mandat de dépôt le 8 décembre, et deux autres inculpés de l'affaire sont à présent tous libres.

MÉDECINE

A Limoges

TROIS MÉDECINS SONT CONDAMNÉS POUR AVOIR REFUSÉ DE PAYER LEUR COTISATION À L'ORDRE.

(De notre correspondant.)

Limoges. — Après un mois de réflexion (le Monde du 4 février), le tribunal d'instance de Limoges s'est prononcé sur les poursuites engagées par le conseil de l'ordre des médecins contre trois praticiens de la Haute-Vienne, Mme Celer, MM. Michel Jannet et Jean Trépo, qui avaient refusé de payer leur cotisation pour 1975. Les trois médecins avaient motivé cette décision par le fait qu'à leurs yeux le conseil de l'ordre n'était pas représentatif de la profession. Ils contestaient notamment sa position sur les problèmes de conventionnement, de la médecine préventive, de la conception de l'exercice de la médecine, de l'absence de contrôle de l'habilitation des travailleurs. De plus, ils estimaient que l'ordre n'a pas à disposer d'un pouvoir juridictionnel propre sur les médecins qu'il existe en France des juridictions de droit commun.

De son côté, l'avocat du conseil de l'ordre, le bâtonnier Chariot, se réjouit de la décision du tribunal. Il considère que la cotisation constitue une contribution aux règles de la déontologie, susceptible de sanctionner les manquements de fait et non pas d'abus de l'application judiciaire qui appartient à tout citoyen contre son débiteur. Le tribunal a rejeté la demande de l'ordre de l'ordre et a condamné Mme Celer et MM. Jannet et Trépo, qui sont ainsi les premiers praticiens sanctionnés par un tribunal de droit commun depuis le refus de six cents médecins, en février 1973, de payer leur cotisation, ont été condamnés à payer leurs cotisations (330 francs) plus 10 % de frais de condamnation.

Les trois médecins, qui n'ont pas encore pris de décision concernant un éventuel appel, ont cependant indiqué qu'ils sont toujours attachés à ne pas payer leur cotisation.

En Allemagne

SANCTIONS POUR DES APPELS QUI AVAIENT FAIT CIRCULER UNE PETITION

(De notre correspondant.)

Bonn. — Deux appels des F.P.A. appartenant au 8^e régiment d'infanterie stationné à Landau (Rhénanie-Palatinat), le soldat de deuxième classe Vandenberg et le caporal-chef Koznowski, ont été récemment punis respectivement de quinze et quarante-cinq jours d'arrêts de rigueur, indiqués le comité de soldats de Landau. Ils avaient fait circuler une pétition demandant des explications sur la suppression, au mois de mars, de la permission de solde-douze heures avec voyage gratuit, qui aurait reçu une cinquantaine de signatures. Un agent aurait également été puni de quinze jours d'arrêts pour avoir laissé circuler la pétition. Au quartier général de Baden-Baden, on indique que les appels du contingent 75-76, qui seront libérés à la fin de ce mois, ont utilisé les onze permissions de solde-douze heures auxquelles ils ont droit, et que la permission du mois de mars n'a donc pas été supprimée.

Le vice-maréchal de l'air Shaker Abdel Monem, commandant l'armée de l'air égyptienne, est en séjour officiel en France du dimanche 7 au samedi 13 mars, sur l'invitation du général Giscard, chef d'état-major de l'armée de l'air française. L'Égypte possède notamment une quinzaine d'avions de combat Mirage III et des dépôts d'armes ont lieu avec la France sur la construction, pour l'un du Centre, d'usines de construction aéronautique à des fins militaires.

Un cocktail-Mojito a explosé vendredi 5 mars à Lille, vers 19 h. 30, devant un local où M. Dupuy de Lôme devait animer une réunion de soutien à l'armée : après une brève échauffourée entre des sympathisants de M. Méry et deux agents contre-manifestants, le calme est revenu et la réunion s'est déroulée sans incident devant une centaine de personnes.

ÉLECTIONS MUNICIPALES

Comment voter-t-on aux élections municipales ?

Pour un scrutin apaisé donnant satisfaction à tous sans affrontements, voir pages 85 à 102 du livre « RELEVÉ DES DÉFIS », Problèmes d'aujourd'hui par Jacques VILLEMINTOT

Un livre dont la presse ne parle pas mais qui est la pensée d'aujourd'hui, 7, rue des Courbes, 75005

Lundi 8 mars, dans le Nouvel Observateur

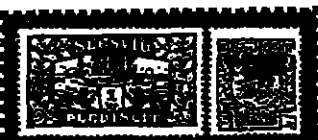
ÊTRE ETUDIANT EN 1976

La vieille université est-elle morte ? La réforme qui vient d'être signée constitue un bouleversement fondamental de l'enseignement français. A partir d'octobre prochain, il y aura sans doute deux types d'universités : celles qui prépareraient aux licences, aux maîtrises et aux diplômes nationaux et les autres... qui délivreraient des diplômes de moindre valeur.

Universités concurrentielles, droit de regard du patronat, diplômes non nationaux, sélection sur profil des étudiants et des professeurs... quelles seraient les conséquences de cette nouvelle réforme ? Le NOUVEL OBSERVATEUR répond aux questions que chacun se pose, parents, étudiants et professeurs, dans le dossier noir de l'éducation :

les chemins du savoir

LE NOUVEL observateur UN NUMERO A NE PAS MANQUER



VENTE GEANTE DE TIMBRES - SOLDE D'INVENTAIRE

COMMANDE NO. 223 PRIX 50 FF. Vous trouverez dans ce paquet fantastique des timbres danses rares de SLESVIG Zone 1, d'une valeur de 35 FF plus un grand nombre d'autres timbres fascinatifs - Danemark, Suède, Norvège, Finlande, etc. Valeur totale env. 1000 FF. Oui, vous avez bien lu, la valeur en catalogue s'élève à mille huit cents francs. Ne pas rater, 5 % du prix coté en catalogue. De plus, vous trouvez dans ce paquet précieux des centaines de timbres fascinatifs de Scandinavie - Islande - Allemagne - Angleterre etc. par exemple un lot de valeur choisi des Colonies Anglaises dont la valeur à lui seul est de 254 FF, plus un lot magnifique du Danemark et d'autres pays scandinaves, valeur env. 33 FF, plus 6 différents blocs à quatre d'Europe et encore un lot de valeur d'un pays européen populaire à env. 29 FF, etc. Tout le paquet boursé d'env. 500 différents timbres d'un seul en catalogue de 1000 FF, pour 50 FF, seulement. Et nous y joignons encore 21 différents blocs de motifs avec, entre autres, la reine Margrethe. Profitez donc de cette chance inouïe et commandez dès maintenant le paquet NO. 223. (Réponse par carte postale à l'adresse ci-dessous). Pensez que vous recevrez de timbres rares de Slesvig pour 30 FF, rien que pour eux dans ce paquet.

COMMANDE NO. 221 PRIX 100 FF. Contient 70 différents jeux complets de motifs, totalisant 1120 différents timbres de beaux motifs. En raison d'un stock formidable nous pouvons vous offrir ce paquet à un prix très en-dessous du prix normal, soit 2,5 FF le jeu. Prix normal min. 5 FF. 60 le jeu. Notre prix pour ce paquet réalisant avec 70 différents jeux de motifs n'est que de 130 FF. Grande valeur en catalogue. Commandez dès aujourd'hui, le stock étant limité. Notre garantie : Entière satisfaction ou remboursement de votre remise contre envoi.

COMMANDE NO. 222 PRIX 100 FF. Contient 50 différents blocs de motifs très jolis comme p.e. tableaux, animaux, sport, vol spatial etc. Une collection fantastique pour tout philatéliste. Grande valeur en catalogue. Faute de possibilité de stocker nous vendons ce paquet au prix dérisoire de 2 FF. 15 le bloc. Prix normal min. 5 FF. 60 le bloc. Commandez dès aujourd'hui le paquet NO. 222. Prix total 100 FF, seulement. Notre garantie : Entière satisfaction ou remboursement de votre remise contre envoi.

COMMANDE NO. 223 PRIX 200 FF. Les 3 offres ci-dessus totalisent 250 FF. Si vous commandez tous les 3 paquets nous vous accordons encore une remise d'env. 10 % et le prix en sera donc 200 FF, seulement.

Conditions de paiement : Si vous payez d'avance par mandat de poste international, l'envoi vous sera fait franco. Dans le cas d'envoi contre remboursement le port sera ajouté au prix. Paiement par chèque ne sera pas accepté.

Adressez votre commande à : NORDDISK FRIMERIE A/S, DK 8000 LUNDING, Danemark. Membre de l'Association des Marchands de Timbres en Scandinavie, Danemark. Membre du Centre de Recherches de Philatélie, Danemark.

ÉDUCATION

L'AGITATION UNIVERSITAIRE

Les délégués des comités de grève se réunissent à Paris

L'agitation contre la réforme du second cycle (licence et maîtrise) continue dans les universités de province et une « coordination nationale » réunit les délégués des comités de grève ce samedi 6 mars à Paris, au centre Tolbiac, dans le treizième arrondissement, pour préparer la journée du 10 mars. La grève semble totale à Brest, à Clermont-Ferrand, à Dijon, à Grenoble, à Rennes, à Perpignan et à Toulouse; en revanche, la plupart des instituts universitaires de technologie semblent avoir repris le travail après

leur « grève annuelle » du mois de février pour la reconnaissance de leur diplôme dans les conventions collectives. A Amiens, où l'université est paralysée par la grève, le conseil d'université se réunira mercredi 10 mars en séance extraordinaire pour étudier les conséquences de la circulaire d'application de la réforme du second cycle signée mercredi 25 février par M. Jean-Louis Quermonne, directeur des enseignements supérieurs et de la recherche au secrétariat d'Etat aux universités.

A Tours, après la séquestration de membres du conseil et l'intervention de la police, un administrateur provisoire vient d'être nommé. (Lire ci-dessous.) A Paris, le calme règne dans la plupart des universités, malgré une certaine mobilisation à l'université de Nanterre (Paris-X) et l'interruption, parfois expéditive, de certains cours au centre Tolbiac, notamment celui de M. Pierre Dabiez, professeur agrégé de droit à l'université de Panthéon - Sorbonne (Paris-I).

NANTERRE : « la base » veut contrôler le mouvement

« Nous voulons rompre le mur du silence. » Sur le campus de Nanterre, cette affirmation, entendue à maintes reprises, semble revêtir presque plus d'importance que les motifs de la grève qui touche, depuis vendredi 5 mars, la totalité des enseignements de droit, de sciences économiques et de lettres. Grève « active » pour de nombreux étudiants littéraires, qui ont participé, depuis l'assemblée générale de jeudi 4 mars — où a été décidé le mouvement — à des assemblées générales dans les départements, à des réunions de commissions, à des comités de « popularisation ».

« Contrairement aux années passées, expliquent des étudiants du comité d'histoire, l'un des mieux organisés, la grève n'est pas considérée comme l'occasion de vacances supplémentaires. » De fait, malgré le soleil, les pelouses du campus ne sont pas envahies.

En revanche, les bâtiments de droit et de sciences économiques sont pratiquement déserts : « Lorsqu'ils ont vu que les cours n'avaient pas lieu, ils sont restés chez eux, déclare un militant de l'UNEF (ex-Renouveau). Le problème, ici, va être d'animer la fac la semaine prochaine. » Le « comité de lutte » de droit, notamment — qui rassemble à la fois l'UNEF, minoritaire, et les militants des divers groupes d'extrême gauche rassemblés en un « comité de mobilisation », — va proposer aux étudiants, dès lundi, des discussions sur des thèmes touchant aux problèmes juridiques d'actualité (peine de mort, accident du travail...), des activi-

tés « culturelles », un effort d'explication de la grève vers l'extérieur. Le même effort a déjà commencé aux lettres, mais il est encore atomisé dans les diverses unités d'enseignement et de recherche. A ce niveau, la participation du plus grand nombre est réelle. Parmi les douze membres du comité d'histoire, par exemple, les « inorganisés » sont aussi nombreux que les militants des groupes. Mais les délégués de la « coordination » parisiens sont choisis parmi ces derniers. Ceux-ci ont fait, depuis plusieurs semaines, un travail d'explication et de « sensibilisation ». Mais, aujourd'hui encore, il n'est pas facile de faire comprendre à chacun les turpitudes des « décrets Sologne » sur le second cycle ou les vices des « décrets Haby », qui ne sont pas encore publiés. Aussi est-ce une condamnation globale de toute la politique gouvernementale à l'égard des universités et du système d'éducation qui ressort des discussions. Avec, pour l'immédiat, le souhait de « bloquer les habilitations », point d'application concret de la réforme du second cycle. — Y. A.

TOURS : M. Maillet est nommé administrateur provisoire

De notre correspondant

Tours. — Personne n'a vraiment bonne conscience depuis vendredi 5 mars à l'université de Tours où l'intervention de la police et la nomination d'un administrateur provisoire ont apporté la preuve aux organisations d'enseignants et d'étudiants qu'elles étaient dans l'incapacité de régler elles-mêmes leurs problèmes.

Une minorité d'étudiants « littéraires » rassemblée en un « comité de lutte », s'en prennent depuis le début de l'année à la réforme du second cycle et aux syndicats qui ne la dénoncent pas, selon eux, avec suffisamment de fermeté. La réunion, jeudi après-midi 4 mars, du conseil de l'unité d'enseignement et de recherche (U.E.R.) des sciences de l'homme a fourni à ces étudiants l'occasion de passer à l'action, ainsi que quatre cents d'entre eux l'avaient décidé la veille, en assemblée générale.

Peu après 17 h., alors que le conseil venait de se prononcer contre la réforme et avait décidé de ne pas

transmettre au secrétariat d'Etat les demandes d'habilitation des diplômes du second cycle prévues par la réforme, environ cent cinquante étudiants anarchistes, ou membres d'organisations trotskistes, venaient exiger du conseil qu'il qualifie sa décision d'« irrévocable ». Les douze personnes présentes ayant refusé l'emploi de ce qualificatif, la séquestration commençait. Elle devait durer vingt-deux heures.

M. Claude Durand-Prinborgne, recteur de l'académie Orléans-Tours, et, à ce titre, chancelier de l'université, prenait, vendredi 5 mars en début d'après-midi, la décision de faire intervenir la police.

La libération des otages eut lieu sans incident, en échange de la promesse qu'il n'y aurait pas d'arrestations. Quelques heures plus tard M. Durand-Prinborgne annonçait sa décision de placer un administrateur provisoire à la tête de l'université de Tours. C'est M. Maillet, professeur à la faculté de médecine, qui assumera cette fonction jusqu'au 17 mars, date à laquelle le conseil de l'université se réunira afin d'essayer pour la troisième fois d'être un président.

CHRISTIAN ROSSIGNOL.

● A l'université de Vincennes (Paris-VIII), quinze travailleurs immigrés (pour la plupart citoyens algériens) du restaurant universitaire sont en grève depuis mardi 24 février pour protester contre des propos racistes qui auraient été tenus à leur égard par un de leurs supérieurs hiérarchiques. M. Claude Frioux, président de l'université, a écrit jeudi 26 février au Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) pour demander que « la personne dont la conduite est ainsi incriminée ne figure plus désormais dans les effectifs des personnels du CROUS travaillant à l'université de Vincennes ».

EN ATTENDANT DE NOUVEAUX PROGRAMMES

Les établissements de second degré ne recevront pas de crédits pour acheter des manuels en 1976

Les collèges d'enseignement secondaire et général ne recevront pas, à la prochaine rentrée, le crédit annuel de 15 francs par élève de 6^e et de 3^e, destiné à acheter des manuels scolaires. M. René Haby, ministre de l'éducation, vient d'annoncer et d'expliquer cette décision dans une lettre adressée aux présidents des fédérations de parents d'élèves.

« Ma réforme, précise-t-il, entraîne la rédaction de nouveaux programmes, mieux adaptés aux besoins des enfants et à la réalité de la vie contemporaine. (...) Cela entraînera évidemment la parution de nouveaux manuels pour la classe de 6^e en vue de la rentrée 1977, de manuels de 5^e pour la rentrée de 1978, etc. »

De ce fait, les manuels qui pourraient être achetés par les établissements à la rentrée prochaine seraient « caducs un ou deux ans plus tard ». Les crédits ainsi retenus s'ajouteraient aux sommes nécessaires pour renouveler toutes les collections de manuels de 6^e en 1977. Le renouvellement des ouvrages sera donc totalement pris en charge par l'Etat. Cette opération sera poursuivie pour les classes de 5^e en 1978, etc. »

LA JOURNÉE DE GRÈVE DANS LES C.E.T.

La journée de grève et d'action qui s'est déroulée vendredi 5 mars dans l'enseignement technique court, à l'appel du Syndicat national des enseignants techniques et professionnels (S.N.E.T.P.-C.G.T.), a été marquée par diverses manifestations. Des délégations venues de provinces étaient venues dans la matinée au ministère de l'éducation et à celui des finances ainsi qu'un secrétaire d'Etat à la fonction publique, pour y apporter des pétitions et des cahiers de revendications portant sur les problèmes locaux. Après un meeting d'explication qui s'est tenu place d'Italie, les enseignants, au nombre de mille trois cents environ, venus de toute la France, se sont dirigés en cortège vers le ministère de l'éducation, où une délégation a été reçue par un conseiller du ministre.

Les responsables du syndicat, qui réclament l'ouverture immédiate de négociations catégorielles et des garanties sur l'avenir — selon lui menacé — des collégiens d'enseignement technique, se sont déclarés déçus par cette entrevue. Ils ont décidé de s'associer à la grève de la fonction publique du 9 mars prochain et de poursuivre ensuite leur action sous des formes spécifiques.

Le ministère de l'éducation estime à 30 % le pourcentage de grévistes : pour le S.N.E.T.P.-C.G.T., ce sont 60 % des enseignants concernés qui ont cessé le travail hier.

1978, de 4^e en 1979 et de 3^e en 1980. En attendant, les stocks actuels de livres seraient toujours utilisés « sous l'œil particulier qui serait alors pris en considération par l'administration ».

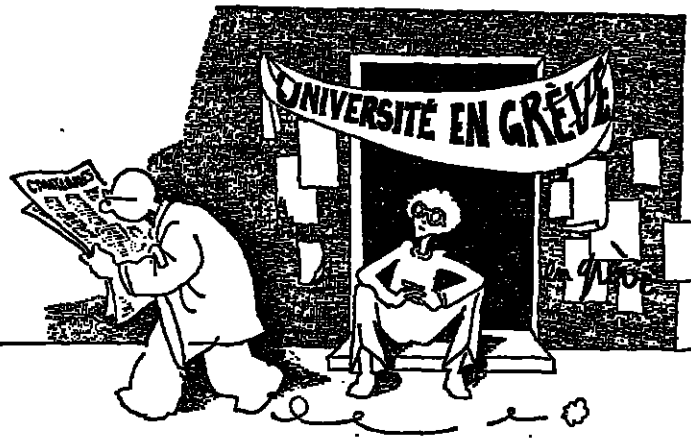
M. Michel Duffour, membre du comité central du parti communiste, responsable des questions d'enseignement, proteste contre cette mesure. « La mise en place de nouveaux programmes dans un ou deux ans n'est qu'un prétexte, estime-t-il. La cause réelle n'est-elle pas l'insuffisance faite par le ministre des finances aux autres ministres d'avoir à réduire les dépenses inscrites dans les budgets votés ? »

En tout état de cause, ajoute M. Duffour, on ne voit pas pourquoi les familles des enfants entrant en 6^e cette année seraient pénalisées, surtout en cette période de crise et de difficultés graves pour la plupart d'entre elles. »

APPRENEZ L'ALLEMAND EN AUTRICHE

Université de Vienne
Cours d'allemand pour étrangers. Trois sessions du 12 juillet au 25 septembre 1976 pour débutants et avancés. Laboratoire de langues. Excursions soignées. Droits de cours et d'inscription pour 4 semaines : SA 1.500 (environ F 367). Prix forfaitaires (inscription, cours, chambre) pour 4 semaines : SA 4.380 (environ F 1.064). Programme détaillé : WIENER INTERNATIONALE HOCHSCHULE A-1010 Wien, Université.

(Publié)
STAGE DE PERFECTIONNEMENT D'ANGLAIS, dans le cadre du département Audio-Visuel de Paris I - 3, rue du Départ, 75014 PARIS. Tél. : 326-27-56 - 326-36-20 (22 mars-3 avril).



(Dessin de PLANTU.)

CHILI

avec le bateau de l'amitié...

DEPUIS le coup d'Etat au Chili, le SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS a pu faire parvenir sur place la solidarité aux enfants et aux familles des emprisonnés politiques.

Répondant à une proposition de la Centrale Unique des Travailleurs Chiliens — représentée par son comité extérieur, — il a aussi organisé le « bateau de Noël » pour les enfants chiliens.

L'appel humanitaire a été largement entendu. Pour surmonter tous les obstacles, le Secours Populaire Français a eu le concours de l'Organisation des Nations Unies, du Comité International de la Croix-Rouge, de la Caritas Internationalis...

Les dons sont distribués sur place aux enfants des cantines populaires, aux familles des emprisonnés ou victimes de l'effroyable misère qui règne au Chili. Les détenus dans les camps et les prisons reçoivent des colis.

La solidarité a été la plus forte.

NT participé au bilan publié ci-dessous des donateurs de tous les départements et de 17 pays étrangers : Algérie, Australie, Autriche, Bulgarie, Danemark, Etats-Unis, Finlande, Hongrie, Pologne, République Démocratique Allemande, République Fédérale Allemande, Roumanie, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Union Soviétique, Yougoslavie.

10 tonnes de lait ont été obtenues de la Communauté Economique Européenne.

LE SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS intensifiera ses démarches pour l'arrêt des tortures, pour sauver la vie des inculpés menacés de la peine de mort, pour la libération des détenus.

Il ouvre un « Fonds permanent de solidarité pour le CHILI ».

Le SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS fait appel aux bonnes volontés. Il y a une place pour vous. Rendez-nous visite ou écrivez-nous.

... un bilan sans précédent

- 800 mètres cubes de dons en nature
- valeur du chargement : 500 millions d'A.F.
- des colis dans les prisons et les camps
- 17 pays participants

Un fonds permanent de solidarité pour le CHILI est ouvert

SOUSCRIVEZ au SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS

9, rue Froissart. — 75003 PARIS. — C.C.P. 654-37 PARIS
(Indiquer : SOUSCRIPTION CHILI)

سكرا من الامم

Le Soleil, un des espoirs du XXI^e siècle

(Suite de la première page.)

Le soleil de diversification des sources d'énergie reste un vœu pieux. Les centrales nucléaires conservent la vedette et les sources modestes réservées aux énergies nouvelles sont à l'image de cette option fondamentale.

Des deux premières réalisations solaires françaises — le four d'Odeillo et des moteurs pour le pompage de l'eau, la seconde a été uniquement subventionnée pour être exportée. La Société française d'études thermiques et d'énergie solaire (SOFRETES) fabrique des moteurs solaires permettant de pomper de l'eau dans les pays tropicaux, du Sahel au Mexique (le Monde du 9 juillet 1975). Plusieurs moteurs Sofores sont déjà installés en Afrique, et une turbine au Mexique depuis octobre 1975.

Les pays industrialisés multiplient aujourd'hui ces réalisations expérimentales, comme en ont témoigné les nombreux projets présentés à Toulouse. Mais le progrès avait volontairement oublié les techniques solaires de chauffage et de production d'eau sanitaire pour les habitations, afin de se consacrer à la production d'électricité. C'était choisir de se pencher sur le long terme plutôt que sur le court terme. Le chauffage et la production d'eau sanitaire par le Soleil dans les habitations individuelles ou collectives posent moins de problèmes techniques que des problèmes d'industrialisation et de production en série des capteurs et des réservoirs de stockage des calories à un coût acceptable. La mise en œuvre a déjà commencé, depuis quinze ans, en Israël, en Australie, au Japon, où, en 1974, cent soixante mille chauffe-eau solaires ont été vendus. Par contre, la production d'électricité à partir du Soleil présente des difficultés techniques importantes et ne de-

viendra opérationnelle, au plus tôt, que vers l'an 2000. Il est deux manières de produire de l'électricité à partir du Soleil : une manière indirecte, par chauffage d'eau, qui est transformée en vapeur et qui fait tourner un turbo-alternateur ; une manière directe, par conversion à l'aide de cellules solaires au silicium ou en surface de cadmium, de la lumière solaire en courant électrique. On fabrique couramment depuis quinze ans des cellules solaires qui fournissent du courant aux satellites. Par contre, il n'existe que quelques modèles de centrales solaires thermiques dans le monde : toutes expérimentales, notamment le four d'Odeillo (1 MW), dans les Pyrénées, et une installation italienne, à Saint-Illario, près de Gènes.

Le stockage et le coût. La production d'électricité solaire se heurte à deux difficultés : le stockage et le coût. Énergie diffuse qui nécessite de grandes surfaces de captation, l'énergie solaire est aussi variable avec les saisons et la nébulosité et intermittente avec l'alternance jour-nuit. Tout système doit donc prévoir un stockage. La plupart des spécialistes estiment qu'une capacité de stockage au-delà de douze à vingt-quatre heures devient trop coûteuse et qu'il faudrait sans doute faire appel à un système d'appoint. Mais les nuages, le froid, la nuit, surgissent souvent à même moment sur un territoire de la taille de la France, et la puissance d'appoint appelée

à certains moments risque d'être importante. Pour l'instant, les systèmes de stockage envisagés sont des plus rudimentaires, réservoirs d'eau ou de pierres bien isolés pour éviter les pertes thermiques, batteries chimiques, ou encore sels fondus. A moins que, dans l'avenir, on utilise directement l'énergie produite pour fabriquer de l'hydrogène en dissociant des molécules d'eau. Mais alors il faudra, de toute façon, stocker l'hydrogène, ce qui est aussi très coûteux. Peu de communications ont, à Toulouse, abordé ce problème. M. Viaron, qui participe au projet PIRIDES (Programme international de recherche et de développement en énergie solaire) lancé par le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), a présenté les différents mélanges chimiques — chlorure de sodium, fluorure de calcium, de magnésium, de lithium, zinc, aluminium — qui peuvent emmagasiner des calories en étant portés au point de fusion et au-delà, et les restituer en se refroidissant et se solidifiant. Mais le coût du stockage atteint actuellement entre 2 F et 36 F le kilowatt-heure, ce qui, dans le meilleur des cas, double le coût de production du kilowatt-heure, quand il ne le multiplie pas par dix.

A la recherche de la compétitivité

L'énergie solaire, comme toutes les énergies nouvelles, est à la recherche de la compétitivité. Actuellement, l'investissement requis pour une centrale nucléaire est d'environ 2 000 F par kilowatt électrique installé, et le coût de production de 5 à 6 centimes le kilowatt-heure. Les premières évaluations de centrales thermiques solaires de 100 mégawatts faites par l'université de

Houston sont de 4 500 F par kilowatt électrique installé, et la centrale de 10 mégawatts électriques qu'elle a construite est évaluée à 50-60 millions de francs, soit pour un premier prototype 5 000 à 8 000 F le kilowatt installé. Pour les cellules solaires, la situation est bien pire : des cellules terrestres valent aujourd'hui 20 000 dollars (90 000 francs) par kilowatt installé. Il faudra réduire leur coût d'un facteur 100 à 1 000 pour qu'elles deviennent compétitives, car il faut ajouter au coût de fabrication celui du câblage et de l'assemblage sur un support, et le coût du stockage.

Encore faut-il tenir compte du fait que si la lumière solaire est gratuite — tandis que le combustible nucléaire ou les hydrocarbures ne le sont pas — il est réaliste d'estimer qu'une centrale solaire bénéficie au plus de deux mille à trois mille heures d'ensoleillement par an, tandis qu'une centrale classique fonctionne six mille dix cents heures. Et si le soleil délivre un kilowatt par mètre carré dans les régions les plus ensoleillées, en moyenne, par an, on ne recueille généralement au plus que 400 à 600 watts par mètre carré, pendant six à huit heures par jour, et 150 et 200 watts dans les régions de plus haute latitude. Les cellules solaires captent pourtant à la fois la lumière solaire directe et diffuse (qui représente jusqu'à 50 % de l'éclairement total), tandis que les capteurs à eau ne captent que la lumière directe. Le coût du kilowatt-heure s'en ressent. Pour atteindre 1 000 dollars d'investissement par kilowatt installé et 20 à 25 centimes du kilowatt-heure, le coût des panneaux solaires devra tomber de 2 000 dollars le mètre carré, aujourd'hui, à 10-20 dollars.

Cette baisse de coût d'un facteur 100 des cellules solaires paraît néanmoins possible, car c'est à peu près ce qui a été constaté pour les transistors faits à partir de matériaux analogues en vingt-cinq ans d'existence, grâce aux progrès techniques de fabrication et à l'effet de série.

Pour la première fois en 1976, on a fabriqué aux États-Unis le double de cellules solaires terrestres — 1 000 mètres carrés — que de cellules spatiales. L'ERDA se propose comme objectif de commander de quoi avoir installé 150 à 300 mégawatts en 1985 (15 à 25 km² de cellules) au prix de 3 000 francs par mètre carré, 60 000 mégawatts en 1995 (460 km² de cellules) au prix de 100-500 francs le mètre carré, pour atteindre progressivement 6 000 mégawatts par an (500 km²).

Le chiffre d'affaires industriel passerait de 500 à 1 500 millions de dollars d'ici à 1985 à 8-25 milliards pour les années 2000-2010, sept fois le chiffre d'affaires annuel de l'industrie des semi-conducteurs aujourd'hui.

Cet énorme accroissement de la production ne suffira pas à lui seul à faire baisser les prix. Il faudra aussi faire de sérieux progrès techniques : augmenter le rendement des cellules, qui ne dépasse pas aujourd'hui en moyenne 7 à 8 % et qui devra atteindre 10-11 % ; apprendre à utiliser le silicium, moins pur et moins coûteux (le silicium pur coûte aujourd'hui 80 dollars le kilogramme) ; réussir à fabriquer de manière continue des films de cellules et à les assembler sur un substrat bon marché (verre par exemple) au lieu de fabriquer des cristaux et de les scier en fines plaquettes, comme aujourd'hui ; peut-être utiliser du sulfure de cadmium moins coûteux que le silicium, mais ne donnant aujourd'hui que des cellules à mauvais rendement (3-4 %).

Tandis que de nombreux laboratoires poursuivent ces recherches dans presque tous les pays industrialisés, la seconde voie vers la production d'électricité solaire par chauffage d'eau est explorée en parallèle. Les technologies à

mettre au point sont incontestablement moins délicates, sans peut-être pour la chaudière, et bien des spécialistes pensent que la seule manière de procéder est de construire d'ores et déjà des installations expérimentales d'une taille significative, de plusieurs mégawatts. A Toulouse, le Japon a présenté un projet de centrale de 1 mégawatt, la France et l'Allemagne fédérale et les États-Unis chacun un projet de 10 mégawatts.

Des miroirs et des tours. Toutes ces centrales fonctionnent suivant le même principe : des milliers de miroirs, plans, légèrement incurvés ou paraboliques, sont mobiles, orientés en permanence de telle sorte qu'ils reçoivent et concentrent les rayons du soleil sur une chaudière constituée d'un assemblage de tuyaux enroulés de l'eau. Cette chaudière est placée en haut d'une haute tour de ciment. Avec mille deux cent cinquante miroirs de 30 mètres carrés de surface chacun, disposés dans un angle de 320 degrés, la centrale française portera l'eau à 500 degrés, tout comme la centrale américaine.

Le principe de telles centrales est simple, mais toutes les études d'optimisation restent à faire : il faut disposer les miroirs de la meilleure façon possible pour recueillir le maximum d'énergie, diminuer l'ombre qu'ils peuvent se faire les uns les autres tout en évitant de les trop éloigner de la tour, déterminer la hauteur optimale de la tour, la forme des miroirs à utiliser, la manière de les monter sur leur piedestal, la précision du pointage requise. Plus les miroirs sont pointés avec précision, et plus la chaudière est petite, puisque meilleure est la focalisation, mais plus le pointage est coûteux. Par contre, plus la tour est haute, et moins le pointage a besoin d'être précis, mais plus la tour est chère.

Les premières études françaises ont montré qu'il ne fallait guère éloigner les miroirs de plus de 500 mètres de la tour, celle-ci ayant une hauteur de 100 à 150 mètres pour la centrale de 10 MW et la chaudière mesurant 10 mètres sur 10. Les miroirs français, étudiés par Saint-Gobain, seront légèrement incurvés. L'étude de la centrale française de 10 MW sera terminée d'ici à la fin de l'année, et le gouvernement aura alors un projet technique et financier détaillé devant lui. Saint-Gobain estime aujourd'hui que le coût des héliostats

représente en moyenne 50 % du coût total de la centrale, évaluée à 50-60 millions de francs, le coût des supports et des mécanismes d'orientation des miroirs représentant 50 % du coût des héliostats. Certaines communications présentées à Toulouse ont souligné l'intérêt d'un certain degré de concentration de la lumière solaire sur les tubes à eau, grâce à des surfaces cylindriques paraboliques. Cette concentration est envisagée pour des centrales intermédiaires entre 100 kW et 1 mégawatt, notamment. A ces puissances le surcoût du prix du capteur peut sans doute être compensé par l'accroissement d'énergie recueillie (quatre à cinq fois plus), d'autant que des centrales de cette taille auraient l'avantage d'alimenter en électricité une zone géographique réduite, et que le prix de la distribution serait aussi faible. Une société industrielle de Serbie, en Suisse, fabrique ainsi des capteurs cylindriques pour un prix de 800 F par mètre carré, et les offre à l'exportation pour la dessalination de l'eau de mer, par exemple. Ces capteurs, couvrant 100 mètres carrés, sont actuellement à l'essai dans le sud de la France.

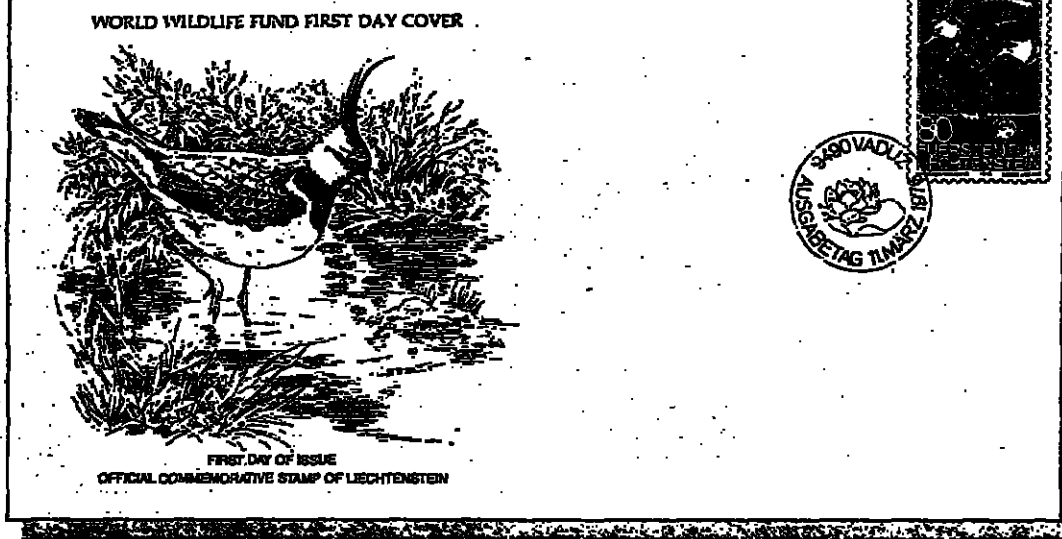
DOMINIQUE VERGUES.

Par autorisation du Fond Mondial pour la Nature

La Collection Officielle des Enveloppes Premier Jour du Fond Mondial pour la Nature

Des Enveloppes Premier Jour richement gravées portant les plus beaux timbres du monde entier consacrés à la faune et oblitérés au premier jour d'émission dans leur pays d'origine. Émises dans une édition à tirage limité.

Enveloppe montrée ici plus petite que taille réelle. Dimension réelle : 191 x 99 mm.



Des timbres du monde entier consacrés à la faune — oblitérés au premier jour d'émission dans leur pays d'origine.

Les souscriptions sont ouvertes
Une collection par personne
Date de clôture : le 31 mars 1976

Les souscriptions sont ouvertes
Seules les souscriptions d'origine auront la possibilité d'acquiescer la collection complète des Enveloppes Premier Jour du Fond Mondial pour la Nature.

Une édition à tirage limité
La Collection Officielle des Enveloppes Premier Jour du Fond Mondial pour la Nature sera émise dans une édition strictement limitée. Il y a une limite stricte d'une seule collection par souscripteur. Il sera impossible de se procurer à l'avenir les Enveloppes émises antérieurement. Aucune autre édition ne sera jamais créée pour la vente dans les guillets ou chez les marchands de timbres.

Un prix garanti constant
Les souscripteurs recevront leurs Enveloppes Premier Jour au rythme de trois par mois pendant la durée entière de la collection qui débutera en mai 1976. Le prix de la souscription est de 22 F TTC par Enveloppe. Le prix hors taxe est garanti constant pendant la durée.

Le personnel de souscription
A retourner avant le 31 mars 1976, minuit

Je vous prie d'accepter ma souscription pour la Collection Officielle des Enveloppes Premier Jour du Fond Mondial pour la Nature. Je recevrai trois Enveloppes par mois pendant 36 mois à partir du mois de mai 1976. Le prix est de 22 F TTC par Enveloppe. Le prix hors taxe est garanti constant pendant la durée entière de la collection.

Je ne vous envoie pas d'argent maintenant, j'ai bien noté que je vous règlerai chaque expédition une fois par mois sur facture avant réception de trois enveloppes au prix total de 66 F TTC.

En tant que souscripteur, je reconnais mes obligations de payer les enveloppes Premier Jour. J'ai également noté que je suis à même d'interrompre à tout moment ma souscription à condition de prélever la Médaille 30 jours à l'avance par écrit.

LE MÉDAILLER 24 avenue Raymond Poincaré 75116

Limite : une seule collection par souscripteur

INSTITUT

L'Académie des beaux-arts avait élu mercredi un peintre au fauteuil de Lucien Fontana, décédé. Sept tours de scrutin n'ont pu aboutir à un résultat positif. Sur les huit candidats (M. Vasarely avait retiré sa candidature), MM. Tremois, Savignac, Combarès, Dayes (par ordre de classement) avaient obtenu des voix. Stalant également en lice : MM. Serge Belloni, Courmes, Alain Duquet, Roger - Francis James. L'élection est reportée à une date ultérieure.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

CENT MESURES POUR «CHANGER LA VIE»

Un rapport confidentiel au premier ministre propose une politique d'aménagement des temps de travail et de loisir

M. André Fosset, ministre de la qualité de la vie, présentera, le mercredi 10 mars, devant le conseil des ministres, une communication sur l'aménagement du temps. A cette occasion, il tracera les grandes lignes d'une réforme qui toucherait à la fois à la sempiternelle question de l'étalement des vacances mais aussi aux congés scolaires, à l'organisation de la journée de travail, aux loisirs de fin

de semaine, bref à l'ensemble de la vie quotidienne des Français.

Cette réforme s'inspirera des conclusions du rapport encore confidentiel de la commission interministérielle que son président, M. Bertrand Labrusse, conseiller référendaire à la Cour des comptes, a remis il y a quelques jours à MM. Chirac et Fosset.

La création de cette commission composée uniquement de hauts fonctionnaires a été décidée en mai dernier par le premier ministre, qui lui avait demandé de ne pas s'encombrer de propositions par trop futuristes mais de faire des suggestions concrètes pouvant être appliquées rapidement. M. Chirac précisait aussi que les réformes décidées devaient être prises en tenant le plus grand compte des préoccupations et des intérêts de la population provinciale.

Quelles que soient les suites pratiques que le gouvernement donnera à ces propositions, les « idées » réunies autour de M. Labrusse, n'auront pas manqué d'imagination. Aux termes des cinquante-neuf pages du rapport et de ses nombreuses annexes, il ne propose pas moins d'une centaine de mesures, dont plusieurs, qui ont le mérite de la simplicité et du bon sens, pourraient entrer en vigueur avant l'été prochain. Cette date représente d'ailleurs une échéance pressante, puisque le 31 juillet tombe cette année un samedi, ce qui risque d'accroître le flux des départs en vacances d'été.

La commission Labrusse se prononce sans ambiguës en faveur d'un « roulement » des départs et des congés dans les entreprises, afin d'éviter une fermeture complète. Des expériences ont déjà été tentées à plusieurs reprises et en plusieurs endroits. Mais il faut choisir une entreprise-pilote dirigée par un patron d'avant-garde, à laquelle seraient associées, pour que l'expérience

soit réellement complète et significative, ses fournisseurs et ses sous-traitants. Pour mener à bien cette réforme en vraie grandeur, il est suggéré plusieurs incitations financières : aménagement compensatoire du calendrier de versement de la T.V.A., report de l'impôt sur le revenu de l'entreprise, exonération de la taxe sur les sociétés, prévision pour congés payés déductible du bénéfice imposable, facilités bancaires.

A l'image de ce qui se passe en Suisse, dans l'industrie horlogère, on peut fractionner les congés ; on peut aussi instituer une taxe sur les entreprises qui ferment complètement leurs portes pendant quatre semaines. La commission interministérielle propose même que cette taxe, applicable dans trois ans, soit fixée à 10 F par salarié. Elle alimenterait un fonds d'aide aux entreprises qui pratiquent l'étalement.

La direction générale des impôts parait, pour le moment, réservée, comme elle l'est, à l'égard des entreprises, mais elle-ci pourrait être résolue grâce à une plus grande liberté accordée aux

recruteurs. L'Etat lui-même devra faire preuve de souplesse dans la fixation des dates des concours nationaux (école normale supérieure, Saint-Cyr, Polytechnique).

Pour « élargir » le temps des vacances, on suggère aussi que certaines catégories de personnes (agents) soient incitées à partir pendant les périodes creuses. On propose une exonération de la taxe de séjour pour les touristes qui vont dans des stations classées en dehors des périodes de grande fréquentation.

On recommande aussi que la Régie à changer d'attitude, n'hésite pas à dire à la commission Labrusse. Dans les villes, les contraintes liées aux déplacements de fin de semaine sont de plus en plus lourdes. Faut-il alléger les week-ends ? La commission propose plutôt des mesures pour freiner les besoins des citoyens d'échapper à la ville, notamment l'animation et la renaissance des quartiers. Elle suppose à une extension à trois jours consécutifs de la période de repos. En revanche, les deux jours devraient être une règle (samedi et dimanche), ce qui suppose un assouplissement des rythmes de travail dans les entreprises du commerce.

Et la vie au jour le jour ? Si la journée continue commence à entrer dans les mœurs, l'horaire variable ne concerne, souligne-t-on, que 0,5 à 1 million de salariés. Il faut développer cette formule à condition qu'un préalable un règlement précis soit établi comportant la garantie du contrôle, le respect des avantages acquis et celui des droits syndicaux. L'horaire libre, c'est-à-dire sans la contrainte de « plages » fixes, est souhaitable, mais plus difficile à faire adopter.

Le temps de travail doit lui aussi faire l'objet d'une attention renforcée. La commission recommande à cet égard que la limitation, à dix heures par jour soit formellement inscrite dans les textes et que la pratique des heures supplémentaires fasse l'objet de mesures de dissuasion.

5) MESURES D'ENTRAÎNEMENT : généralisation des mesures prises en faveur de l'année civile ; suppression des vacances officielles des pouvoirs publics en août ; respect de l'obligation de présence à 90 % dans les services publics ; réduction de la durée des jours de congé des fonctionnaires pour la fraction hebdomadaire évitant la coïncidence du départ avec les fins de semaine ; report de l'ouverture des dates de fermeture des dix entreprises les plus importantes de la région parisienne.

1) EXTENSION DU TRAVAIL. A TEMPS PARTIEL : application stricte de l'article 133-3 du code du travail (7) ; diffusion à d'autres secteurs que commerce et services ; privilégier le mi-temps quotidien plutôt que l'été dominical ; intensifier l'effet d'entraînement de la fonction publique ; propositions d'incitation fiscale en ce domaine.

2) AMÉNAGEMENT DES TEMPS DE TRAVAIL POST-TES : réduction au minimum l'alternance des postes et le travail de nuit ; généraliser l'interdiction de la cinquième équipe ; respecter les plages minimales de repos nocturnes ; réduire le travail posté aux seuls cas techniquement indispensables.

3) AMÉNAGEMENT DE LA RÉGLEMENTATION DU TEMPS DE TRAVAIL : limitation de l'ampleur horaire de travail journalier à onze heures ; suppression du régime d'équivalence réglementaire dans les activités de commerce ; restriction des dérogations en matière de fermeture hebdomadaire des magasins ; élaboration d'une nouvelle politique du travail ; limitation de la durée quotidienne maximale à dix heures ; réduction des dérogations d'horaires entre secteurs ; maintien de la semaine comme cadre de décompte des heures supplémentaires ; maintien du temps de pause minimale par jour réglementaire ; dérogations limitées au rythme hebdomadaire de cinq jours ; garantie des droits acquis aux salariés.

4) AMÉNAGEMENT DES SERVICES DE TRANSPORT. Pour la S.N.C.F. : modulation des tarifs de transport de voyageurs (ce qui implique la suppression de la modulation tarifaire en faveur des stations ayant conclu des contrats d'étalement ; attribution d'un deuxième billet de congés payés ; adoption d'un système de gestion décentralisée des personnels ; suppression ou allègement de plusieurs examens et assouplissement des dates de concours.

5) AMÉNAGEMENT DE L'ACTIVITÉ TOURISTIQUE. Incitations fiscales : exonération de la taxe sur les séjours hors saison ; incitations fiscales pour l'investissement ; allègement des taxes sur les meubles hors saison ; incitations financières : création d'un fonds de financement des entreprises pilotes (contrats de stations) ; octroi de subventions d'animation hors saison ; financement d'étalement dans l'espace des aménagements touristiques.

Incitations psychologiques : intensification de la campagne nationale d'information des clients « hors contraintes » ; intensification de la campagne nationale sur les clientèles étrangères à l'étalement ; multiplication des campagnes de sensibilisation au « mode d'adoption » (modèle, coût, etc.).

6) AMÉNAGEMENT DES SERVICES DE TRANSPORT. Pour la S.N.C.F. : modulation des tarifs de transport de voyageurs (ce qui implique la suppression de la modulation tarifaire en faveur des stations ayant conclu des contrats d'étalement ; attribution d'un deuxième billet de congés payés ; adoption d'un système de gestion décentralisée des personnels ; suppression ou allègement de plusieurs examens et assouplissement des dates de concours.

7) C'est article rappelle les dispositions qui doivent obligatoirement être prises par les entreprises nationales, conventions collectives, la durée des congés payés ; l'application, pour les femmes et les jeunes, du principe « à travail égal, salaire égal » ; ou des conditions d'emploi et de rémunération du personnel à temps partiel.

8) Comme le fait la S.N.C.F. pour ses trains autocorrespondants, la compagnie Air Inter a mis à la disposition de ses clients un système de réservation de ses vols dont l'année est limitée à certaines catégories de voyageurs durant certaines périodes. Ce système, qui est en cours d'élaboration, est destiné à réserver aux salariés payant plein tarif ou titulaires de cartes d'abonnement, les vols « blancs » ou, plus nombreux, sont ouverts à tous. Quant aux vols « bleus », ceux du milieu de la journée, leur fréquentation est encouragée grâce à des aménagements tarifaires.

9) Cet article rappelle les dispositions qui doivent obligatoirement être prises par les entreprises nationales, conventions collectives, la durée des congés payés ; l'application, pour les femmes et les jeunes, du principe « à travail égal, salaire égal » ; ou des conditions d'emploi et de rémunération du personnel à temps partiel.

10) Comme le fait la S.N.C.F. pour ses trains autocorrespondants, la compagnie Air Inter a mis à la disposition de ses clients un système de réservation de ses vols dont l'année est limitée à certaines catégories de voyageurs durant certaines périodes. Ce système, qui est en cours d'élaboration, est destiné à réserver aux salariés payant plein tarif ou titulaires de cartes d'abonnement, les vols « blancs » ou, plus nombreux, sont ouverts à tous. Quant aux vols « bleus », ceux du milieu de la journée, leur fréquentation est encouragée grâce à des aménagements tarifaires.

11) Cet article rappelle les dispositions qui doivent obligatoirement être prises par les entreprises nationales, conventions collectives, la durée des congés payés ; l'application, pour les femmes et les jeunes, du principe « à travail égal, salaire égal » ; ou des conditions d'emploi et de rémunération du personnel à temps partiel.

Dans le cas de la journée continue, ce n'est pas une pause minimum d'une demi-heure qu'il faut instituer, mais un arrêt de trois quarts d'heure à midi.

Le rapport Labrusse s'achève sur une méditation et une interrogation. Peut-on dégager des principes fondamentaux pour un aménagement de l'occupation du temps ? Les experts répondent : « Il faut réunir une nouvelle commission. » Mais pour démontrer leur préoccupation d'efficacité, ils demandent la mise en place immédiate de comités locaux d'aménagement du temps.

Le bon échelon serait l'agglomération : c'est là que sont prises la plupart des décisions concernant la vie quotidienne des Français. Il est nécessaire aussi que les élus et les porte-parole des citoyens assument à cet égard leur responsabilité. Ce sont les élus qui décident de la composition de ces comités avec les associations d'usagers.

Analyse sérieuse et lucide d'une situation aux conséquences de plus en plus lourdes, palette de mesures diverses, originales et vraisemblablement efficaces, profession de foi dans la décentralisation, le rapport Labrusse constitue une aide précieuse pour ceux qui tenteront de dénouer l'inextricable et vieux dossier de l'aménagement du temps. Ses points faibles : il néglige le monde rural et ne chiffre pas ses propositions. Mais la balle est maintenant dans le camp des responsables politiques qui ne pourront pas ne pas la ramasser.

NEW-YORK : NON A CONCORDE — M. Hugh Carey, gouverneur de l'Etat de New York, a signé, le vendredi 5 mars, une proposition de loi interdisant l'utilisation des aéroports Kennedy, La Guardia et Newark aux appareils dont le bruit dépasse 108 décibels, ce qui est le cas de Concorde. Cette proposition doit être maintenant approuvée par la législature de l'Etat de New Jersey signée par M. Brendan Byrne, gouverneur de cet Etat. (A.F.P.)

PARMI LES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION LABRUSSE

Comités locaux d'aménagement du temps dans douze villes-pilotes
Taxation des entreprises qui ferment l'été

Voici les mesures proposées au gouvernement par la commission interministérielle présidée par M. Bertrand Labrusse.

Aménagement de la journée

1) HORAIRES VARIABLES : extension aux entreprises de moins de dix salariés ; fixation de « plages » fixes et variables (1) ; garanties des avantages acquis et droits syndicaux.

2) HORAIRES INDIVIDUALISÉS : fixation d'une interruption minimum.

3) DÉSynchronisation des horaires de sortie et d'entrée (villes, zones, quartiers, tours).

4) INFORMATIONS SUR L'AMÉNAGEMENT DE LA JOURNÉE : diffusion de la notion de budget-temps quotidien ; évaluation du coût économique des pratiques actuelles ; diffusion à la télévision de documentaires spécialisés.

5) RÔLE D'ENTRAÎNEMENT LOCAL DES SERVICES PUBLICS : établissement et négociation de contrats-types entre services publics, collectivités, associations d'usagers ; inscription dans les budgets de fonctionnement des services publics des crédits d'étalement de matériel de contrôle d'horaires variables ; élargissement des horaires d'utilisation et d'ouverture des équipements collectifs et services publics.

6) DÉVELOPPEMENT DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS PRIVÉS DE GARDE CONTINUE DES ENFANTS.

7) MESURES FAVORISANT LE RAPPROCHEMENT HABITAT-TRAVAIL.

8) TRAVAIL QUOTIDIEN : sensibilisation aux rémunérations différenciées en fonction du temps de trajet ; amélioration des transports collectifs des zones industrielles (minibus, taxis variables, cadences) ; modulation des horaires de travail en fonction des saisons.

Aménagement de la semaine

1) REANIMER LES CENTRES DES VILLES : création de rues piétonnes, espaces verts, terrains de jeu ; réactiver les fonctions culturelles dominicales des

villes ; améliorer le paysage urbain et favoriser le logement social au cœur des villes.

2) FAVORISER LE DIMANCHE COMME L'UN (PREMIER OU DEUXIÈME) DES DEUX JOURS DE CONGÉS PAYÉS DE REPOS HEBDOMADAIRE.

3) ENCOURAGER LES CAS DE SUBSTITUTION POSSIBLE DU LUNDI AU SAMEDI COMME DEUXIÈME JOUR DE REPOS.

4) ÉTENDRE LES POSSIBILITÉS POUR CERTAINES CATÉGORIES DE PRENDRE UNE JOURNÉE OU UNE DEMI-JOURNÉE DE REPOS EN COURS DE SEMAINE.

5) FAVORISER LE MAINTIEN DU SAMEDI MATIN OU DU SAMEDI ENTIER POUR : des activités scolaires et universitaires ; des activités d'animation de la cité ; l'ouverture minima des services publics administratifs (2).

6) SITUER OBLIGATOIREMENT LES DÉBUTS ET FINS DE VACANCES SCOLAIRES EN DEHORS DES DÉBUTS ET FINS DE SEMAINE.

7) LAISSER AUX ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES LA RESPONSABILITÉ DU RYTHME QUOTIDIEN ET HEBDOMADAIRE SOUS RÉSERVE D'HARMONISATION.

Aménagement de l'année

1) AMÉNAGEMENT DU CONGÉ DES FÉVRIER-ÉTÉS : soutien et diffusion par tous les moyens les expériences françaises de roulement intégral ; développer les mesures d'incitation financière report de deux mois de l'acompte fiscal prévisionnel ; aménagement du calendrier de versement de la T.V.A. ; institution d'une provision pour congés déductible du bénéfice imposable ; instruction au système bancaire en vue d'un assouplissement des conditions de crédit ; développer les mesures de dissuasion autoritaire ; fixation d'un délai d'adaptation à la fermeture par roulement ; projet d'une taxe de principe par salarié pour fermeture pendant l'été ; adoption partielle du système de congés en pratique dans l'horlogerie suisse (3) ; mesures d'accompagnement d'étalement à tarif préférentiel hors des périodes de pointe (5).

2) Pour les transports aériens : généralisation et dissuasion tarifaire des vols « blanc-rouge » ; extension des tarifs préférentiels sur les lignes touristiques hors saison.

3) Pour les transports maritimes : extension des modulations tarifaires saisonnières à l'ensemble des lignes régulières.

4) grande majorité emprunte les deuxièmes classes d'autocorrespondants de la compagnie Air Inter à mi-août et qui donnent droit à une réduction de 30 % de la S.N.C.F. n'est pas, en principe, hostile à la création d'un deuxième billet de congés payés, qui est depuis longtemps réclamé ; elle fait simplement remarquer qu'il s'agit là d'une décision gouvernementale qui devrait être accompagnée, comme pour le premier billet de congés payés, d'une subvention des pouvoirs publics.

5) Il n'y a actuellement qu'une seule société autoroutière qui pratique des tarifs différenciés : l'autoroute Emser-Côte d'Azur, les prix variant de 1 à 5 francs, selon l'heure, au moment des grands départs.

6) Les abonnements, très existants à peu près partout et sont principalement réservés aux entreprises (tous les jours par an), les périodes d'importants pour soumettre un abonnement. Sur l'« Océane-Aquiline » (COSTA-CRUISE) en deux exemplaires douze tickets pour le prix de onze.

Un peu plus de quatre millions de congés payés sont pris par les salariés en France, ce qui représente environ 10 % du temps de travail.

7) C'est article rappelle les dispositions qui doivent obligatoirement être prises par les entreprises nationales, conventions collectives, la durée des congés payés ; l'application, pour les femmes et les jeunes, du principe « à travail égal, salaire égal » ; ou des conditions d'emploi et de rémunération du personnel à temps partiel.

8) Comme le fait la S.N.C.F. pour ses trains autocorrespondants, la compagnie Air Inter a mis à la disposition de ses clients un système de réservation de ses vols dont l'année est limitée à certaines catégories de voyageurs durant certaines périodes. Ce système, qui est en cours d'élaboration, est destiné à réserver aux salariés payant plein tarif ou titulaires de cartes d'abonnement, les vols « blancs » ou, plus nombreux, sont ouverts à tous. Quant aux vols « bleus », ceux du milieu de la journée, leur fréquentation est encouragée grâce à des aménagements tarifaires.

9) Cet article rappelle les dispositions qui doivent obligatoirement être prises par les entreprises nationales, conventions collectives, la durée des congés payés ; l'application, pour les femmes et les jeunes, du principe « à travail égal, salaire égal » ; ou des conditions d'emploi et de rémunération du personnel à temps partiel.

10) Comme le fait la S.N.C.F. pour ses trains autocorrespondants, la compagnie Air Inter a mis à la disposition de ses clients un système de réservation de ses vols dont l'année est limitée à certaines catégories de voyageurs durant certaines périodes. Ce système, qui est en cours d'élaboration, est destiné à réserver aux salariés payant plein tarif ou titulaires de cartes d'abonnement, les vols « blancs » ou, plus nombreux, sont ouverts à tous. Quant aux vols « bleus », ceux du milieu de la journée, leur fréquentation est encouragée grâce à des aménagements tarifaires.

11) Cet article rappelle les dispositions qui doivent obligatoirement être prises par les entreprises nationales, conventions collectives, la durée des congés payés ; l'application, pour les femmes et les jeunes, du principe « à travail égal, salaire égal » ; ou des conditions d'emploi et de rémunération du personnel à temps partiel.

12) Comme le fait la S.N.C.F. pour ses trains autocorrespondants, la compagnie Air Inter a mis à la disposition de ses clients un système de réservation de ses vols dont l'année est limitée à certaines catégories de voyageurs durant certaines périodes. Ce système, qui est en cours d'élaboration, est destiné à réserver aux salariés payant plein tarif ou titulaires de cartes d'abonnement, les vols « blancs » ou, plus nombreux, sont ouverts à tous. Quant aux vols « bleus », ceux du milieu de la journée, leur fréquentation est encouragée grâce à des aménagements tarifaires.

13) Cet article rappelle les dispositions qui doivent obligatoirement être prises par les entreprises nationales, conventions collectives, la durée des congés payés ; l'application, pour les femmes et les jeunes, du principe « à travail égal, salaire égal » ; ou des conditions d'emploi et de rémunération du personnel à temps partiel.

14) Comme le fait la S.N.C.F. pour ses trains autocorrespondants, la compagnie Air Inter a mis à la disposition de ses clients un système de réservation de ses vols dont l'année est limitée à certaines catégories de voyageurs durant certaines périodes. Ce système, qui est en cours d'élaboration, est destiné à réserver aux salariés payant plein tarif ou titulaires de cartes d'abonnement, les vols « blancs » ou, plus nombreux, sont ouverts à tous. Quant aux vols « bleus », ceux du milieu de la journée, leur fréquentation est encouragée grâce à des aménagements tarifaires.

15) Cet article rappelle les dispositions qui doivent obligatoirement être prises par les entreprises nationales, conventions collectives, la durée des congés payés ; l'application, pour les femmes et les jeunes, du principe « à travail égal, salaire égal » ; ou des conditions d'emploi et de rémunération du personnel à temps partiel.

16) Comme le fait la S.N.C.F. pour ses trains autocorrespondants, la compagnie Air Inter a mis à la disposition de ses clients un système de réservation de ses vols dont l'année est limitée à certaines catégories de voyageurs durant certaines périodes. Ce système, qui est en cours d'élaboration, est destiné à réserver aux salariés payant plein tarif ou titulaires de cartes d'abonnement, les vols « blancs » ou, plus nombreux, sont ouverts à tous. Quant aux vols « bleus », ceux du milieu de la journée, leur fréquentation est encouragée grâce à des aménagements tarifaires.

17) Cet article rappelle les dispositions qui doivent obligatoirement être prises par les entreprises nationales, conventions collectives, la durée des congés payés ; l'application, pour les femmes et les jeunes, du principe « à travail égal, salaire égal » ; ou des conditions d'emploi et de rémunération du personnel à temps partiel.

18) Comme le fait la S.N.C.F. pour ses trains autocorrespondants, la compagnie Air Inter a mis à la disposition de ses clients un système de réservation de ses vols dont l'année est limitée à certaines catégories de voyageurs durant certaines périodes. Ce système, qui est en cours d'élaboration, est destiné à réserver aux salariés payant plein tarif ou titulaires de cartes d'abonnement, les vols « blancs » ou, plus nombreux, sont ouverts à tous. Quant aux vols « bleus », ceux du milieu de la journée, leur fréquentation est encouragée grâce à des aménagements tarifaires.

19) Cet article rappelle les dispositions qui doivent obligatoirement être prises par les entreprises nationales, conventions collectives, la durée des congés payés ; l'application, pour les femmes et les jeunes, du principe « à travail égal, salaire égal » ; ou des conditions d'emploi et de rémunération du personnel à temps partiel.

20) Comme le fait la S.N.C.F. pour ses trains autocorrespondants, la compagnie Air Inter a mis à la disposition de ses clients un système de réservation de ses vols dont l'année est limitée à certaines catégories de voyageurs durant certaines périodes. Ce système, qui est en cours d'élaboration, est destiné à réserver aux salariés payant plein tarif ou titulaires de cartes d'abonnement, les vols « blancs » ou, plus nombreux, sont ouverts à tous. Quant aux vols « bleus », ceux du milieu de la journée, leur fréquentation est encouragée grâce à des aménagements tarifaires.

21) Cet article rappelle les dispositions qui doivent obligatoirement être prises par les entreprises nationales, conventions collectives, la durée des congés payés ; l'application, pour les femmes et les jeunes, du principe « à travail égal, salaire égal » ; ou des conditions d'emploi et de rémunération du personnel à temps partiel.

22) Comme le fait la S.N.C.F. pour ses trains autocorrespondants, la compagnie Air Inter a mis à la disposition de ses clients un système de réservation de ses vols dont l'année est limitée à certaines catégories de voyageurs durant certaines périodes. Ce système, qui est en cours d'élaboration, est destiné à réserver aux salariés payant plein tarif ou titulaires de cartes d'abonnement, les vols « blancs » ou, plus nombreux, sont ouverts à tous. Quant aux vols « bleus », ceux du milieu de la journée, leur fréquentation est encouragée grâce à des aménagements tarifaires.

23) Cet article rappelle les dispositions qui doivent obligatoirement être prises par les entreprises nationales, conventions collectives, la durée des congés payés ; l'application, pour les femmes et les jeunes, du principe « à travail égal, salaire égal » ; ou des conditions d'emploi et de rémunération du personnel à temps partiel.

24) Comme le fait la S.N.C.F. pour ses trains autocorrespondants, la compagnie Air Inter a mis à la disposition de ses clients un système de réservation de ses vols dont l'année est limitée à certaines catégories de voyageurs durant certaines périodes. Ce système, qui est en cours d'élaboration, est destiné à réserver aux salariés payant plein tarif ou titulaires de cartes d'abonnement, les vols « blancs » ou, plus nombreux, sont ouverts à tous. Quant aux vols « bleus », ceux du milieu de la journée, leur fréquentation est encouragée grâce à des aménagements tarifaires.

25) Cet article rappelle les dispositions qui doivent obligatoirement être prises par les entreprises nationales, conventions collectives, la durée des congés payés ; l'application, pour les femmes et les jeunes, du principe « à travail égal, salaire égal » ; ou des conditions d'emploi et de rémunération du personnel à temps partiel.

SPORTS

Automobilisme

LES TYRRELL A SIX ROUES ENTRERONT EN SERVICE LE 2 MAI EN ESPAGNE

(De notre envoyé spécial.)
Johannesburg. — Le constructeur britannique Ken Tyrrell a annoncé le 5 mars à Kyalami, en Afrique du Sud, que ses nouvelles voitures à six roues (projet 34) seront engagées dans la course du 2 mai à Madrid, à l'occasion du Grand Prix d'Espagne. C'est dans la plus grande discrétion que Ken Tyrrell a construit ses voitures à six roues, en laissant même un peu croire que le projet, en raison des difficultés rencontrées, avait été différé ou abandonné. Pour beaucoup, la construction d'une voiture à six roues avait été considérée il y a quelques mois comme une opération publicitaire, habilement menée mais dont la concrétisation pour la course n'était guère possible.

Les Tyrrell à six roues qui feront leurs débuts en compétition en Espagne sont, par bien des points, différentes du modèle expérimental présenté à la fin de l'année dernière. La construction de la première voiture à six roues a été terminée le mercredi 3 mars, et Patrick Depailler, qui rejoindra l'Angleterre ce samedi, dès la fin du Grand Prix d'Afrique du Sud, pour procéder aux premiers essais le plus rapidement possible. P. J.

Football

Coupe de France MARSEILLE ET METZ PREMIERS QUALIFIÉS

Les deux équipes de première division qui jouaient dès le vendredi 5 mars leur match retour des seizièmes de finale de la coupe de France se sont qualifiées sans panache face à des adversaires de deuxième division. Après avoir fait match nul à Avignon, en match aller, les Marseillais ont gagné vendredi par 2 à 0 dans la dernière demi-heure de jeu, tandis que les Metz, qui s'étaient imposés à Rennes par 2 à 0 la semaine précédente se sont cette fois contentés d'un match nul devant leur public.

Escrime

QUATRIÈME VICTOIRE DE MELUN EN COUPE D'EUROPE DE FLEURET

La Coupe d'Europe des clubs de fleuret reste une affaire de famille. Pour la septième année consécutive, la finale disputée traditionnellement le vendredi au stade Pierre-de-Coubertin à Paris en prologue au challenge Adrien-Rommel opposait en effet le C.S.K. de Moscou au Cercle d'escrime de Melun, qui avait, une nouvelle fois, éliminé en demi-finale le Racing-Club de France, privé de Christian Noël, le champion du monde, victime d'une légère contracture.

La quatrième victoire du Cercle d'escrime de Melun, après ses succès de 1974 et 1975, paraît d'autant plus méritoire que le club s'attaque pourtant cette année renforcé en incorporant Romanov, le champion du monde de 1974 à Grenoble. Cet apport de classe se révèle pourtant insuffisant face à la détermination des Melunais, et en particulier de l'équipier-modèle Daniel Revenu, vainqueur de ses quatre assauts en finale, qui ne cache pas sa volonté de gagner, à trente-trois ans, sa place en équipe de France pour l'épreuve individuelle des Jeux olympiques de Montréal.

RESULTS

Demi-finales. — Moscou b. Bonn, 5 victoires à 2 ; Melun b. Racing, 5 à 3.
Finale. — Melun (Revenu, 4 victoires ; Pietruska, 2 ; Talvard, 2 ; Bocheria, 1) b. Moscou (Densov, 3 victoires ; Romanov, 2 ; Bousiev, 2 ; Isakov, 0), 5 victoires à 7.

HANDBALL. — Pour son dernier match de qualification aux Jeux olympiques, l'équipe de France a été battue 31 à 13, le 5 mars, à Kiev, par les Soviétiques.

SPINIERE. — Deux « premiers » hivernaux ont été réussis dans les Alpes : celle de la face nord de l'Aiguille du Plan (3 673 mètres) par l'aspiériste Daniel Monard, de la compagnie de Chamrousse et celle de la face nord-ouest du Dru (3 733 mètres) par la voie directissime « Harbon Robby » par quatre alpinistes polonois, MM. Wolf, Piktowski, Wach et Malinowski.

سكيا من الامل

Le Monde aujourd'hui

PRÉVENTION

Patrick, le voyou de la ZUP

« I l m'a reproché de vivre en concubinage. — Dis donc, tu ne pourrais pas avoir des mots plus simples, qu'est-ce que ça veut dire ça ? — Eh bien ! Il me reprochait de vivre maritalement. — De vivre à la colle, quoi ? — Faut le dire, faut pas avoir peur. T'es rien fait de dégueulasse, c'est normal ça. C'est ça qu'on te reproche ? C'est dégueulasse. — Les femmes un peu tordues, la bouche pâteuse, une bouteille de Martini blanc, ouverte, déjà à demi vidée, à portée de la main, le casseur de la ZUP est venu avec sa bande, gants de cuir, bottines, blousons noirs, à la réunion organisée au centre social de la ZUP de Nantes. Il s'agit de soutenir la cause d'un éducateur traîné devant le tribunal correctionnel pour avoir fourni des préservatifs à des mineurs. La réunion avait commencé d'une manière classique. Cinquante habitants de la ZUP, des adultes, encore jeunes, assis en rond, écoutant les explications de l'éducateur de prévention. La répression sexuelle, le pouvoir, la société qui, les juges que : tout allait y passer. L'arrivée inopinée de la bande à Patrick, de quinze à vingt ans — a tout changé. Habituellement, l'éducateur, a orienté la discussion pour permettre à ces jeunes, plus redoutés qu'aimés, aussi marginaux que peuvent l'être des adolescents qui ont connu la prison, dorment dans des caves, volent de-ci, cassent de-là, de s'exprimer devant des adultes au moins une fois dans leur vie. La réunion de routine va, pendant

une heure, se transformer en un psychodrame déchirant. Patrick tonitruait, vociférait, les mots lui manquaient, il les crache plus qu'il ne les dit. L'alcool aidant — les caves des supermarchés ne sont pas loin, — il tentait de s'expliquer. A vingt ans, il a déjà un passé de cinq années de marginalité violente, de bagarres, de tabassages, de mépris. Les filles de la bande — visages blancs, « T-shirts » moutons vont l'aider à s'exprimer, à canaliser la prodigieuse colère qui mugit en tout son être.

Le silence des adultes

« L'éducateur ? Il est là pour nous aider quoi, nous aider à trouver du travail. Nous, les jeunes, on ne connaît pas la vie. Il peut nous instruire là-dessus, comment s'en sortir. Nous, les jeunes, on est que de la merde ! » Entre deux rasettes, un grand regard circulaire pour l'assemblée, effarée, muette et attentive : « Vous comprenez ça vous ? Vous comprenez ? » Nul ne dit mot. Que dire qui ne soit dérisoire ? L'éducateur — tente de faire réfléchir Patrick : « Est-ce que l'éducateur est là pour l'aider à supporter les conditions de vie ? »

Patrick, lui, la question, il est voyou, pas sociologue : « Il est là pour nous aider à comprendre les gens, les adultes, tout le bordel. Le problème c'est : est-ce que les adultes ils nous comprennent ? Silence dans les rangs des adultes. La tension est à son comble. Un

mélange de peur, de pitié, d'affaiblissement ferme toutes les bouches. Criblent la l'édification et son problème. Patrick, vacillant, se lève et vient au milieu du cercle. Il vitote et lance : « On n'est pas plus méchant que le beurre au cul ! On fait un petit peu de bordel : ça y est, on est des gangsters ! Des gangsters... » La question de la peine de mort vient sur le tapis : « Je suis un voyou, mais, pour un gain, aucun de nous ne le ferait. Bien sûr on veut de la monnaie. Mais on ne tuerait pas un gosse pour de la monnaie. Tu le ferais toi ? »

Plus grand que Patrick, mais plus jeune, plus abrutit d'alcool, l'interpellé se contente d'un « moi ? Je ne crois pas que je le ferais » qui laisse planer un doute bizarre.

« C'est pas une vie qu'on a envie »

« Des fois, reprend Patrick, qui se rassied et se lève sans cesse, brandissant des mains gantées qui cherchent une prise comme ses paroles cherchent un écho, des fois le suis en colère je ne sais même pas pourquoi. On se saoule la gueule. Ça fait cinq ans qu'on se pose le problème avec l'éducateur. »

La petite amie de Patrick intervient. Plus calmement elle développe les idées de son ami : « Ils se saoulent le gosse parce qu'ils n'ont rien d'autre à faire. La Zup c'est un milieu fermé ! Il faut savoir pourquoi ils se saoulent la gueule plutôt que de les

envoyer en taule. La vie des adultes qui travaillent neuf heures par jour et qui ne savent pas le gosse, c'est pas une vie qu'on a envie. »

Tout est dit. A partir de là, s'échauffent, Patrick deviendra de plus en plus agressif. Il interpelle les participants, houpillant ceux qui ne disent rien, insultant ceux qui s'expriment : « Je vous ai déjà emmerdé moi ? Je vous ai déjà emmerdé moi ? C'est le dieu, qu'il le dise ! — Le ton est menaçant et désespéré. Une jeune femme, bien mise, tannée, militante d'une association familiale, risque tout haut ce que tout le monde pense tout bas : « Oui, moi, je vous vois comme des voyous. — Je l'ai emmerdé moi ? Tu parles, je ne cesse pas de des bouffins comme toi. Tu vas voir la gueule ! »

A tout instant, la réunion peut mal tourner. Patrick et ses amis continuent à s'abreuver. La bouteille vidée finit sa carrière dans un grand fracas de verre brisé. Jo, tubant, s'écarte un moment du cercle pour uriner dans un coin de la pièce. L'alcool a fait son œuvre. Le dialogue, presque amorcé, n'est plus possible. Sur les épaules des adultes présents, une lourde chape. Affalés, les loulous couvent.

Demain, les adultes de la ZUP reprendront leur train-train, chacun pour soi et s'abreuver. L'éducateur continuera à se débattre. La réunion de la ZUP aura permis de comprendre quelques-uns des problèmes des éducateurs de prévention. —

BRUNO FRAPPAT.

SNOBISME

Un manteau à trous

M LLE DUMESNIL est morte. Est morte et enterrée, comme dans la chanson. Cela s'est fait à toute vitesse et les gens ont pensé : comme c'est bien ! Mlle Dumesnil ne disait son âge à personne, mais on savait qu'elle était très vieille, très pauvre, et sans famille.

Elle était toute menue. Sa figure aux traits fins était quadrillée de rides comme des lignes de Caouzo ou de Buffet. Elle habitait une chambre de bonne, dans le quartier, tout en haut d'un raide escalier. Elle perdait ses forces et parfois se décourageait de vivre. Cependant, elle ne voulait pour rien au monde quitter « son petit toit ».

Elle venait nous voir à notre permanence le mardi. On bourrait son sac de quelques provisions, légères à son âge délicate, et elle s'attardait toujours un peu auprès de nous. Sa conversation avait deux thèmes : sa vie d'aujourd'hui avec ses contraintes, ses petites misères, ses difficultés, sa grisaille. Et puis sa vie d'avant : un rêve évanoui. Écoutons-la.

« Voyez-vous, disait-elle, les voyages... Bien sûr, le maître m'a envoyé un papier. Maintenant on invite les Économiques à faire un voyage de vacances. Mais moi, ça ne me dit rien, vraiment rien. »

« Ah non ! Quand on a voyagé comme moi, dans les plus grandes hôtels, avec des gens d'une haute distinction, on n'a plus envie de s'en aller n'importe comment, avec toute sorte de monde. Moi j'ai voyagé

comme personne n'a voyagé, dans ma jeunesse. »

« Oui, avec mes Américains ou mes Anglais. Je suis allée partout avec eux. En Italie, par exemple. Ah, que c'était beau ! J'ai vu le pape, la ville d'Este Et puis Naples encore. Nous y allions très souvent avec M. et Mme Stevenson. On prenait des suites, on s'installait, et le chauffeur nous promenait partout. Et puis, on recevait, il venait même des princes, des princesses. J'achetais des fleurs, je discutais des nappes avec les maîtres d'hôtel. »

« M. Stevenson disait : « Notre petite Maceline, elle arrange tout. » C'était moi qui tenais la cassette à blouses. Ça me faisait une peur ! Des millions que je tenais sur mes genoux. Ah ! le je tenais, la poignée quand quelque inconnu s'approchait ! Je tenais Mme Stevenson. Elle disait : « Don't mind, my dear, don't mind ! — Moi je savais l'anglais, bien sûr, j'avais appris bien vite de me débrouiller aussi en italien. Mais pour le suédois... »

« Oui ! J'allais en Suède. Le prince de Suède venait nous voir. Il apportait toujours des fleurs. Ah ! C'était un homme très galant avec les dames. Il n'y en a plus de comme ça. C'est fini. »

« On est allé jusqu'à l'aurore boréale. Mais ça, c'était avec mes Anglais. Voyez-vous, ces dames me recommandaient l'une à l'autre. Et comme ça, pendant cinq à six mois tous les ans, je voyageais avec ces gens riches et tellement charmants. Oui, j'ai passé de belles années, et si maintenant, tous, ils me voyaient dans l'état où me voilà, ils auraient du chagrin, sûr. »

« Ah ! Vous voyez, Mme Stevenson est morte pendant la guerre, et puis son mari était très vieux. Leurs amis aussi. Ils m'ont bien écrit après la guerre qu'ils espéraient revenir, et puis ils ne sont jamais revenus. Pour les Anglais, leur fils a été tué. Poor boy ! Non, ça a été un métier fini. Mais je ne regretterai jamais de l'avoir fait. Même si je n'ai que la moitié de ma Sécurité sociale. Et encore c'est grâce à l'assistance sociale. On n'a pas pu réunir tous les papiers qu'il aurait fallu. »

« Après la guerre, quand j'ai vu que cela ne pouvait plus repartir, eh bien ! j'ai fait d'autres choses, mais ça ne vaut pas la peine d'en parler. Et puis maintenant je suis vieille, je n'ai plus le santé surtout. Autrement, je n'étais jamais fatiguée, jamais. (Elle rit). Ah ! c'est pas les parties qui m'ont manqué ! J'aurais pu me marier bien des fois. Mais avec qui ? J'aurais pas voulu de n'importe qui, moi, j'étais habituée au grand monde, alors je ne pouvais plus me contenter — de... »

« Si je vais au Club Age d'or ? Oui, j'y ai été, par-ci par-là. Les dames sont très gentilles. Ce sont de vraies dames. Mais alors le public, voyez, ce n'est pas du tout mon genre. On joue aux cartes, c'est qu'on a rien à dire, j'ai remarqué ça. Pour la conversation, c'est zéro. »

Les vacances ? Je pourrais aller en Normandie. Seulement mon frère est mort, alors les neveux... J'ai un cousin qui tient un hôtel, il me dit que je peux venir quand je veux. Oh ! c'est un petit hôtel très propre, gentil. C'est son père qui aurait bien voulu que je le marie dans le temps ! Mais voilà, j'aurais jamais pu m'y faire à cette vie-là, dans un petit trou. C'était un brave homme, bien sûr. Mais voyez-vous, dans ce temps-là, j'étais habituée à de toutes autres fréquentations. Ah ! oui, tout à fait autre chose — (et elle rit malicieusement).

Elle est morte d'un seul coup. Comme un coup de vent. Tout près de chez elle, entre l'épicerie et la boulangerie. Sur la trottoir. Un ange devait voler par là, sans doute était-il fatigué. De son index à la Michelangelo, il a entouré sa tête d'un cercle. Un bandeau de brocart s'est posé sur ses yeux. Une eau inconnue a brûlé dans ses oreilles, son âme est partie dans un petit soufflet, son corps s'est affaissé, comme cassé en deux. L'épicerie est accouru, mais le cœur ne battait déjà plus.

Snobisme ! monstre aux yeux froids, pour une fois je te bannis ! Tu l'habillais d'un manteau invisible qui la protégeait de tout. Quand elle s'en couvrait encore le soir, dans sa petite chambre, avec sa radio pour la berceuse, c'était un manteau de princesse qui lui tenait chaud, la rendait belle et jeune. Elle ne pensait pas, tout en s'endormant, que ce manteau avait pas mal de trous et que le vent d'hiver la traversait en se jouant.

EDMÉE RENAUDIN.

Au fil de la semaine

« U N conseiller général, qu'est-ce que c'est ? » Cette question, posée il y a quelques semaines dans un foyer de jeunes de la région parisienne, reçoit de rares réponses, hésitantes et vagues : « C'est une fonction honorifique », « un fonctionnaire des impôts », « un officier d'état-major », « l'adjoint d'un député » et même « le remplaçant de l'évêque » ! En revanche, à la question : « Qui peut dire ce qu'est un canton ? », beaucoup de moins se lèvent et, unanimement approuvés, un jeune postier dont l'accent chantant dit l'origine méridionale explique d'abondance : « C'est une petite région formée par la réunion de plusieurs villages voisins. Mais, en ville, existe-t-il des cantons ? Unanimité encore : « Non, évidemment. Seulement à la campagne... »

La plupart des jeunes présents ont plus de dix-huit ans et ils sont donc désormais électeurs. Comme il s'agit de statistiques provisoirement exilés dans la capitale, beaucoup sont appelés à voter, s'ils sont inscrits sur les listes électorales, dans leur commune d'origine. La moitié d'entre eux sont ainsi conviés à élire dimanche un personnage dont ils ignorent tout, ce qu'il est et ce qu'il fait, en choisissant parmi des candidats qui, très généralement, sont des inconnus pour eux et dont l'étiquette politique — Intérêts locaux, défense cantonale, action paysanne ou union républicaine — constitue très souvent un rébus indéchiffrable. Une forte proportion de électeurs plus âgés, dans les villes en tout cas, n'en savent pas plus. On ne s'étonnera donc pas que deux électeurs ou moins sur cinq jugent inutile de se déranger en ce beau dimanche déjà printanier.

L'envers du décor maintenant ou, si l'on veut, la même consultation vue du côté non plus des électeurs mais des élus. M. Edgar Faure est un homme heureux : il a été réélu en 1973 au siège de conseiller général du canton de Pontarlier et il n'est donc pas cette fois dans la bataille. Ce sera pour 1979. Nul doute que dans quelques jours, au lendemain du second tour, il sera maintenu à la vice-présidence de l'assemblée départementale du Doubs, rang mineur pour lui mais dont il se contente modestement depuis 1967, après avoir présidé pendant dix-huit ans le conseil général du département voisin, le Jura. Ainsi peut-il consacrer ses efforts sur la ville de Pontarlier, dont il est le maître depuis 1971 et où il devra l'année prochaine, en 1977, solliciter avec son conseil le renouvellement de son mandat municipal. Ce sera le prélude aux élections législatives de 1978. Bien entendu, M. Edgar Faure apporte tous ses soins à la présidence du conseil régional de Franche-Comté, poste-clé qui vient de lui être tout fraîchement confirmé. Et il n'oublie pas — comment le pourrait-il ? — qu'il est à Paris président de l'Assemblée nationale.

On n'entreprendra pas de dresser ici l'impressionnante liste des présidences d'honneur, présidences actives et autres dignités ou fonctions de M. Edgar Faure. Mais dans le seul appareil politique et électoral français, national et local, il ne détient pas moins de quatre mandats : conseiller municipal, conseiller général, député, conseiller régional — de droit il est vrai, comme parlementaire ; et quatre présidences ou vice-présidences : maire, conseil général, conseil régional, Assemblée nationale. A chaque année sa compagnie : municipales en 1977, législatives en 1978, cantonales en 1979 ; et chaque fois, après avoir affronté les électeurs, il four obtient sa désignation par les élus. A chaque semaine, à chaque jour, ses déplacements : six mois de session à l'Assemblée nationale, deux réunions d'une dizaine de jours à l'assemblée départementale, trois ou quatre sessions de l'assemblée régionale, une bonne douzaine de réunions du conseil municipal, sans compter les conférences restreintes, bureaux, commissions, consultations, et enfin la gestion quotidienne. Des délégations de tous côtés, bien sûr, aux adjoints, aux vice-présidents, aux conseillers, aux secrétaires, mais cela ne suffit pas : il faudrait pouvoir tout voir par soi-même, et trancher, et révéler, et expliquer. Une vie bien remplie.

Qu'on ne dise pas qu'il s'agit là d'une étoile de première grandeur dans la constellation politique et que la situation de M. Edgar Faure, président des présidents, est exceptionnelle. Elle l'est, certes, par l'importance des fonctions occupées, mais combien d'hommes politiques moins en vue ne sont pas moins occupés. Connaissez-vous, par exemple, M. Jozani-Marigné ? Il a soixante-sept ans, il est sénateur de la Manche depuis 1948 — bientôt trente ans de mandat. Il a conquis tour à tour les postes de conseiller général du canton d'Avranches en 1951, de maire d'Avranches en 1953, et il les a gardés à chaque renouvellement. En 1968, il accède à la présidence du conseil général du département ; en 1974, à la présidence du conseil régional de Basse-Normandie. Quatre mandats, trois présidences et, naturellement, quelques fonctions annexes : représentant français au Parlement européen, juge à la Haute Cour de justice, président de l'importante commission des lois constitutionnelles du Sénat, etc.

LE SCRUTIN PERDU

PIERRE VIANSSON-PONTE

Il n'est pas le seul, loin de là : plus de la moitié des députés, les deux tiers des sénateurs, les uns célèbres, les autres inconnus au-delà des limites de leur ville ou de leur province, sont ainsi conseillers généraux ; autant sont maires ou adjoints-maires municipaux ; tous siègent de droit dans les conseils régionaux. Beaucoup occupent un, deux, trois fauteuils de président, vice-président, secrétaire ou délégué.

La règle non écrite s'énonce ainsi : sauf exceptions rarissimes, pour être sénateur, il faut être conseiller général ; et pour être conseiller général, il faut être maire. Pour devenir député, il est très utile, sinon absolument nécessaire, d'avoir également reçu ses galons municipaux et départementaux ; ou alors de les briguer sans retard si on veut conserver son mandat législatif. Soumis chaque année ou presque, ici ou là, à réélection, harcelés par les conventions, les obligations, les sessions, éparpillés sous les drapeaux, les sénateurs, les députés, le grand notable n'a le choix qu'entre deux solutions : déléguer très largement, trop parfois, ses attributions et pouvoirs afin de se consacrer sur l'essentiel ; ou faire front tant bien que mal de tous côtés, et plutôt mal que bien, dans la hâte et la précipitation. Dans l'un et l'autre cas, l'électeur a donné sa voix, mais il est floué et les élus sont pipés, soit que d'autres, qu'il n'a pas élus, remplissent le mandat, soit que ce mandat ne soit pas vraiment rempli.

A la base du dispositif, on l'a vu, on trouve le conseil municipal et surtout le conseil général. C'est sur ces fondements-là que s'édifie une carrière durable, c'est par la perte de ces mandats-là que s'amorce la retraite ou la débâcle. On comprend mieux l'acharnement des candidats, qui sont plus de sept mille, ce dimanche, à rivaliser pour les mille huit cent soixante-trois sièges cantonaux à pourvoir.

A quoi s'ajoute un découpage cantonal vieux de près de deux siècles et qui défie aujourd'hui le bon sens, l'équité et la géographie. Deux exemples parmi beaucoup d'autres : dans les Hautes-Alpes, le canton d'Embrun a 191 habitants et celui de Barcelonnette 3181 ; ils élisent l'un et l'autre un conseiller général. En Corrèze, le canton nord de Brive a 31457 habitants, et celui de Brignat 3610 ; ils ont, l'un et l'autre, un représentant à l'assemblée départementale. Et combien de départements industriels où la majorité du conseil général est rurale ? En Meurthe-et-Moselle, le conseiller général de Pompey représente sept communes et 44 981 habitants vivant de l'industrie, celui d'Arracourt représente sept villages et 965 habitants !

A l'injustice, le découpage ajoute la confusion : à Tourcoing, par exemple, le conseiller du canton nord sera tantôt l' élu du côté gauche de la rue des Champs, tantôt l' élu des deux côtés de cette même rue. On pourrait citer dix, vingt, cent exemples analogues et parfois plus abracadabrants encore. Quand Thourout et Sirey proposaient le 20 septembre 1979 à la Constituante de diviser le territoire en quatre-vingts carrés de 18 lieues de côté pour créer les départements, leur idée n'était guère plus absurde que le résultat auquel on a finalement abouti.

Un homme politique qui est à la fois député, maire, conseiller général et conseiller régional, M. Alain Peyrefitte, suggère de réviser la carte politique et administrative en allégeant cette pyramide à six étages et où tout s'enchevêtre qui va de la commune à la nation en passant par le canton, l'arrondissement, le département, la région. Il propose de regrouper les communes actuelles, qui conserveraient néanmoins un minimum d'attributions, en districts urbains et ruraux administrés par un président et un conseil de district. Le canton disparaîtrait. L'arrondissement servirait de circonscription pour l'élection au scrutin de liste de l'assemblée départementale, mais il n'aurait aucune autre existence. Quant à la région, elle resterait simplement « un lieu de coopération départementale » sans pouvoirs réels. De six niveaux de décision et de gestion, on descendrait ainsi à trois : la nation, le département, le district, tous trois dotés d'un exécutif élu et d'organes délibérants également élus (1).

Quant au cumul des mandats, il faudra bien un jour se décider à le briser : c'est le seul moyen de faire surgir de nouveaux cadres politiques et d'introduire un peu de clarté, de logique et d'harmonie dans l'organisation du pays.

Au fond, peu importe les moyens. Si ces deux dimanches électoraux pouvaient conduire à réfléchir de façon un peu sérieuse et efficace à ces réformes, nécessaires et urgentes, du moins ce scrutin n'aurait-il pas été tout à fait perdu.

(1) Dans la préface d'une étude que vient de publier la Documentation française sous le titre « Découper les responsabilités ».

ETRANGER

Reflets du monde entier

LOS ANGELES TIMES

Les Marx... Brothers au Kremlin

Les Soviétiques ont une nouvelle revendication : le droit à l'humour. Selon le correspondant du LOS ANGELES TIMES à Moscou, « la vieille réserve des plaisanteries permises — les torques, les épouses laides, l'âge des femmes, les belles-mères, les vendeurs tracables — est maintenant si usée qu'elle ne suffit plus à faire rire un public conscient de l'évolution des hommes et de la société ».

« Ce nouvel état d'esprit favorise l'éclosion de bonnes histoires qu'on se raconte sous le manteau, d'autant plus méchantes qu'elles sont clandestines. Leurs cibles principales sont les leaders politiques qui y apparaissent comme des émeutes des Marx Brothers ».

Par exemple, M. Léonid Brejnev félicite par téléphone les cosmonautes de la mission Apollo-Soyouz, mais il leur fait remarquer que ce sont toujours les Américains qui mènent la course à l'espace. Le prestige soviétique nécessite un exploit comparable au débarquement sur la Lune.

« Nous avons décidé de débarquer sur le Soleil, annonce Léonid Brejnev ».

« Mais vous ne comprenez pas, camarade, que nous risquons d'être grommelés, brûlés ».

Vous ne pensez tout de même pas que le Politburo a publié ce détail, répond Brejnev. Nous connaissons ce danger. Nous avons décidé que vous débarqueriez de nuit ! »

Newsweek

Quand L.B.J. saluait les braves

L'hebdomadaire américain NEWSWEEK raconte cette anecdote sur Lyndon B. Johnson : « On dirait un extrait de "MASH", mais il y a du vrai dans cette histoire que rapporte le "Journal des forces armées" sur une visite de Lyndon Johnson à Fort Bragg, Caroline du Nord, en 1968, pour saluer le départ d'un bataillon de parachutistes pour le Vietnam. Le bataillon, prêt à s'embarquer, était sérieusement cuit à la diète et n'était pas du tout en état de recevoir le salut d'un président. Pas de problème, un rassemblement, un autre bataillon de la base qui défila devant un L.B.J. enchanté de servir solennellement les mains des G.I. qui montent dans l'avion. Dès que Johnson disparut, le bataillon redescendit de l'appareil et recommença à vaquer à ses occupations habituelles ».

Le Tibre de Jules César

Une bonne nouvelle pour les pêcheurs de goujons et d'ablettes : ils peuvent se réinstaller à Rome et à Londres. Selon l'INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, « sauf le Tibre à Rome et la Tamise à Londres, les grands fleuves d'Europe restent sérieusement pollués malgré les projets — certains encore sur le papier — destinés à les rendre à la vie ».

Les autorités italiennes assurent que, très prochainement, le Tibre sera aussi propre que du temps de Jules César. Les pêcheurs sont revenus sur les bords de la Tamise et mangent leurs fritures. Les Britanniques ont été les premiers à lancer un programme écologique sérieux. Ils estiment maintenant que leurs rivières sont les plus propres d'Europe. Quelques soixante-dix espèces de poissons sont revenues dans la Tamise. Les flottilles de pêche sont de nouveau à l'ancre dans l'estuaire. Des milliers de canards et autres oiseaux — dont quelques-uns appartenant à des espèces qu'on n'avait pas vues sur ces lieux depuis la débâcle du siècle — hivernent le long du fleuve. Il y a dix ans, la Tamise était si polluée que seules les anguilles y survivaient. Ce changement spectaculaire a coûté 200 millions de livres (300 millions de francs) en quinze ans ».

Thé, café ou whisky ?

Si la vie d'un reporter en Irlande du Nord est difficile, ce n'est certes pas par manque d'informations, estime THE OBSERVER.

Selon l'hebdomadaire britannique : « Le journaliste qui arrive à Belfast est courtois de tous les côtés. Très vite il sera invité à un déjeuner, fortement arrosé, au mess des officiers de Loyalists ; un membre important de l'I.R.A. proposera l'inviter chez lui pour le café que sa charmante femme lui servira, accompagnée de toasts bien beurrés ; à l'Irland Defence Association (la principale organisation paramilitaire protestante) de Newtownards Road, il aura des petits gâteaux au gingembre avec une tasse d'excellent thé ».

« Cette "industrie" a pris une telle extension que toutes ces organisations, et plusieurs autres, emploient à plein temps un personnel dont le seul travail est de tenter de convaincre les journalistes. L'armée a plus de quarante officiers de presse aidés d'une centaine de secrétaires ; la police en a douze, le gouvernement vingt. Les "provisaires" ont un "centre de presse" qui publie des communiqués signés d'un "P. O'Neill" fantôme, qui sont régulièrement envoyés par télex aux divers journaux ».

SAVEZ-VOUS PLANTER DES CLOUS ?

Les Editions Dessain et Toira ne font pas beaucoup parler d'elles. Et pourtant elles proposent aujourd'hui un catalogue fort riche dans des domaines peu explorés : « Techniques de l'art et de la couleur », « Activités manuelles ». Certains livres sont des albums luxueux (Klee, Albers, Itten), d'autres — la majorité — sont des ouvrages très accessibles (de 18 à 48 F), pratiques, très illustrés. Diverses collections constituent ce département : livres d'activités originales : « l'Atelier des loisirs », « Mains agiles », « Manu-press », « Activités créatives et plastiques », « Découvrir ». Quatre nouveaux titres paraissent chaque mois, attendus maintenant par les éducateurs, les animateurs et par le public qui y découvre les moyens d'une activité de création passionnante et enrichissante. Il semble intéressant de signaler un fait qui constitue un véritable événement éditorial : un livre de la collection « Découvrir » : FILS ET POINTES, a été vendu, à ce jour, à 150 000 exemplaires ; il s'agit de pliers des clous sur une plume de tondre des fils pour réaliser ces panneaux décoratifs actuellement à la mode dans les décorations intérieures. Ce succès a conduit les éditeurs à publier : FILS TENDUS, JEUX DE FILS et TABLEAUX EN FILS. Et le public leur a réservé un tel accueil qu'ils sont en train de devenir à leur tour des best-sellers. Un slogan est d'ailleurs lancé : Savez-vous planter des clous ?

18 F, en librairie et aux Editions Dessain et Toira, 10, rue Cassette, 75006 Paris.

Lettre de Bogota

La peur dans l'Eldorado



EN 1539, le conquistador Jimenez de Quesada, qui redoutait les chaleurs tropicales, choisit à 2 600 mètres d'altitude le site de Bogotá, où les Indiens Chibchas jetaient régulièrement dans la lagune de magnifiques sculptures d'or en hommage à la déesse des eaux, pour y fonder la ville de Santa-Fé-de-Bogotá. Ce vert et calme paysage suisse abrita aujourd'hui une ville immense, inquiète et méfiable. La capitale du pays de l'Eldorado, celui qui fut pendant des siècles le plus grand producteur d'or du monde, et qui renferme encore d'énormes réserves d'or, de platine, d'émeraudes, d'uranium, de charbon et de pétrole, est peuplée de plus de 4 millions d'habitants, dont près de la moitié manquant d'eau courante et d'égoûts.

Le principal journal colombien, le Tiempo, rapporte chaque jour des informations angoissantes qui viennent confirmer les choses vues : « Bogotá : deux cent quatre-vingt-dix-huit quartiers hors-la-loi ». La ville s'étend sur 270 kilomètres carrés et grandit au rythme de 8 % par an, se développant d'une façon si anarchique, avec des logements bâtis en vingt-quatre heures, que les autorités découvrent les « urbanisations pirates » une fois achevées. Chaque jour arrivent mille paysans sans terre, plantant sans plan, qui — montent — une cabane et commencent à élever une vache, un mouton, un porc, des poules ; cela contribue à donner à Bogotá cet aspect de « ville à la campagne », laissant parfois le voyageur qui voit des bovins paître dans les plates-bandes des grandes avenues et des ovins brouter dans les avant-jardins des maisons bourgeoises. Pour nourrir leurs animaux domestiques, les « envahisseurs » comme on les appelle officiellement, ont recours aux poubelles. Dès 5 heures du matin, les files d'ânes parcourent la ville à l'assaut des boîtes à ordures ; guidés par des femmes et des enfants, les ânes transportent dans des bidons amarrés à leur bât les déchets les plus divers, dont une partie se déverse sur les trottoirs.

PLUS tard apparaissent les « gamins » qui ont passé la nuit dans une porte cochère, un parc ou un habitacle de carton. Ce sont des enfants errants âgés de cinq à quinze ans, qui vivent en bandes, de mendicité et de rapine, assez semblables aux Olvidados que Luis Bunuel filmait au Mexique en 1940. Ils sont des milliers, et la directrice de l'Institut du bien-être social vient de déclarer en deux mois seulement trois cent cinquante enfants abandonnés à Bogotá dans des poubelles, des égouts, devant des portes d'hôtel et d'église. La même personne ajoutait que, pendant les vacances scolaires, le nombre d'enfants errants augmente, car de nombreuses familles pauvres jettent leurs enfants à la rue pour qu'ils assurent eux-mêmes leur subsistance. Quelques centres d'assistance les accueillent, les habillent, leur donnent à manger et aussi à fumer de la marijuana — à laquelle ils sont presque tous accoutumés — afin de les inciter à rester, mais le plupart retournent à la rue. Souvent, compagnons et protecteurs des « gamins », apparaissent aussi les chiens errants, dont certains sont si admirables dressés à voler les papiers des ménages et aux étalages qu'on a pu les comparer au « clan des dobermans », version sous-développée. Faisant écho aux plaintes des services d'assistance, le Tiempo

titre : « Bogotá envahie par les gamins, les mendiants, les fous et les vieillards ». Ce titre buche n'a rien d'excessif ; à la veille du dernier carnaval, cinquante « gamins » ont débarqué du train en provenance de la côte atlantique, où ils avaient été embarqués par la police, qui ne voulait pas les voir traîner dans les rues pendant le séjour des touristes. Dans le même temps, on apprenait qu'une institution charitable ayant des difficultés budgétaires avait installé « des vieillards dans un autobus sur leur promenade d'excursion dans la capitale » ; à Bogotá, on les avait simplement déposés et abandonnés sur une place publique.

Les innombrables mendiants, défilés et anonymes en tous genres font de chaque parvis d'église une cour des miracles. Des milliers de marchands ambulants occupent les trottoirs, vendant des objets dérisoires. La foule des désemparés vêtus de « ruana » — déambule sans fin sous la pluie quotidienne en quête d'une « affaire », pour survivre. Ces masses incontrôlées provoquent les toutes engouffrées du film de science-fiction Soleil vert ; mais contrairement au film, où les affamés avaient perdu toute agressivité ici l'instinct de survie est encore très fort, et les gens sont décidés, à tout pour le subsistance.

D'où l'anarchie, que les autorités officielles reconnaissent lucidement : le maire de Bogotá déclare : « C'est une ville créée pour la corruption et le chaos ». Le ministre de l'Intérieur reconnaît : « La situation est très grave et exige des solutions de fond ». Un haut responsable de la police ajoute que la guerre des gangs a commencé avec la violence qu'elle a « vécue pendant la « grande époque » de Chicago. Un autre policier invite les « honnêtes gens » à

porter une arme à la main pour faire face rapidement à une quelconque tentative des délinquants ». Enfin, pour couronner ces déclarations réjouissantes, le chef de la police, le général García Bohórquez, vient de reconnaître que « la mafia s'est infiltrée dans la police et que plusieurs policiers ont été inculpés de rapt, de vol d'émeraudes et de chantage ».

LES gens s'habituent à vivre dans l'insécurité et dans toutes les conversations il y a des histoires d'enlèvement et de cambriolage avec portes fracturées en plein jour, barreaux scotés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les polices privées tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en civil, avec uniforme et coiffe, il surveille la maison, ses tapis persans, ses gadgets électroniques, ses automobiles, dont chacune vaut cinquante ans de salaire d'un ouvrier, et il assure la protection anti-rapt des enfants sur le chemin de l'école. La dernière « mode » en architecture, ce sont les vitres pare-balles, les sonnettes d'alarme sophistiquées et l'électrification des clôtures.

La rue n'est pas plus sûre que la maison : en plein jour, en plein centre, on arrache sacs à main, montres, boucles d'oreilles et parloirs un morceau du lobe avec le bijou. A la sortie du grand magasin, le revolver pointé à la portière de l'automobile oblige la dame à donner tous ses papiers et son portefeuille. Au feu rouge, le bandit s'installe d'un bond à côté du conducteur et l'oblige, eue la menace d'une arme, à lui remettre

son avoir ou à le suivre et la somme est insuffisante.

Dans l'autobus, aux heures de pointe, un couteau qui frotte les côtes intimes au passager l'ordre de donner discrètement son argent ; beaucoup de voyageurs voient la manœuvre, mais personne ne bouge ni ne parle avant que l'homme au couteau et ses complices ne soient descendus à l'arrêt suivant. Le transport suburbain se fait parfois dans une ambiance de Far West lorsque l'autobus est pris d'assaut par l'une des bandes de pirates terroristes qui savent dépouiller rapidement les voyageurs. Un long article publicitaire sur les gilets pare-balles vient de paraître, assurant qu'ils sont « légers, sûrs, et même coupés pour les dames ».

CETTE étrange situation commence à engendrer des réactions qui semblent encore bien platoniques. L'épouse d'un futur candidat à la présidence a fondé une association contre l'insécurité qui se propose de « développer la concorde, la solidarité et l'amour entre les Colombiens ». Le chef de la police vient de déclarer que le chômage considérable et l'insécurité du code du travail par de nombreux patrons étaient une cause de délinquance. Enfin, le président de la République, M. López Michelsen, affirme que « la Colombie est devenue la plate-forme du trafic de drogue dirigé par des délinquants nord-américains et que cette situation ne s'est pas vue depuis l'époque des guerres de l'opium, quand la corruption des peuples asiatiques, aujourd'hui heureusement rachetés, avait pour origine la convoitise des capitalistes occidentaux ».

DENISE AIME.

IRAN

Le chah des neiges

BLOQUÉ par les neiges, venté plus souverainement que ne l'est naturellement une jolie femme. Animée, elle parle de tout, de ce qu'on a fait, de ce qu'il faut faire. A peine besoin de l'interroger : elle raconte, elle commente, elle s'anime. Comment a été conçu le programme de lutte contre la malnutrition, quelle dirige. Comment ont été sélectionnés les projets des firmes occidentales pour qu'ils tiennent compte des besoins et des ressources du pays. Comment les femmes changent de vie, et jusqu'où elle vont. Les bibliothèques pour les enfants. La culture pour garder une identité iranienne malgré le progrès. La difficile gestion des universités.

C'est sa vie qu'elle raconte, le regard intense, cigarette au bout des doigts, citant au passage son guide de Val-d'Isère. Ses sous-entendus sont des profondeurs de femme. On touche le bois blanc de la table basse quand on parle de l'avenir de son mari. On cite le ministre ami qui vient d'avoir une crise cardiaque la semaine dernière pour implorer un peu de repos pour tous les membres du gouvernement. On sourit du nouveau ministre de la condition féminine, « un peu M.L.F. », qu'on connaît bien. On réalise qu'à tant s'occuper des enfants des autres il ne faut pas oublier de s'occuper des siens. Douce et belle, cette jeune reine persane est-elle bien la mère de quatre enfants, dont un prince héritier de quinze ans ? Elle est de partout et de nulle part. Elle parle comme une intellectuelle européenne un peu contestataire, et elle avoue : « Quand je vais en Europe, je suis troublée... »

Un petit chien noir grand comme un cocker, mais qui a une tête de bouledogue, profite de l'ouverture de la porte pour venir nous succéder à ses côtés. La neige tombe toujours. Une Range-Rover nous acheminera tant bien que mal avec l'aide d'un chasseur-neige, au milieu des avalanches, vers la vallée qui débouche, à une centaine de kilomètres, sur la ville. Téhéran, bruits de moteurs et de klaxons. Ce qu'on a vu est-il bien la capitale de l'Iran ? On est là du temps, et la chance des jets d'eau derrière les caravansérails ? Un banquier français qui était là en poste il y a quinze ans, et qu'on vient d'y rappeler, nous le raconte ce soir. Mais il ne les retrouve plus. Les souvenirs de l'Iran vivent dans ses déserts et dans ses montagnes. Ils sont inaccessibles, même au visiteur audacieux.

JACQUELINE GRAPIN.

CORRESPONDANCE

Encore le français...

Après la publication de la « Réponse aux Times d'un francophone », d'Alain Woodrow (le Monde daté 8-9 février), nous avons reçu de notre confrère anglais Anthony Mann, qui fut chef du bureau de Paris du Daily Telegraph de 1965 à 1973, la lettre suivante :

Il est très encourageant de voir deux admirateurs de la langue française, tels que Bernard Levin et Alain Woodrow, se livrer à une « joute » verbale en deux langues (français/anglais) sur l'opportunité du « français ».

Mais le « combat » est dépourvu de piment du fait que les deux participants ont le même point de vue. Ils sont d'accord pour admettre, que, afin de survivre, toute langue doit évoluer continuellement, souvent en s'appropriant des expressions venues d'autres langues.

Alain Woodrow craint que la « loi Bas » ne « combatte » pour une minute qu'une loi soit la réponse. S'il a raison sur ce point-là (et l'en suis persuadé), je ne vois rien qui justifie sa conclusion pessimiste, à savoir qu'il faudrait rien de moins qu'un miracle pour enrayer cette épidémie de jargon anglo-américain, et que, sous peu, il n'y aura plus de langue française à défendre. Moins se serait bien amusé de cette théorie apocalyptique !

Les circonstances historiques ont continuellement entraîné une « inter-pénétration » des langues. L'Égypte pharaonique a pu se sentir française de l'importation d'expressions grecques et latines ; les puristes romains ont sans doute déploré l'intrusion de mots étrusques dans le latin.

Nos correspondants étrangers en Allemagne s'efforcent certainement de décrire les efforts du régime pour garder à la langue allemande sa pureté, en publiant des listes officielles de « mots allemands » (essentiellement d'origine française) tels que : « téléphone, automobile, garage, les bons Teutons devraient remplacer par : « Fernsprecher », « Kraftwagen », et « Kraftwagen-halle ».

Cependant, le succès de cette campagne est mince, et je ne pense vraiment pas que la France ait besoin de suivre cet exemple. En cette période, certaines expressions anglaises sont utiles en France pour des sujets à caractère scientifique et technique, alors que d'autres sont d'accueil et seulement pour des raisons de mode. Je suis certain que la langue française, malgré les efforts de l'Académie française et de la « loi Bas » pour la « fossiliser », continuera, comme par le passé, à exercer une influence primordiale sur le monde de la littérature et sur notre civilisation.

Arthroses et ecchymoses
RHMATISMES
PLOMBIERS
LES BAINS VOSGES
INTESTIN

سكينة الامل

RADIO-TELEVISION

FR3 Jeunesse à Lambersart

« Les Misérables » du C.E.S. Anne-Frank



TOUTS ceux qui ont joué sont là : un peu nombreux, ces « misérables », pour la minuscule salle de projection de la station régionale de télévision, située dans la banlieue toute proche de Lille, à 2 kilomètres, sur la route d'Ypres, à Lambersart. A Lambersart, dans le C.E.S. Anne-Frank, quelque chose d'important s'est passé. Un an, cela a duré : presque cinquante-deux semaines. Les élèves d'Edmond Czekalo, professeur d'allemand, ont monté « Les Misérables », adaptant pour le théâtre un roman de Victor Hugo daté de 1862.

Maintenant, les costumes ont été rendus. « Cela coûtait trop cher de les louer plus longtemps... Heureusement, l'argent que nous a donné la télé a permis de payer pas mal de choses », dit le jeune professeur-metteur en scène, visage clair, ouvert, d'un fil d'émigré polonais arrivé dans le Nord, dans la mine, avant la guerre. Trente-sept ans dans la mine.

La pièce a été montrée cinq fois. A la salle des fêtes, devant quelques dizaines de personnes... « Le moins bien ». Au lycée, pour cinq cents élèves... « Un vrai succès, sans rire ». Et aussi pour la télévision, pour Jean-Noël Roy et son équipe... « Ils nous ont choisis en choisissant de tourner à Lille. Et le réalisateur a bien le sentiment de ne pas s'être trompé : « C'était vraiment bien. Ils sont formidables. Quelle leçon pour moi, je voudrais travailler avec eux, encore. »

Le péage de la Révolution

La projection commence. Les plaisanteries se taisent, l'instinct d'un léger trac. « C'est ça qui sera à la télé », lundi et le lundi d'après, dans toute la France (à 19 heures, au cours de l'émission « Flash », produite par FR3 jeunesse).

Et voilà Cosette, la triste, l'enfant qui joue dans la maison des Thénardiers, et Jean Valjean arrivant avec un cadavre, une poupée, et Gavroche, le brave, qui partage avec deux petits un bout de pain gardé dans sa poche. Et puis la République, longs cheveux lisses, drapeau rouge en main, tend les bras et fait un vrai discours, beau comme le texte de Victor Hugo, exhorte la foule. La République, chante de la Révolution, ce « péage » qu'il a fallu régler pour aller plus avant. Des citoyens lèvent leurs verres, un enfant sera tué, les gorges tiennent des coups de fusil.

On se dit : quel dommage de ne pas les avoir vus jouer, pour de vrai, sur la scène, toute la pièce. On a manqué quelque chose et on le regrette. Ils sont là, élèves et surtout anciens élèves de Czekalo, de la cinquième à la terminale — un d'entre eux est dans le supérieur. Ils se regardent, regardent ceux-là qui ne sont plus en scène, mais des comédiens qui jouaient avec une âme d'enfant, naturelle, et sérieuse, et maintenant avec tant de vérité. Ils ne mentent pas, tout entiers à eux-mêmes, à l'histoire racontée. Les grandes personnes, peut-être, sauront comprendre tout cela, qui pourtant est assez compliqué.

Assis en rond

On regarde la télévision, on se sent comme au théâtre. Mais non : après les prises de vues de chaque extrait, fragment de scène (bien choisis), intervient une courte séquence de « discussions », celles-ci très collées, accordées au sujet de la pièce. Un débat qui n'en serait pas un puisque aucune question n'est vraiment posée. Les réponses viennent seules, échos au tableau qui a précédé. Sans transition, sans effort, on glisse de la scène au groupe des enfants, assis en rond autour d'un poste de télévision.

Jean-Noël Roy explique : « Je venais de leur passer ce qui avait été filmé. Et j'ai aimé cette image des gosses assis devant l'écran, le m'en suis servi. Ils parlaient ; ils parlaient durant l'émission. » Les idées venaient en contrepoint de la pièce, ou bien à côté, à propos de cette expérience. Ainsi le professeur raconte à un moment : « J'ai monté ce spectacle parce que le théâtre m'intéresse, que j'aime mes élèves, et puis... j'en avais assez... les conseils de classe, les cours, les copies à corriger. » « Toi femme, ton enfant... », dispute ironique et complice, gentille, « Cosette », en tenue de lycéenne. Un autre, qui n'est pas un dur, renchérit : « Les professeurs, on arrive à les motiver, parfois. »

« J'ai préféré exprimer mon

Le « Voyage en Inde » de Jean-Émile Jeannesson

« Je ne complique pas trop les choses »

JEAN-EMILE JEANNESSON a appartenu vers 1963-1966 à cette cohorte de gens de cinéma et de télévision, travaillant dans le documentaire, qu'on retrouvait alternativement à Lyon, à Mannheim, à Florence ou à Budapest, célébrant sous la houlette de divinités tutélaires nommées Pierre Schaeffer, du service de la recherche de l'O.R.T.F., ou Enrico Fulchignoni, de l'UNESCO, le culte du « cinéma direct ». On y parlait technique et sémiologie, l'opérateur Raoul Coutard y côtoyait André Coutant, l'inventeur de la teneur caméra Edlir 16 mm qui a fait date dans la profession, mais on pouvait y apercevoir Roland Barthes écoutant attentivement Pierre Perault, le cinéaste québécois.

Une de ces réunions reste particulièrement mémorable — elle a eu lieu à Florence vers 1965 — parce que s'y retrouvaient aussi bien Jean Rouch et Mario Ruoppini que Richard Leacock et les frères Mayes, qu'on y discutait forme théorique et mythologie sous l'œil attentif d'Edgar Morin et Lucien Goldmann, capables, à l'occasion, d'en venir aux mains, ou tout au moins de se livrer à des joutes oratoires qu'on aurait aimé voir enregistrées par la caméra de Richard Leacock ou de Jean Rouch. Dans un coin, deux auditeurs discrets se contentaient d'écouter : le vétéran Joris Ivens, qui n'était pas encore allé en Chine aux sources du marxisme, et un « jeune » timide, Jean-Émile Jeannesson, qui n'écrivait pas encore des Lettres du bout du monde.

Le hasard rapproche des jours-ci, sur le petit Jeannesson, deux œuvres d'aventure, deux d'objectifs très différents : d'abord le 29 mars, sur TF1, la première des quatre émissions de Jeannesson sur l'Inde, à partir du 10 mars dans quatre salles parisiennes, les deux heures d'ivresse sur la Chine. On y touche du doigt deux démarches, deux attitudes, étroitement conditionnées par le médium. Pour nous en tenir au Voyage en Inde, de Jeannesson, dans sa présentation à la presse, l'auteur met d'emblée cartes sur table pour mieux situer sa méthode d'approche d'un pays immense : « Devant ces mondes complexes et leurs pièges, le voyageur de télévision que je suis cumule au moins une différence ou un défaut : être occidental et pressé. »

Le caprice, au sens Goya

Jeannesson est parfaitement conscient de ces limites et il les accepte : « Je crois, dit-il, qu'il y a une différence de nature entre notre travail et le travail d'un cinéaste qui ne se réfère qu'à son caprice et le dit caprice au sens Goya du terme, au sens important du terme, c'est-à-dire faisant un acte de création sans le souci immédiat d'un public. Alors que ce n'est pas du tout ça, pour nous, gens de télévision. On s'inscrit dans un cadre, on se

concerne la France, dans une télévision d'Etat, dans des structures qui sont des structures lourdes, et avec toujours cette notion que l'on parle à un public ; on ne peut faire des émissions d'une façon ni capricieuse, au sens où l'ai dit caprice tout à l'heure, ni innocente. On est obligé de choisir d'abord son public ; il n'y a pas un public, il y a des publics. Certains d'entre nous résoudront le problème en disant : je vais faire des émissions décidément « culturelles », décidément profondes, mais je sais que je ne m'adresserai qu'à un public cultivé. Je passerai à une heure tardive, j'aurai un million de personnes. C'est une attitude tout à fait confortable. »

« Ou bien, autre attitude, on va essayer de parler à tous les publics, et puis on verra bien ce qu'il en restera. On est obligé de rejeter la difficulté, l'écotisme, mais d'autre part on ne veut pas faire de concessions, on ne veut pas la vulgarité. On marche sur une crête moyenne. Finalement, et c'est ma position, on ne peut avoir qu'une attitude pédagogique. Je crois que c'est ça qui nous distingue des cinéastes. Nous nous inscrivons dans une relation d'efficacité vis-à-vis d'un ou de plusieurs publics qu'il faut atteindre. »

Soudain, le voile de l'exotisme

Voyage en Inde s'adresse au plus grand public. Dans un livre juste publié intitulé *Bataille pour des images* (Nathan, éditeur), Jean-Émile Jeannesson raconte les diverses étapes du tournage, tournage sensiblement plus « lourd » que celui d'Ivens en Chine. Arrivé en Inde, à pied d'œuvre, le 26 février, il en repart deux mois plus tard, le 29 avril. Avant même le tournage, il a à peu près prévu la distribution des lieux et des sujets qui vont constituer les quatre émissions de sa série indienne.

La première, *Le Labyrinthe*, nous mène au nord du pays dans l'Etat d'Haryana, puis à Bénarès, ville sainte, ville de pèlerinage. L'auteur s'attarde sur le planning familial, donne la parole à un maire zélé qui s'est fait stériliser (mais sa femme ignore tout de l'opération). La seconde, entre dans le concret, nous donne le meilleur peut-être de l'ensemble de ces programmes, pour deux raisons : nous voyons à l'œuvre, dans l'Etat du Bihar, un des plus pauvres de l'Union indienne, un jeune couple de médecins qui soignent les Intouchables ; ils ont étudié en France, où ils se sont connus, ils parlent le français couramment, ils s'adressent à nous familièrement. Soudain, le voile de l'exotisme tombe, nous découvrons une réalité physique et humaine, un rapport social précis. A la fin de l'émission, nous voyons le chef d'une des innombrables sectes indiennes, le moine, replié sur une fortresse blanche parmi des

disciples inconditionnels. Malgré lui, le cinéaste sacrifie ici au pittoresque, au défilé du sans, moque le dignitaire sans arriver à rattacher son négoce, si l'on peut dire, au contexte religieux et politique de l'Inde.

La Porte de l'Inde, troisième émission, c'est Bombay et ses capitalistes à l'occidentale. Deux portraits : Godefray qui loge ses ouvriers près de l'usine pour que tout reste « en famille », Mathours qui donne des salaires à l'américaine. Jeannesson retrouve sans effort les marques d'un capitalisme occidental transposé aux conditions indiennes, il s'attarde à l'occasion à dénoncer le luxe de ce monde en marge de la misère du sous-continent : monde qui pourrait aussi bien être celui des intellectuels de gauche, de la bourgeoisie progressiste. Nous touchons ici aux limites du travail entreprise : il ne suffit pas de dénoncer le paternalisme des intéressés, il faudrait le replacer dans une problématique plus large, celle de ce sous-continent indien où se perpétue une misère comme on imagine qu'à la commune en Europe notre Moyen Age. L'impressionnisme et le moralisme ne peuvent suppléer à l'absence d'une véritable analyse socio-politique. « Ai-je le droit de juger ? », commente Jeannesson en guise de réplique. « Je reviens à la pédagogie. Je fais une démonstration, je ne complique pas trop les choses, puisque je m'adresse au grand public. Je tire une petite morale à la fin de la démonstration, pour que ce soit clair. Je crois cette attitude juste, même si elle agace, quand j'en vérifie les résultats sur le public. »

Dans le triple processus, préparation, tournage et montage, diffusion, la préparation n'est pas la moins importante, et Jeannesson insiste dans son livre sur les difficultés qu'il a rencontrées auprès des pouvoirs indiens pour tourner à sa guise. Il n'est pas, comme Joris Ivens en Chine, persona grata a priori, il reste l'étranger qui, comme Louis Malle quelques années plus tôt pour une autre série de télévision, vient recueillir de l'incertitude et de la misère. Comment s'est-il donc décidé à aller en Inde ? « C'était un vieux projet, dit-il, des rencontres avec des amis. Puis il y a eu des lectures d'ouvrages très variés, qui peuvent aller d'une étude économique aux textes sacrés des Vedas en passant par la collection « Petite Planète ». J'appellerais ça, plus qu'une information très poussée, une imprégnation. Ensuite, je jette les livres, je débarrasse, j'observe, je regarde tout. Je vois des images ultra-différentes, le m'impose dans des divers milieux. Le repérage a duré un mois, en janvier 1976. Dans la pratique, le tournage était implacable : du moins en Inde. »

LOUIS MARCOTTE

* Mardi 9 mars, mardi 13 mars, mardi 19 mars, mardi 20 avril, TF1, 21 h 30.

LE COLLOQUE DE L'INA

Un poète et des mandarins parlaient de l'avenir

PARMI les sept sociétés issues de l'ORTF, il en est une — c'est l'INA (Institut national de l'audio-visuel) — qui a été notamment chargée de la tâche d'explorer et de préparer ce que sera la télévision de demain.

L'INA organise, la semaine dernière, une rencontre sur « l'avenir des programmes de télévision » ; on y attendait une confrontation entre des chercheurs ayant le goût de la critique et de la prospective, et des professionnels de la télévision réputés méfiant à l'égard de l'une comme de l'autre. Ce n'est pas tout à fait ce qui se produisit : des oppositions se manifestèrent, et, au centre de la discussion, ce fut la question de la télévision de demain.

Le centre des discussions, deux débats centraux : « Quelles sont les missions de la télévision ? » et « Qui aura la maîtrise de cet outil ? »

Culture et slalom

L'interrogation sur la mission de la télévision doit toujours s'affronter avec deux questions : celle de l'éducation du public et celle de la culture. On y croit, et cette division en deux aspects n'est pas arbitraire, elle oppose les optimistes, pour qui le public, de toute façon, ne veut que du bon, à ceux qui, comme Guy Lux, ont une vision plus pessimiste.

Au cours du colloque, le sociologue Georges Friedmann distinguait ainsi les libéraux quantitatifs, qui, un œil fixé sur les sondages d'audience, entendent simplement répondre aux attentes superficielles des téléspectateurs, et les libéraux qualitatifs, qui, croyant à la plasticité des goûts, estiment que la télévision peut favoriser le développement culturel. Elle peut, elle doit le faire, pense Georges Friedmann, malgré le glissement spontané et terrible du public vers le pire, à l'actuel système de la télévision, stigmatisé par Jean Outil (TF1), à « désigner faiblement obtenu ce qu'il veut ».

Et, de fait, Robert Wangermée (directeur général de la Radio-Télévision belge), le rappelle : dans une ville comme Bruxelles, où, grâce à la télévision, par câble, les téléspectateurs peuvent recevoir onze chaînes, la majorité d'entre eux affectent un véritable slalom permanent entre toutes ces chaînes, pour capter les films, les feuilletons et les jeux et échapper aux émissions « culturelles ». Effectivement, tous les sondages européens indiquent une faiblesse générale des téléspectateurs

pour une télévision de divertissement et un rejet massif des programmes à prétention culturelle.

Mais est-ce si simple ? Est-on sûr de bien connaître les attentes, en profondeur, des différentes catégories de publics ? Les sondages ne sont-ils pas de simples indicateurs insuffisants ou trompeurs ? Le président de la Société française de production, J.-C. Edeline, y insistait justement à propos d'une émission qui peut avoir de meilleures chances de satisfaction : dans les sondages de lendemain de diffusion mais avant d'avoir une impression durable chez ceux qui l'ont vue, alors qu'une émission très appréciée sur le moment ne laisse aucune trace à long terme. P. Abruzzini (Service d'études d'opinions de la R.A.I.) n'avait-il pas raison de rappeler de son côté que « la TV d'aujourd'hui conditionne les goûts du public », et que « les sondages ne peuvent donc qu'enregistrer les goûts du public tels qu'ils sont façonnés par la TV actuelle ? »

Et est-ce la faute du public populaire à la télévision, comme l'indiquait Enrico Fulchignoni, lorsque dans ses programmes des formes « culturelles », nobles, légitimées (peinture, opéra, théâtre...), sans tenir compte de leur faible niveau d'insertion sociale réelle, et refuse de jouer un quelconque rôle dans la légitimation de formes culturelles nouvelles ou correspondant réellement à des pratiques sociales ?

Cette télévision, qu'elle réponde bien ou mal aux exigences des divers publics, reste-t-elle bien un service public, au sens profond du terme, et non pas un service d'Etat, ou de service gouvernemental — puisque aussi bien la confusion entre les notions est, hélas ! devenue courante en France ? On trouve là un point d'accord entre ceux qui sont intervenus sur ce point à la rencontre de l'INA : l'actuel système de la télévision en France, avec ces cahiers de charges imposés aux chaînes par l'Etat, avec cette loi implacable de la concurrence entre programmes, avec ces méthodes pour répartir entre elles la « place » en fonction de leur écoute mesurée par sondages, avec cette recherche effrénée de la publicité, aboutit en fait à une privatisation de la gestion des chaînes et à une logique purement commerciale dans leur programmation. Cette constatation est apparue à bien des égards plus importante — et plus préoccupante — que l'évolution possible vers une gestion officiellement prise en compte des chaînes TV dans l'avenir.

De même, on peut se demander, avec Martine Roger-Machart (INA), si les problèmes de responsabilité du pouvoir politique ne raquent pas d'être posés à un moment où, dans le moment où la rentabilité économique de certaines productions (séries policières, feuilletons, etc.) n'est plus assurée à l'échelle nationale, et où les Etats-Unis trahissent ainsi progressivement le marché, peut-être faut-il envisager que des institutions de télévision disposent d'une certaine légitimité politique existant à un niveau tel (européen par exemple) qu'elles contribueraient réellement à la préparation de programmes originaux au lieu de se borner à acheter des produits américains.

Fin de règne pour les clercs

Abandon progressif de la notion de service public, illusion quant aux marges de contrôle des programmes au niveau national : que devient donc la télévision de l'outil-télévision ? Qui, demain, va pouvoir, dans notre société, réaliser des émissions ? Un cri, en réponse, jaillit, inattendu, de la salle : « Il faut mettre fin aux privilèges des mandarins et des clercs ! » On ne produit pas assez d'images, explique en substance l'orateur, dès lors, il y a un contrôle social sur l'image, le cherche avant tout ses aspects sécuritaires, et seuls accèdent à la production les mandarins de la culture. Demain, tout peut changer, tout doit changer, grâce aux innovations techniques en matière d'audio-visuel, et chacun pourra accéder à la production d'images ; alors, « clercs et mandarins seront déposés ». Paradoxe : ce « pochisme », optimiste quant aux vertus du progrès technique et de la libération des masses, n'est autre que le président J.-C. Edeline.

Ouvrir le royaume à images, permettre la participation de tous à la production télévisuelle. Le rêve, l'utopie ? Non, disent ceux, comme Didier Bernaud (FR 3) qui volent dans la régionalisation une des voies d'approche de cet avenir. Non surtout, disent ceux qui assistent résoluement Jean-Charles Edeline dans le silence par lui tracé, même la possibilité pour le téléspectateur de ceux qui font de la TV depuis vingt-cinq ans vont désormais pouvoir s'en servir. Et Pierre Emmanuel (président de l'INA), le plus exigeant de tous, demandant que la télévision soit une incitation permanente au jeu, et non le mur qui oblige à regarder sans participer. L'imagination de demain sera

obligé de prendre en compte tous la diversité des possibles de l'imaginaire. Alors, une télévision pour tous, ouverte à tous, une télévision de la création, de l'imaginaire, de la poésie en un mot ? Cet étrange et beau scénario est-il bien un scénario réalisable dans les prochaines décennies ? Il a eu, c'est vrai, l'espace d'un colloque, la faveur de professionnels qui comptent en France.

Mais combien il apparaît comme le scénario de l'utopie, par rapport aux scénarios du probable, tels que Michel Souchon et Monique Sauvage les avaient présentés dans le document préparatoire de la rencontre. Quatre directions leur paraissent en effet s'ouvrir :

● La TV, distraction du pauvre : les téléspectateurs seront appelés à se recréer de plus en plus spécifiquement parmi ceux, personnes âgées et couches sociales défavorisées, qui n'auront toujours pas accès à d'autres possibilités de loisirs.

● La TV, tronc commun : si les nouveaux médias (télédiffusion, vidéo, programmes) sont destinés à des publics spécifiques, ayant des attentes spécifiques, la TV assurera, elle, la diffusion de grande consommation, le tronc commun des programmes acceptables par le plus grand nombre.

● La TV, morceau des empires télé-informatiques : imbriqués entre eux, média traditionnels (TV, radio, presse) et média nouveaux (vidéogrammes, TV et radios locales, réseaux de câbles et de satellites), dominés par les grands maîtres de la télé-informatique, collaboreront dans l'optique de la rentabilisation maximale.

● La TV, parent pauvre : une répartition des programmes s'opérera entre TV et nouveaux médias en fonction de leur coût de production. Les émissions coûteuses seront diffusées par les circuits payants ; à la TV reviendra la programmation des émissions bon marché.

Par rapport à ces scénarios de l'avenir probable, de quel poids pèsera le généreux projet de la télévision de création pour tous ? M. Dieuzeide (UNESCO) s'est malicieusement demandé si son sentiment de culpabilité, à la mauvaise conscience, des programmeurs de la TV d'aujourd'hui, et si on allait vers la création d'un « centre de inculté », permettrait aux producteurs et aux programmeurs de se recycler... A sa mesure, l'INA pourrait-il, en France, jouer ce rôle ? C'est, en tout cas, toute la grâce qu'on lui souhaite.

ROLAND CAYROL

RADIO-TELEVISION

Correspondance

LES VÉRITABLES DIFFICULTÉS DE LA SOMERA

M. Pierre André, ancien responsable du bureau de l'O.R.T.F. pour le Proche-Orient, nous écrit à propos de l'enquête sur la SOMERA parue dans le Monde daté 3-9 février.

Il m'est un peu difficile de parler de la SOMERA puisque j'ai été associé aux premiers pas de cette station, mais il me semble encore plus difficile de laisser passer des informations qui tendent à accréditer dans le public l'idée que son histoire récente est celle d'une réussite, alors que c'est celle d'un ratage. Il est bien vrai que la SOMERA a sa naissance — plutôt, pour être précis, pendant sa conception — portée de grands espoirs. La SOMERA est née, comme le rappelle le Monde, à un moment où, avec le général de Gaulle, la France dessinait une politique d'ouverture au Proche-Orient.

Il s'agissait, du moins c'est ce que j'avais cru comprendre lors de mon premier entretien à Beyrouth, en printemps 1970, avec Pierre LeFranc, directeur de la SOFIRAD, de créer une grande station susceptible de rivaliser avec la B.B.C. qui possédait, on le sait, dans le Proche et Moyen-Orient, un crédit d'écoute ancien et considérable. Pour cette grande œuvre, Radio-Monte Carlo et l'O.R.T.F. ont dû le prestige dans les pays arabes, lié à la vague gaulliste, était alors énorme, avaient décidé de s'associer. Estimant qu'il serait plus facile d'obtenir l'agrément chypriote en installant Monte Carlo en avant — agrément qui ne fut définitivement obtenu, après maintes péripéties, qu'en décembre 1970, l'O.R.T.F. avait accepté d'occuper dans l'association une position de retrait, tout en estimant devoir conserver la haute main sur les informations et sur les programmes.

En juin 1970, j'ai quitté Beyrouth pour occuper, au nom de l'O.R.T.F., au sein du conseil d'administration de la nouvelle société, le poste de vice-président, le président étant obligatoirement un monégasque. Je me rendis compte très vite, pour ne pas dire immédiatement, qu'avec les moyens dont allait disposer la SOMERA, définitivement fondée à Monte Carlo en septembre 1970, on ne pourrait pas faire grand-chose. Finis les grandes ambitions, les vastes projets, dissipés l'idée d'atteindre la B.B.C. sur un de ses terrains favoris.

Je rappelle, pour mémoire, que le service arabe de la B.B.C. compte une centaine de personnes et qu'elle dispose à Chypre de huit émetteurs ondes courtes et trois émetteurs ondes moyennes — contre un émetteur ondes moyennes d'ailleurs excellent, à la SOMERA — pour diffuser en même temps un service en anglais et un service en arabe.

Pendant un an, je me suis battu pour tenter de renverser la situation. Devant l'échec de tous mes efforts, je démissionnai en septembre 1971, sollicitant de la direction générale de l'Office une autre affectation. En décembre 1974, l'O.R.T.F. disparaissait, laissant toute l'infrastructure et toutes les responsabilités à Monte Carlo.

Avec des moyens infimes, misérables la direction actuelle de la SOMERA — bien que je fasse les plus graves réserves sur le ton « périphérique » adopté dans ses émissions — s'efforce de faire ce qu'elle peut. Ce n'est pas elle qui est en cause, ce qui est en cause, c'est l'aveuglement permanent du ministère des affaires étrangères en matière radiophonique, mais il n'est quand même pas normal d'écrire, alors qu'un sondage sérieux, quel que l'on en dise, n'a jamais été réalisé dans aucun pays arabe, que « la SOMERA est actuellement aussi écoutée, sinon davantage, que des stations étrangères qui émettent depuis longtemps en direct du Proche-Orient, dont la B.B.C. » Qui peut le croire ? Ce que l'on peut porter au crédit de la SOMERA, sans l'aggraver d'ailleurs, c'est une certaine percée dans la fraction du monde libanais tournée traditionnellement vers l'Occident.

Aujourd'hui, la SOMERA n'a plus d'argent : les crédits de fonctionnement prévus jusqu'au 31 décembre 1975 sont épuisés. La publicité platonique désemparée. Dès 1970, tous les spécialistes que j'avais consultés avaient conclu, contrairement aux prévisions optimistes de R. M.-C., que les ressources publicitaires ne couvriraient jamais qu'une part très réduite du budget de la future station. Les dirigeants de Monte Carlo, selon une habitude consacrée, se tournent vers les pouvoirs publics pour qu'ils leur fournissent la somme manquante qu'ils en feront.

LE NOM DES AUDITEURS D'EUROPE 1

M. Michel Ruxuit, de Reigner (Haute-Savoie), nous écrit :

A la lecture des articles du Monde ces derniers temps à propos de la radio, et en particulier de ceux qui mentionnent la « téléphonie » et le mercantilisme des lieux, je me suis posé quelques questions. Lorsque je dispose de temps dans la journée j'écoute la M.F., mais le matin un petit transistor, qui me suit dans la salle de bains et à la cuisine pour le petit déjeuner, me permet d'être informé de l'actualité en peu de temps. J'avoue écouter les stations périphériques, quand je dis j'avoue, je ne nie pas la qualité de l'information mais je me sens coupable de ne pas laisser « intoxiquer » par la publicité permanente à ces heures.

A ce propos, je puis vous affirmer que je sais combien rapporte un milliard en une heure, encore que dans ce cas je ne suis pas sûr d'être d'accord. N'ayant pas le téléphone, mon nom ne servira pas à clamer le naturel de telle station. Savoyard, je risque de me couper en me rasant, car le « naturel » d'une station radio me fait assez sourire, enfin tout est

bon qui sert la publicité. En revanche, je ne ris plus lorsque j'entends le nom et l'adresse de l'« heureux élu » avant l'appel téléphonique. En effet, si j'ai le téléphone, et si je suis présent, j'aurais toujours la possibilité de refuser d'être le complice de cette publicité, mais si je ne suis pas apte à répondre pour une raison ou une autre, mon nom est utilisé à des fins publicitaires et ceci à mon insu. Et encore, je n'insiste pas que la liste des appels n'est pas forcément celle de l'annuaire du téléphone, certains silences étant durs.

En fait, le processus est simple et consiste à alerter les voisins, la famille, les amis, les collègues, etc. qui auraient eu à écouter telle ou telle station : le nom cité est bien un argument publicitaire et la somme distribuée une sorte de rémunération.

Un de mes professeurs de droit disait que le nom était ce que nous avions de plus personnel, et je dénie à quiconque le droit de l'utiliser pour quelque raison que ce soit, surtout lorsque le but est commercial et encore plus lorsque c'est à mon insu.

Un de mes professeurs de droit disait que le nom était ce que nous avions de plus personnel, et je dénie à quiconque le droit de l'utiliser pour quelque raison que ce soit, surtout lorsque le but est commercial et encore plus lorsque c'est à mon insu.

dredi, 18 h. 15) ; Je voudrais savoir (le mardi, 18 h. 30) ; Six minutes pour vous défendre (le samedi, 18 h. 40) ; Magazine « Formation » (une fois par mois, le samedi, 11 h.).

A 2 : D'accord, pas d'accord (le mardi, le jeudi, le samedi à 20 h. 20).

RELIGIEUSES ET PHILOSOPHIQUES

TF 1 : 9 h. 30 (le dimanche), Orthodoxie (le 7) ; La Source de vie (le 14) ; 10 h. 10, Présence protestante ; 10 h. 30, le jour du Seigneur ; Eglise et sociétés d'aujourd'hui (le 7) ; La vie et les rêves et un film, Francis (le 14) ; 11 h. Messe en la paroisse Saint-Etienne de Nevers (le 7) ; en la paroisse Saint-Germain de Chitry-Malibry (le 14).

TÉLÉTHÈQUE DE CHAILLOT

MARDI 9 MARS : 14 h. Du côté de chez les Maigret (VI), de Jean-Pierre Marchand et Jean-Michel Meurice (1975) ; 14 h. 35, Brissac, de Pierre Schneider (1969) ; 15 h. 3, Candide, de Claude Sautet (1970) ; 15 h. 45, Derniers naufrages en Arctique, de Maurice Fallerie (1971) ; 16 h. 45, La Pierre, de Jean Cazenave (1974).

MERCREDI 10 MARS : 13 h. Du côté de chez les Maigret (VII), de Jean-Pierre Marchand et Jean-Michel Meurice (1975) ; 13 h. 35, Harung, de Robert Bober (1974) ; 14 h. Aragon, Le chemin des oiseaux, de Michel Hillaud (1970) ; 14 h. 40, Bienvenue à Elsa Triolet et à Aragon, de Raulo Sanga (1967) ; 15 h. 45, La fête de Raulo Sanga et Victoria Clauso (1972) ; 16 h. 40, Vietnam, Mme Nhu, de François Chalais.

JEUDI 11 MARS : Du côté de chez les Maigret (VIII), de Jean-Pierre Marchand et Jean-Michel Meurice (1975) ; 14 h. 35, Musique en Irlande (I), de Jean-Pierre

Gallo (1973) ; 15 h. 10, Giuseppe Ungaretti (I), de Jean-José Marchand (1971) ; 16 h. 15, Un gardien pas comme les autres, de Charles Chaboud et Jean-Jacques Lévy (1973) ; 16 h. 40, La Communauté (1971) de Gécile Chaboud (1971) ; 17 h. 10, L'été de Jean-Pierre Marchand (1973) ; 17 h. 15, 10, Giuseppe Ungaretti (II), de Jean-José Marchand (1971) ; 16 h. La course au crime, de Simone Vassier (1973) ; Comment Yü Kiang dépense les montagnes et Mao arrive, de Jacqueline Dubois (1973) ; 17 h. 45, Samedy 13 : 14 h. Du côté de chez les Maigret (IX), de Jean-Pierre Marchand et Jean-Michel Meurice (1975) ; 14 h. 35, Walt Whitman, de Pierre Philippe (1974) ; 15 h. 30, Des héros d'eau, de Robert Bober (1974) ; 16 h. La Terreur et le veru (II) ; Robespierre, de Sello Lorenzi (1964).

FRANCE-CULTURE, FRANCE-MUSIQUE : Journal à 7 h. 30 (cult. mus.) à 9 h. (cult. mus.), à 12 h. 30 (cult. mus.), à 19 h. (cult. mus.), à 23 h. 30 (cult. mus.) et 23 h. 55 (cult. mus.).

EUROPE 1 : Toons les demi-heures jusqu'à 8 h. ; Bulletin complet à 7 h. (Charles Villeneuve) ; 7 h. 30 (Gilles Schneider, commentateur, Alain Duhamel) ; 8 h. (Philippe Gildas) ; 9 h. (François Kramer) ; 13 h. (André Arnaud) ; 19 h. (Pierre Lescure) ; « Flash » toutes les heures ;

Écouter, voir

TÉLÉ-FILM : LA NUIT QUI TERRIFIA L'AMÉRIQUE.

Samedi 13 mars, A2, 20 h. 30. Chapeau aux larges bords ; manteau ample ; Orson Welles franchit le porche des bâtiments C.B.S. une nuit d'octobre 1938. Les studios sont déjà en effervescence. Les acteurs s'échauffent pour la grande « dramatique » de la soirée : une adaptation de la Guerre des mondes, de H.G. Wells.

Mais, dans le New-Jersey (lieu du prétendu débarquement des Martiens), la création radiophonique est prise pour un bulletin d'information. La panique monte. Les standards se bloquent. Les milices se forment. Des familles entières fuient la fin du monde.

Mises au point pour le petit écran par un réalisateur de cinéma, Joseph Sargent, ces quatre-vingt-dix minutes de suspense cachent à peine un message « humanitaire », un peu court, sur la passivité coupable de l'Amérique à la veille de la seconde guerre mondiale et sur le pouvoir mobilisateur des médias.

Vue de France en période de pénurie, cette télévision à grand spectacle (primée au dernier Festival de Monte-Carlo) semble cependant somnolente.

RETRANSMISSION: TIMON D'ATHÈNES.

Samedi 13 mars, FR3, 20 h. 30.

Redécouvrant dans sa poussière et ses plâtras les Bouffes du Nord, un théâtre fermé depuis vingt ans, Peter Brook s'installe dans cet « empty space », dont il sauvegardait le délabrement grandiose. C'était en 1974 au Festival d'automne. Il y créait, en français, Timon d'Athènes, de Shakespeare : un succès foudroyant. Le spectacle s'est joué de longs mois à Paris, en tournée en France. Ceux qui l'ont vu, ceux qui n'ont pas pu le voir, en découvrent la version abrégée (une heure trente) filmée par Alexandre Tarta pour le petit écran.

CENDRILLON AUX GRANDS PIEDS.

Dimanche 7 mars, A2, 13 h. 40.

L'idée du film était des plus plaisantes : inverser le conte de Perrault, remplacer Cendrillon par un homme. Les méchantes sœurs par des faux frères, la bonne fée par un vieux gâle et le prince charmant par une charmante princesse. Mais ni Jerry Lewis ni Frank Tashlin ne sont en vogue. Alors, c'est raté.

RAPHAËL LE TATOUÉ.

Dimanche 7 mars, TF 1, 17 h. 20.

Comment Fernandel s'inscrit-il dans la lignée de Mr Hyde, à cause d'une escapade dans un parc d'attractions, et comment, pris au sérieux, il est obligé d'être deux fois lui-même dans une course automobile truquée. Un vaudeville bémé de gags énormes et très drôles français d'avant-guerre.

LA VIEILLE FILLE.

Dimanche 7 mars, TF 1, 20 h. 30.

Amnésique, dans une station balnéaire japonaise, Tatoué, vieille fille solitaire, et Philippe Noiret, bon gros célibataire, bloqué par une panne de voiture. Justesse de ton dans les rapports du couple et caricature forcée dans la peinture du milieu.

LE RENARD DU DÉSERT.

Dimanche 7 mars, TF 1, 20 h. 30.

Tentative d'explication psychologique du comportement du maréchal Rommel. Ce film de Dino Risì.

COUP DE FOUE EN RETOUR.

Mardi 9 mars, FR3, 20 h. 30.

Un western de série où ne manquent ni Indiens, ni bandits, ni cow-boys, ni fièvre de la loi. Réalisation efficace pour un spectacle dans un fauteuil.

LA FEMME DU PRÊTRE.

Mardi 9 mars, FR3, 20 h. 30.

Adaptant avec une fidélité scrupuleuse le livre de Soljénitsyne, Casper Wrede la réécriture à son aise, et son film est privé de l'émotion qui ferait que nous nous sentions tous concernés. Mais Tom Courtenay est Ivan avec émotion et talent.

COUP DE FOUE EN RETOUR.

Mardi 9 mars, FR3, 20 h. 30.

Un western de série où ne manquent ni Indiens, ni bandits, ni cow-boys, ni fièvre de la loi. Réalisation efficace pour un spectacle dans un fauteuil.

LA FEMME DU PRÊTRE.

Mardi 9 mars, FR3, 20 h. 30.

Adaptant avec une fidélité scrupuleuse le livre de Soljénitsyne, Casper Wrede la réécriture à son aise, et son film est privé de l'émotion qui ferait que nous nous sentions tous concernés. Mais Tom Courtenay est Ivan avec émotion et talent.

Même si la magie du lien se perd, le drame se concentre sur les visages de trois personnages. Timon (François Marthuret), jeune aristocrate décadent, distribue ses richesses pour se faire aimer, pour régner tranquillement. Face à ce représentant des pays libéraux surdéveloppés, le tiers-monde, sous les traits du philosophe lucide et ricanant (Malk Bagayogo), dont les avertissements ne sont pas entendus. Et enfin Alcibiade, le général « pur et dur », qui attend et saisit l'occasion d'installer sa dictature à la péruvienne. Alcibiade, c'est Bruce Mayer, qui brûle et glace le petit écran de son regard clair, de son fanatisme, de sa puissance.

TÉLÉ-ROMANS : NOUVELLES D'HENRY JAMES.

À partir du 13 mars, TF1, 21 h. 30.

La plus célèbre nouvelle d'Henry James, l'image dans le tapis, révèle, un siècle avant le nouveau roman français, l'existence en Amérique d'un style romanesque « formaliste », où le sens du récit détermine son agencement. Plus connue, l'histoire du Tour d'érou — sujet d'un film d'horreur célèbre — appartient à la veine fantastique de l'auteur.

Quatre réalisateurs (les Français Claude Chabrol et Paul Seban et les Britanniques Tony Scott et l'Allemand Volker Schlöndorff) ont choisi, dans les textes et dans les « couches » complexes du récit jamesien, ceux qui correspondent à leur style et à leurs préoccupations : de l'histoire linéaire aux discours imbriqués, cinq lectures de James pour un recueil télévisuel de six nouvelles.

PORTRAIT DE L'UNIVERS.

« SONT-ILS BÊTES, SONT-ILS MÉCHANTS ? ». Lundi 15 mars, A2, 21 h. 45.

La violence est un phénomène spéci-

fique des sociétés humaines. Triste privi- lège. Jacques Boulleaud raconte et montre une horde de loups qui vit presque à l'état de nature au zoo du Tertre-Rouge, à La Flèche. Le professeur Mourel, spécialiste du comportement animal au zoo de Vincennes, dégage les grandes lois auxquelles obéissent les animaux supérieurs organisés en sociétés. Tous deux emploient des mots qui nous sont familiers : « hiérarchie », « organisation », « dominance », etc. Le docteur Henri Laborit, spécialiste du cerveau humain et de ses liens avec l'agres- sion, a découvert la chlorpromazine, un médicament qui apaise l'agressivité. Sur- tout, il tente de voir si cette agressivité incontrôlée à des bases physiologiques, et quels sont les mécanismes internes qui l'accompagnent, qui la déclenchent. L'émission de Jean Lallier et Monique Tosello ne conclut pas. Elle réinsère dans un contexte scientifique le grand débat actuel sur les formes nouvelles de violence.

LINGUISTIQUE : DE TOUT LES LIEUX DU FRANÇAIS.

À partir du 15 mars, TF1, 22 h. 5.

Trente poètes réunis sous la présidence de Pierre Emmanuel : étrange assemblée. Ils écrivent tous en français, langue de la colonisation, c'est leur seul point commun. Car entre leurs pays, il y a autant de distance qu'entre leurs visages et leurs poèmes. Rien à voir entre la violence du Marocain Tahar Ben Jelloun et la nos- talgie du Mallen Massé-Massé Djabate.

Certains vivent dans une sorte de schizophrénie le fait de ne pas pouvoir écrire autrement qu'en français. Mais, pour beaucoup, c'est un choix. Le pré- sident Senghor se souvient quant à lui de ses études à Paris, et de la haine qu'il menait alors pour la reconnaissance de l'identité noire.

IL ÉTAIT UNE FOIS UN FLIC.

Dimanche 14 mars, TF 1, 20 h. 30.

Trafic de drogue, rivalité de diverses polices et mésa- ventures d'un « flic », celiba- taire endurci, pourtant, pour les besoins de la cause, d'une femme et d'un enfant encom- brants. Excellent et divertis- sant film commercial, bien servi par les dialogues de Francis Veber.

LA GARNISON AMOUREUSE.

Dimanche 14 mars, TF 1, 20 h. 30.

Ennemi d'une tête brû- lée qui, dans un pénitencier digne de l'époque de Je suis un écadé, reste obstinément attaché au principe de l'unité individuelle. La force de l'interprétation de Paul Newman fait passer — oublier — cer- taines conventions de la mise en scène.

LUKE LA MAIN FROIDE.

Dimanche 14 mars, TF 1, 20 h. 30.

La rébellion d'une tête brû- lée qui, dans un pénitencier digne de l'époque de Je suis un écadé, reste obstinément attaché au principe de l'unité individuelle. La force de l'interprétation de Paul Newman fait passer — oublier — cer- taines conventions de la mise en scène.

WEEK-END.

Dimanche 14 mars, A2, 22 h. 35.

Pessimiste, provocant, agres- sif, Godard donne de la civi- lisation du week-end une vision de cauchemar et in- vente le Front de libération de Seine-et-Oise, qui pratique la

WEEK-END.

Dimanche 14 mars, A2, 22 h. 35.

Pessimiste, provocant, agres- sif, Godard donne de la civi- lisation du week-end une vision de cauchemar et in- vente le Front de libération de Seine-et-Oise, qui pratique la

RADIO-MONTE-CARLO.

5 h. 30. Informations et variétés ; 9 h. 30. J.-P. Foucault ; 12 h. A vous de jouer ; 12 h. 25. Quinze ou double ; 14 h. 10. Le cœur et la raison ; 15 h. 10. 16 h. Cher- chez le disque ; 17 h. Taxi ; 19 h. Hi-Passé ; 20 h. 5. Tohu-Bahut ;

FRANCE-CULTURE.

(le di- manche) : 7 h. 15. Horizon ; 8 h. Orthodoxie et christianisme orien- tal ; 8 h. 30. Service religieux pro- testant ; 9 h. 10. Écoute Libre ; 9 h. 40. Divers aspects de la pensée contemporaine ; le Grand Orient de France (le 7) ; Le Livre pensée française (le 14) ; 10 h. Messe.

Radioscopie.

FRANCE-INTER : 17 h. Jac- ques Chancel reçoit le professeur Henri Baruk (lundi) ; l'acteur Ro- bert Manuel (mardi) ; le peintre Olivier Debre (mercredi) ; Henri Guichard, berger (jeudi) ; le ro- mancier Jean Chalon (vendredi).

ABRÉVIATIONS

Dans ce supplément radio- télévision, les signes (*) res- pectent à la rubrique Sonorité, (R) aux articles de première page de l'encart, (S) indique des émissions sortant de l'ordi- naire ; (N) les programmes en noir et blanc diffusés sur les chaînes en couleurs ; (R) les re- diffusations ; (S) les émissions de France-Culture en stéréophonie.

LA PHILOSOPHIE

par Jean Lacroix

PASCAL

L'OUVRAGE de Pierre Magnard sur la nature et l'histoire dans l'apologétique de Pascal est l'un des plus importants, sinon le plus important, qui lui aient été consacrés. Tout en tenant compte des travaux antérieurs, l'auteur nous met en contact avec ce qu'il y a de plus profond et de plus intime chez Pascal, en nous invitant à cheminer avec lui dans une lecture directe. Il ne propose pas une nouvelle interprétation des Pensées; ce serait les déformer.

Il entre dans la demeure de Pascal, il la visite dans sa multiple dimensionnalité. Il découvre les coins les plus cachés, les oppositions voulues et souvent révélatrices. Il ne s'agit pas de les expliquer, mais d'en dégager le sens. L'apologétique pascalienne est une découverte des significations, une herméneutique. Les oppositions n'ont pas à être défigurées pour devenir les éléments d'un système; les moments d'une dialectique; elles se signifient mutuellement en signifiant ce qui les dépasse. Il ne faut pas systématiser les Pensées, mais les lire, « dégrader une poétique des incommensurables connaissances qui font un ensemble cohérent de ces pages désassemblées ».

L'écriture célèbre la nature : « Les cieux racontent la gloire de Dieu », tandis que le cri de Pascal peut paraître scandaleux : « Le silence éternel de ces espaces infinis m'effraie ». C'est que la nature nous échappe; tout le monde sensible n'est qu'un trait imperceptible dans l'ample sein de la nature. Nous ne connaissons ni son commencement ni son origine. On ne trouve rien à partir d'elle, et l'idée traditionnelle d'une philosophie de la nature doit être rejetée. Seul celui qui la connaît déjà y peut lire Dieu : elle n'a de sens que pour le croyant, et les symboles mathématiques, analysés avec précision par Magnard, permettent alors d'exprimer ce sens. Ce qui empêche surtout une vraie connaissance de la nature, c'est qu'elle n'a pas de centre.

La vieille image de la sphère infinie dont le centre est partout et la circonférence nulle part est déjà éblouissante; elle dit l'absence de totalisation, mais, celle-ci étant infinie, celle-ci est inférieure.

* Nature et histoire dans l'apologétique de Pascal, par Pierre Magnard. Publications de l'Université de Dijon, Société des Belles Lettres, 1975, 425 pages, 75 F.

fectible. Parler de l'homme dans l'unité vers ne signifie rien. Lire le monde, ce sera au contraire comprendre que l'homme est tombé de son vrai lieu sans pouvoir le retrouver. Seule la conversion à Dieu lui permet de se situer. La « machine mathématique », alors, peut être utilisée comme un symbole de l'esprit humain enregistreur des données de l'expérience pour les mettre en forme et leur permettre de devenir des figures d'une vérité plus haute.

Si la nature est une écriture qui relève plus d'une séméiologie que d'une cosmologie, il en va de même de l'homme : lui non plus n'a pas de centre. Il ne saurait trouver dans sa pensée l'assurance que lui refuse le monde et oscille sans cesse du dogmatisme au pyrrhonisme. Visiblement égaré et tombé de son vrai lieu sans pouvoir le retrouver, il est « sans assiette et sans repos ». L'homme n'a pas — n'a plus — de nature; il est en situation, en condition, et cette condition est l'absence. Il tend au bonheur, mais sa quête avorte; il s'élève, en objet. Dieu et l'imagination s'entrelient et se multiplient l'un l'autre dans un vide sans fin. Aussi la remontée à l'origine ne saurait-elle nous renseigner sur notre destinée, car elle va à l'infini. L'imagination est l'instabilité originelle, qui unit vérité et mensonge, « d'où vient plus tard que l'homme se soit fait tel qu'il est ». L'homme est partagé entre l'être et l'apparence, et c'est parce qu'il manque d'être qu'il doit apparaître; le masque ne se distingue pas du visage. Il ne saurait donc pas plus y avoir de philosophie de l'homme et de son histoire que de la nature. Pascal, avant Kierkegaard, a pu être considéré comme le premier existentialiste, à condition de ne pas prendre l'existentialisme pour une philosophie. Il fait une analyse concrète de l'homme jeté dans un monde qui lui échappe autant que lui-même, une anthropologie; il donne un cryptogramme de la condition humaine. Son but est de le décrypter.

Les notions de figure, de figuratif commandent ce décryptage. Par là est éliminée toute dialectique; pas de

compensation des contraires les uns par les autres, pas de recherche du centre d'un système universellement explicatif. La relation figurative, sans effacer la discontinuité des ordres, permet d'établir entre eux une gradation et de comprendre l'intérieur dans le supérieur à partir d'un « point haut ». Au lieu de centre géométrique, ce point haut signifie un site supérieur et projectif qui éclaire l'intérieur et le site. Il ne suffit pas de tenir en équilibre le fléau d'une balance, ce qui reviendrait à annuler les contraires alors qu'il faut conserver les exigences de chacun des éléments opposés. Ce point haut, qui permet de situer les niveaux et de déchiffrer l'énigme de la condition humaine, le christianisme le fournit. Pour Pascal, il ne s'agit pas d'en « prouver » la vérité.

C'est un pari qu'il faut faire, parce qu'on y est obligé, parce qu'il n'est pas possible de la réalité naturelle et anthropologique. En parlant pour lui, l'homme renonce à fragmenter le destin en probabilités. Seul un mouvement de transcendence permet à l'homme d'échapper à son égarement en le faisant passer du plan de la nature à celui de la grâce. La foi n'est pas raisonnable parce que son contenu serait démontable, mais parce qu'elle est le gage d'une plus haute intelligence du destin de l'homme. Il n'y a rien de plus conforme à la raison que ce désaveu de la raison. Le dogme du péché originel, bien qu'incompréhensible, rend compte de la réalité et de la duplicité de l'homme. Le mystère est une vérité qui nous dépasse, mais aussi nous comprend : incompréhensible en lui-même, il fait comprendre le réel. Il y a trois ordres : l'ordre de la chair, l'ordre de l'esprit, l'ordre de la charité. Chaque ordre est la « figure » de l'ordre supérieur, mais on ne peut les lire qu'à partir du point le plus haut.

Tout alors s'ordonne et devient cohérent dans l'anthropologie et la théologie pascalienne, qui se répondent : le

« paradoxe » religieux assume le « paradoxe » anthropologique. Le bien universel est en nous et n'est pas de nous. Aussi faut-il se méfier de l'intériorité elle-même : le spirituel juge le psychologique. Pour être révélateur, l'intériorité doit être déchiffrée. La charité joue ainsi un triple rôle pédagogique, méthodologique et spirituel. Le sens du symbolique fait apparaître une relation figurative entre les différents ordres de réalité. L'unité n'est plus celle d'un système cosmologique, mais d'un vaste jeu de symboles.

D'un ordre à l'autre, le symbole permet aux linéaments disjoints de se répondre pour devenir les signes manifestes d'une vérité jusqu'alors cachée — du « caché ». Mais, en même temps, cette théorie des ordres, maintenant une dévaluation insurmontable entre le cœur et la raison, rend caduque toute totalisation du savoir et impossible toute félicitation du moi. Le rôle pédagogique de l'écriture de la charité apparaît alors clairement puisqu'elle « consiste principalement en la digression sur chaque point, qui a rapport à la fin, pour la montrer toujours ». La figure ne s'ouvre qu'à la charité, à cette fin toujours montrée. Il faut partir de la fin pour saisir la nature à l'origine; elle donne sens aux promesses de la nature comme de l'esprit. Il n'y a de véritable histoire en définitive que celle du salut. C'est elle que trace Pascal, en montrant que, seule, elle décrypte la réalité, qui figure ce cheminement. Tout est écriture. Il faut apprendre à lire. Cet apprentissage, cet accomplissement de la pensée et de l'existence se trouve dans l'écriture sainte, qui est la clé de toute autre écriture. Toutes les lectures sont vaines qui ne ramènent pas au Nouveau Testament. Encore faut-il le lire non pas seulement suivant le sens charnel, mais selon le sens spirituel. Ce sens spirituel, c'est la loi d'amour qui fait passer l'homme de la cupidité à la charité. On lit alors avec son cœur — un cœur enivré par la grâce et la charité, et qui éclaire la raison.

Ce cœur enivré par la grâce et la charité, c'est le cœur uni au Christ. Imaginons une révolte des membres contre

le corps, et nous aurons une juste idée du péché : un démembrement de nos organes menant une vie distincte, c'est la figure de l'état de déchéance. L'incarnation de Jésus-Christ, c'est le mystère du salut, mystère de l'union ineffable de deux natures en l'homme-Dieu. Il s'incarne en un être de détresse et, en s'y incarnant, il la partage.

Pascal va jusqu'à dire qu'il épouse en l'homme le péché sur un mode expiatoire. Le dogme chrétien ne résout pas les contradictions d'une vie distincte de l'humaine; il les fait plutôt apparaître. Jésus n'est pas tant un centre de rééquilibrage que de rupture; il est venu apporter le couteau et non la paix. L'union des deux natures en lui nous révèle pour nous l'union de la nature et de la grâce. S'unir à Jésus-Christ, c'est épouser le « scandale de la croix » et par là comprendre l'homme lui-même, le sauver comme Jésus l'a sauvé. L'incarnation nous réconcilie avec nous-mêmes et avec les autres comme avec Dieu. Le Christ, ce sont les membres réunis, le corps reconstitué. On s'aime parce qu'on est membre de Jésus-Christ; on aime Jésus-Christ parce qu'il est le corps dont on est membre. « Tout est un. L'un est dans l'autre, comme les trois personnes ». Le véritable milieu humain, c'est le corps mystique de Jésus. Le Christ incarne, c'est pour nous la totalité du sens; il permet de déchiffrer non seulement le sens de l'écriture, mais celui des sentiments et des passions de l'âme; du désir, du dégoût et de la fascination, du vertige et de l'effroi, tous les modes de conduite humaine. Telle est l'ultime clé du cryptogramme humain, tel est le cheminement de la quête de Dieu dans son incognito.

LIVRES REÇUS

— Les Grands Domaines de la philosophie, par Alfred Ayer (traduit de l'anglais par Martine Gontallier). Seuil, 1976, 48 F.
— Machines textuelles, déconstruction et libération d'écriture, par François Laruelle. Le Seuil, 1976, 50 F.
— Rimbaud devant Dieu, par André Thibaut, Librairie Corti, 1975, 85 F.
— La Souffrance de Dieu, par François Varillon, Le Centurion, 1975, 23 F.
Ce livre et le précédent, l'Épître de Dieu, forment un diptyque constituant l'une des meilleures analyses de la spécificité et du sens du Dieu chrétien.

GÉNÉALOGIE

Les cent dernières années

Pour faciliter la recherche par le généalogiste amateur de ses collatéraux contemporains, Pierre Callery a étudié, dans deux articles antérieurs, les périodes qui vont des premières archives à la Révolution (« Le Monde », 18-19 janvier), puis de la Révolution à 1876 (« Le Monde », 15-16 février). Il examine ici les cent dernières années, avant de conclure, dans un quatrième article à paraître prochainement, par quelques indications utiles.

QUAND on en arrive aux cent dernières années, c'est à dire à la recherche généalogique devient réellement difficile. La consultation de presque tous les documents est réservée (1).

Sans doute, les personnes qui seraient autorisées à tout consulter pourraient retrouver les actes de décès grâce aux tables décennales et à leurs correspondances, la mention du notaire qui a réalisé la succession grâce aux registres de l'enregistrement, la liste complète et le domicile des héritiers grâce aux minutes du notaire en question. Et ainsi de suite. Tout cela, dans le cas le plus général, n'y a pas de difficulté; sinon, il se retrouvera presque dans la situation de l'amatour, il devra se fier à son intuition et chercher... presque sans méthode.

« Les copies d'actes de décès peuvent être délivrées à toute personne », dit la loi (2). Or, officiellement, il n'existe pas d'extraits. L'amatour est donc en droit de demander une copie intégrale, laquelle lui permettra de connaître non seulement le lieu et la date de naissance ainsi que le nom des parents mais aussi les mentions de mariage, de divorce.

Les faire-part de décès publiés dans les journaux locaux indiquent presque toujours des descendants ou des cousins. Il est tenté de leur écrire ou, mieux, d'aller leur rendre visite et de les interroger. Cela est d'autant plus facile quand le décès remonte à plusieurs années. L'accueil est parfois frais, il est plus souvent chaleureux; chacun aime parler de

lui et de qui s'y rattache (sa famille) ! Il est souvent tenté de l'interroger sur la mort. S'il a des enfants, la cause est gagnée presque toujours.

Pour les hommes, et aussi les femmes depuis 1945, de plus de vingt et un ans, et tout récemment de plus de dix-huit ans, il est également possible de les suivre à la trace grâce aux listes électorales. Comme je l'ai indiqué précédemment, En effet, la consultation n'est jamais réservée : « Tout électeur peut prendre communication et copie de la liste électorale et des tableaux rectificatifs à la mairie; ou à la préfecture pour l'ensemble des communes du département... » (3).

En outre, la copie intégrale de l'acte de décès de chacune des personnes citées sur le caveau d'un défunt permet parfois de compléter et justifier une filiation. Dans les grandes villes, le conservateur de chaque cimetière possède un ensemble de références sur les personnes inhumées.

Partis on ne sait où...

D'autre part, le secret des recensements de population a été établi avec rigueur en juin 1951, par la loi n° 51-771. Cette loi n'est pas rétroactive. S'applique en conséquence le décret de 1970 (4), qui autorise la libre communication des documents antérieurs au 10 juillet 1940, versés aux Archives nationales et départementales. L'étude approfondie des bordereaux de dénombrement, toute statique qu'elle soit, apporte alors un complément sensible à la recherche.

Enfin certains chercheurs, afin de retrouver la trace de cousins partis on ne sait où, s'attachent à l'examen minutieux de toutes sortes de recueils, de l'annuaire téléphonique au bottin mondain, en n'oubliant pas les nombreux répertoires professionnels, bulletins d'anciens élèves, liste des membres d'un club, etc.; et cela n'est pas ridicule. En effet, tout document, imprimé ou manuscrit, peut faire progresser la recherche et beaucoup, qui ne sont pas cités ici, viendront à l'esprit de maints lecteurs.

PIERRE CALLERY.

- (1) Voir « Le Monde » daté 15-17 mars 1975, page 15.
(2) Décret n° 68-169 du 15 février 1968.
(3) Décret n° 68-747 du 24 juillet 1968.
(4) Décret n° 70-1086 du 19 novembre 1970; voir commentaires de celui-ci dans la rubrique du 16-17 mars 1975.

CROQUIS

Une petite fille joue à la marelle

UNE enfant de douze ans joue à la marelle. Ayant tracé, selon l'usage, l'enfer, la terre et le paradis, elle en franchit aisément les limites, comme il faut passer les frontières à cloche-pied. Soudain, elle s'abîme sur la sol. Par chance, quelqu'un la relève; l'emporte. On cherche les causes de sa chute et, tout à côté, c'est bien l'enfant bête qu'on découvre, avec son sourire et ses dents; non pas l'abîme des anges déchus, mais le nôtre qui cache et nourrit nos machines. Trois ouvriers y sont morts, asphyxiés, d'autres étouffent; le drame est là, pourtant on a évité l'Apocalypse (1).

La petite fille est guérie. Nous lui dirons deux fois merci. Merci d'abord comme à la source-témoin qui, sans le savoir, donne l'alarme et limite les dégâts. Merci encore pour avoir, le 24 février, à 7 heures du soir, poussé son palet sur un trottoir en plein cœur de Paris. Ce n'est pas un geste banal.

La marelle est immémoriale, si son sens profond n'est perdu. Le rituel de l'enfance garantit la pérennité d'un monde où, parfois, le mystère se change en plaisir. Mais les carrières et les labyrinthes nequies du jeu ne se dessinent pas en toute saison. Comme les forêts des jardins de Chaillet et les longitudes de Recoless, c'est en mai qu'elle s'épanouissent. L'histoire du fait divers, en avance de huit jours sur le calendrier, annonce le printemps comme une jeune hirondelle. Saute et sans crainte, une fillette rythme le temps au son menu du palet qui résonne comme dans un poème d'Apollinaire :

« C'est la marelle qui s'effeuille...
La petite danseuse du crépuscule
est là, gardienne de la vie. Aux
entrées des victimes et de ceux qui
seraient pu le devenir, nous deman-
dons une grâce : qu'ils touchent à
la marelle en mars, au pied de la
tour. Nôble et de la tour Montpar-
nasse, à la porte des supermarchés,
des aux-shops et des cafés
nucléaires. Pour être alors le pire
nôde sera-t-il égaré. »

ALICE FLANCHÉ.

- (1) Le 14 février, après la fermeture de la Samaritaine, une équipe procède au nettoyage du puits destiné à refroidir la machinerie. Des émanations d'hydrogène sulfureux se produisent. Les pompes se sont arrêtées que parce qu'une fillette de douze ans, jouant dans la rue, se trouve étouffée. Trois ouvriers tombent à terre, plusieurs personnes intoxiquées sont en traitement.

HUMEUR

Procédure d'urgence et condamnation avant jugement

LE hasard d'un travail personnel m'a, ces jours derniers, remis sous les yeux un certain nombre de documents relatifs à « l'affaire Dreyfus ». J'ai tenté bien sûr tout d'abord de saisir le souvenir de cette monumentale erreur judiciaire venue naturellement à l'esprit de ceux qui ont pour tâche d'observer les maux de la justice. Trop naturellement peut-être, puisqu'il est bien connu que l'histoire ne se répète jamais ! Mais le hasard étant ici seul en cause, je ne ré siste pas à tenter de rappeler à ceux qui l'ignorent ou l'ont oublié que c'est à son origine le ressort politique et secret de l'affaire. On verra peut-être pourquoi tout à l'heure.

Nous sommes au milieu du dernier trimestre de 1894. Gastimir Périer vient, à l'Élysée, de succéder à Sadi Carnot, assassiné. Le bruit des dernières explosions anarchistes est à peine éteint et les remous du scandale de Panama laissent à peine calmer. Charles Dupuy préside le conseil des ministres; Hanotaux est au Quai d'Orsay et le général Mercier ministre de la guerre.

Dans les dix jours

Depuis le 15 octobre, un certain capitaine Dreyfus, polytechnicien, breveté de l'École de guerre et major de l'état-major général de l'armée, est en prison au Cherche-Midi. Le « bordereau » trouvé par une femme de ménage dans la corbeille à papiers du colonel Von Schorckorpen, attaché militaire allemand, à un officier de la section de statistique de l'état-major (service de renseignements) a permis de soupçonner Dreyfus, puis de l'inculper de haute trahison. Tout cela est fort connu.

C'est alors qu'intervient Mercier, le ministre de la guerre, que la presse de droite — toute-puissante dans les milieux militaires — dépêche chaque jour que Dieu fait le général Hanotaux, plus ou moins perdu aux juifs, va-t-il se faire le complice du traître ? A la vérité, la presse s'est déchainée depuis le 1^{er} novembre, jour où la Libre Parole de Drumont, champion de l'antisémitisme, informe par l'état-major, a fait un gros titre en « une » avec le nom du « traître » : le capitaine Dreyfus. Cinq jours après, Mercier est harcelé même le vieux commandant Rochefort

s'en mêle, stigmatisant dans l'Intransigeant l'inculture, la bêtise et la malvaillance de notre ministre de la guerre.

Mercier est inquiet. On le tient pour républicain et parce qu'il ne va pas à la messe, « note Henri Guillemin (1) ». Sa position politique est menacée; Hanotaux est furieux et désapprouve les poursuites; Poincaré, qui est aux finances, déconseille aux colonies. Leguay, à l'instruction publique et Bartheaux aux travaux publics, ont été ulcérés d'apprendre par la presse du 1^{er} novembre l'affaire dont quelques ministres s'entretenaient depuis un mois. La droite menace d'intervenir. Mercier, qui hésitait, n'hésite plus. Ce militaire est un « politicien » de la plus basse espèce : en toute connaissance de cause — cela ne fait plus aucun doute aujourd'hui, — il décide d'agir jusqu'au bout contre un officier qu'il « sait innocent ».

Le 17 novembre, il fait une déclaration au Journal : l'instruction poursuivie contre Dreyfus « sera close dans les dix jours ». Cette déclaration, cela va de soi, est assortie de considérations sur son respect de la séparation des pouvoirs et du rôle propre de la justice militaire.

Mais, le 22 novembre, Drumont assénait encore le général, et de la meilleure manière : « Ou bien le général Mercier a fait arrêter sans preuves le capitaine Dreyfus, et dans ce cas sa légèreté est criminelle, ou il s'est laissé voler les pièces établissant la trahison, et dans ce cas son imprudence est une bêtise. Dans les deux cas, le général Mercier est indigne du poste qu'il occupe. Dans sa situation, on est aussi coupable d'être bête que criminel. »

Mercier, poussé à bout, fait des confidences à Charles Leser, du Figaro (28 novembre) : « Tout ce que l'on peut répéter, c'est que la culpabilité est absolue, certaine... Il laisse entendre de surcroît que Dreyfus était en relation depuis trois ans avec l'Allemagne. Le 29, dans la Gaulois, Arthur Meyer proteste : « Le général Mercier fait ou laisse publier une longue interview sur le capitaine Dreyfus qui est plus qu'un réquisitoire, qui est une véritable condamnation, un arrêt de mort... Si le ministre de la guerre prononce un tel arrêt, quelle liberté restera-t-il au Conseil de guerre qui va être appelé à juger ce prévenu ? »

Ces faits sont historiques et anciens. Toute ressemblance avec des faits récents serait, naturellement, fortuite.

C'était abominable, mais Mercier a gagné. Il ne se contentera plus désormais de suggérer aux juges leur verdict, il fera faire des faux pour entraver leur conviction. Et la presse de droite lui redonnera sa confiance. Après la condamnation de Dreyfus, le 22 novembre, il deviendra même l'« homme providentiel ». La Libre Parole du 15 décembre écrit : « Le général Mercier, par sa fermeté, par sa franchise, par son patriotisme, a eu raison de ses ennemis [les juifs], qui complotaient dans l'ombre... »

La paix de la conscience

A la mi-juillet 1906, après l'arrêt définitif de la Cour de cassation qui reconnaît l'innocence de Dreyfus, on vote au Sénat sur les lois spéciales qui vont nommer Picquart général de brigade et Dreyfus chef d'escadron. Un orateur flétrit les auteurs des crimes relevés par la Cour de cassation. Un sénateur proteste, invoquant la loi de réhabilitation, et se consacre à l'histoire. Une immense manifestation d'interrompt. Un de ses collègues, Delpeuch, se lève et crie :

« Si nous voulions pousser plus loin notre besoin de justice, il est un homme qui devrait remplacer Dreyfus au bague : c'est vous, monsieur ! »

Mais l'histoire sait très bien donner une fin morale aux intrigues qu'elle nous. Le sénateur Mercier, élu par les royalistes de la Loire-inférieure, vécut, l'innocence, dans la paix de sa conscience, jusqu'en 1921.

RAYMOND THÉVENIN.

- (1) L'Enquête Esterhazy. René Guillemin, Guillemin (1969).

Publié par la S.A.R.L. Le Monde.
Directeur : Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Sarragat.

Imprimerie du « Monde »
57, rue de Valenciennes
PARIS-18
1974

Reproduction autorisée de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 57497.

SOCIÉTÉ

A PARIS

L'agonie de l'îlot 8/403

Le quadrilatère des rues du Grenier-Saint-Lazare, Beaubourg — îlot 8/403 — constitue hier encore le type même du village oublié en plein Paris. Du passage de la Réunion à la rue du Maure, de l'impasse Beaubourg à la rue Brantôme, cent fois, j'y ai misé, fasciné. Qu'on y vécût heureux n'est pas sûr. Qu'on y vécût chez soi, c'est certain.

Il y a quelques jours, j'ai voulu revoir ce village où même les pierres avaient un regard humain. Un océan de décombres m'a arrêté. J'ai gardé de mauvaises manières. Je ne puis passer devant un immeuble abandonné sans éprouver de l'émotion et entrer. Si strict que soit, la clôture, il y a toujours une faille. Au 184, rue Saint-Martin, j'ai trouvé celle de l'îlot : une dalle de fibrociment crevée. Je m'y suis glissé.

Un îlot voué à la destruction se peuple en une nuit. Vieilles, accablées, traîne-patins, clochards, vannés, hippies, toqués... le peuple des trottoirs afflue en silence. Il y a beaucoup de gens à Paris qui, de leur vie, n'ont eu une chambre n'ont pas su domestiquer le hasard, c'est la dernière vague : celle des naufrages qui n'en finissent pas de trouver un rivage.

J'ai voulu évaluer dans toute sa masse les capacités d'accueil d'un îlot à la dérive. Interdit par des planches en croix, un escalier me barre la route. Je passe. Mais un homme, à mon arrivée, lève son grand corps de singe défranchi. « Bonjour, monsieur ». Rien ne plaît tant au clochard qu'être appelé « monsieur ». Mais celui-ci n'est pas un orateur. Dans sa main, un couteau. Ouvert. Je souris doucement et laisse à ses rancœurs ce misanthrope malgré lui.

Encore grenier. Une porte s'ouvre avec lenteur.

« On cherche un petit logement ? »

Un Noir en jeans m'interpelle, de ceux qui se croient bohèmes et ne sont que pauvres. Son hilarité hagarde m'étonne. Derrière, dans un sac de couchage très sale, une femme. Il y a des moments où trois personnes font une foule. Je m'efface.

Encore un escalier de bois, mais aux marches arrachées — il faut bien se chauffer. Je me hisse. Épais par la poussière, le silence se fait compact. Je n'aime pas gâcher mes impressions, mais une angouisse vague me pèse comme l'air froid qui sort d'une grotte. Qui sait ce qui peut arriver ? Personne.

J'attends le fond des combles réservés aux vieillards et aux Africains du Nord. Les chambres se font de plus en plus exigües. Elles ne contiennent qu'un divan brisé. La vie dans un mouchoir de poche.

Le sol est un tapis de détritus. Certains révèlent des tragédies intérieures sans remission. Ainsi, la photo sépia d'une vieille femme : une pauvre face molle et meurtrie qui semble avoir été boxée par la mort. Au dos : 1894.

Des lettres aussi, qui ne s'envoient pas.

« Berlin, le 24 avril 1951.

« Mon ami Hamida Kader, tu ne m'a pas oublié ? Je suis content d'entendre des nouvelles de toi. Pourquoi vas-tu rester à Paris ? Moi, je comprends que Paris est belle et amusante et que tu chasses les filles. Un jour, je vais rentrer à Paris pour revoir ses petites rues, ses cafés, la Seine quand il fait nuit, le marché des Pucelles, les clochards. J'ai une nouvelle pour toi. Je m'appelle maintenant Uta Laban. Je suis mariée depuis le 19 janvier.

Mon mari enseigne les enfants dans les écoles. Il m'aime de tout son cœur et il m'aime pour TOUS JOURS. Il ne cherche pas les autres filles parce que je suis avec lui. Notre amour est si grand et fort que rien du monde peut le changer. Toi, Hamida Kader, tu resteras un bon ami pour moi. Tu m'as donné ton cœur et ton amour et je t'ai aimé beaucoup. Mais il y a des jours où je ne puis pas rester seule. Je deviens triste et je reste seule.

« Je t'embrasse, mon ami Hamida Kader.

Uta. »

Ailleurs, des diplômés de pauvres. Sous un verre noir, un certificat d'études de 1897 attestant que « Baroux Eugène, Cyrille a été fuge digne... » pour « servir et valoir ce que de droit ». Plus loin, dans les ordures, une médaille d'honneur du travail (en papier) décernée à « Baroux Lucien, Edmond », cette fois « ajusteur chez M. Sarrazin, industriel, à titre de récompense

pour 25 années de service dans le même établissement ».

Je m'entonce dans un marécage de souvenirs. Partout, des images de première communion, dédaignées des chineurs. Une photo de mariage crisse sous mes pas. C'est un festival de chapeaux 1900. Parmi vingt têtes décevantes et déçues, un visage de jeune femme me surprend. On la si farouchement gracieuse qu'il est méconnaissable. Quel, dans cette soupente, pensa, un jour, qu'un portrait était la présence d'une absence et que c'était insupportable ?

J'ai révisé le passé. Je réveille encore le présent en me repliant. Blotti dans un angle, un visage en peine me fixe — une tristesse obsédante au fond des yeux. Une femme, semble-t-il, plus que morte. Elle me hait à tout hasard. Elle souffre du froid, de la fatigue, de l'ennui. Peut-être ses sensations se limitent-elles. Tout sourit en elle : vous voyez bien que je n'existe plus ! Elle demande : « Un petit sou ? » La modicité de sa mendicité m'arrête. « Hélas ! On se demande à quoi pense le bon Dieu ! » conclut-elle pour me remercier.

Dans la cage sans barreaux du dernier escalier, je me penche. La rue Brantôme est rayée de la carte. De la rue du Maure, il ne reste que quelques façades mortes. Autour d'un feu, quelques herbes. Notes pas même l'ivoire, l'autre impuissant à naître, Paris agonise. Paris meurt. Il ne restera jamais de ces cendres-là. La nouvelle lune ricane au-dessus de la ville.

PIERRE LEU-LIETTE.

DIGNE SAISIE PAR LA DÉBAUCHE

Le mouton noir et la Pasionaria

« Nous avons une très belle jeunesse à Digne. Je peux le dire. Un excellent état d'esprit. Les Alpes-de-Haute-Provence sont d'ailleurs un département tranquille. La prostitution n'existe pas ou très peu, et, quand elle apparaît, elle est aussitôt réprimée. La population et la jeunesse sont très saines. »

L'origine de l'affaire, ou du moins de la publicité qui en est faite, deux articles de *Nice-Matin*. Le 31 janvier : « Depuis trois semaines environ, un certain Serge Doff est recherché dans le cadre d'une enquête relative à un viol inqualifiable commis sur la personne d'un mineur et dans des circonstances particulièrement odieuses. » Le 12 février : « Des faits troublants tendent à faire apparaître une sorte d'entreprise de corruption s'exerçant dans les milieux les plus jeunes et les plus variés de Digne. (...) L'affaire Doff n'est assurément pas un cas isolé. » Et le journaliste de laisser entendre que ces « débaucheries » sont « orchestrées » par des enseignants — qui seraient, de surcroît, des pourvoyeurs de drogue. « Mais la perversion ne devient-elle pas subversion, poursuit-il superbement l'auteur de l'article, quand le raptillage s'étend aux jeunes pensionnaires du centre d'action sociale ? »

La riposte ne se fait pas attendre. Des tracts, tournant en dérision les articles de *Nice-Matin*, sont distribués dans les boîtes aux lettres. Un comité de lutte contre la répression se constitue, qui dénonce la « manipulation crapuleuse » de l'opinion à laquelle se serait livré le journal. L'idée se répand dans le milieu visé par ces articles qu'il s'agissait d'une opération politique, tendant à déconsidérer la gestion socialiste de la municipalité, à la veille des élections cantonales. Pour faire bonne mesure, le *Provençal*, rival « socialiste » de *Nice-Matin*, écrit que : « tel un ado-lescent en mal de puberté, le chef-lieu cache et dissimule ses énormes turpitudes », et demande que « le linge sale soit lavé en famille ».

Enfin, le maire prit position : « Digne n'est pas une ville de débauche. La publicité qui risque d'être faite à notre ville est lamentable (...) J'ai l'impression que l'extrême gauche veut se servir de

Le commissaire principal Dantès a réuni les représentants de la presse dans son bureau. Faut-il que l'affaire soit grave ! C'est une question d'impact. A Lille, à Paris ou Marseille, cette histoire serait peut-être passée inaperçue. Mais Digne est une petite ville. »

celle affaire pour monter une agitation. Les choses en seraient peut-être restées là cependant si l'inculpation de Mme Nelly Cavallero, professeur de philosophie au lycée de Digne, n'était pas venue ajouter foi aux insinuations de *Nice-Matin* et, en même temps, renforcer la conviction du comité de lutte contre la répression qu'il s'agissait d'un « coup monté » (le *Monde* du 4 mars).

Mme Cavallero rendit publique son inculpation (excitation de mineurs à la débauche) et annonça qu'elle serait vraisemblablement suspendue de ses fonctions (ce fut chose faite le 3 mars). Dans un tract, elle se présente « trente-trois ans, divorcée, sans enfant, etc. », et laisse entendre que son inculpation ne devait pas être séparée du ressentiment que la direction du lycée éprouvait à son égard depuis un an. Elle énumérât ses « larmes » : elle apporte son soutien à la grève des élèves contre la réforme Haby ; elle participa à une grève des enseignants ; elle tenta sans succès, dans le cadre du M.A.C., d'organiser des cours d'éducation sexuelle au lycée. Elle a fait l'objet d'une enquête du recteur pour avoir donné en explication de texte un poème d'Antonin Artaud, dont le dernier vers parut scabreux.

Le motif de son inculpation est sans doute, écrit-elle, que Serge Doff, contre lequel a été lancé un mandat d'arrêt, fréquentait son appartement, qu'elle appelle « un local à vocation collective ».

Bien qu'elle se défende d'être une Pasionaria, il ne fait pas de doute que Mme Nelly Cavallero éprouve un certain goût pour la provocation. Son plaidoyer fut distribué dans les boîtes aux lettres, en compagnie d'autres tracts (signés par les membres du comité contre la répression), qu'elle dit approuver et dont l'ouvrage prêterait à sourire s'il ne révélait pas surtout l'immensité du

Alors... « Sans doute s'agit-il d'un problème d'idéologie, de philosophie. Mais je pense qu'il y a des limites, et c'est pourquoi nous avons mené une enquête. En tout cas, je peux vous assurer : les autorités s'efforcent, dans la mesure du possible, de remettre les choses dans le bon équilibre. »

commis sur des mineurs de moins de quinze ans, en réunion, sans violence. Il est possible de la cour d'assises et encourt une peine de cinq ans à dix ans de réclusion criminelle. Il est en fuite.

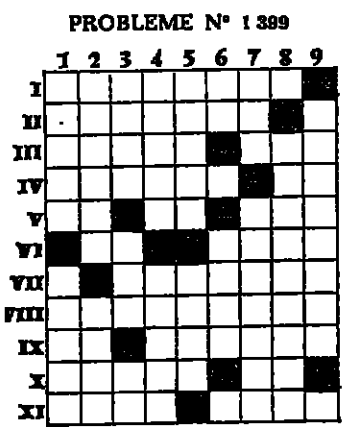
Nous l'avons rencontré près de la frontière. C'est un idéaliste. Il croit à l'amour, comme d'autres à l'argent, à la carrière ou au pouvoir. De toute évidence, une réincarnation de l'un des partenaires de Socrate décrits par Platon. Il est de Marçou, près de Digne : son père est manœuvre, il a sept frères et sœurs, n'a pas dépassé le niveau du certificat d'études. Avec l'accent du terroir, il raconte : « Des jeunes du centre d'action sociale (où sont placés les enfants sous tutelle) viennent chez moi ils avaient entre quatorze et seize ans. En fait, ils ne venaient pas pour moi, mais pour une amie qui n'était pas non plus Nelly : une fille maigre, aujourd'hui reprise en main par ses parents, les psychiatres, la police, ils venaient à la fois pour la porte au nez, mais je n'ai pas les recherches. Si j'ai eu des rapports avec eux, il ne s'est jamais agi de sodomie ; je ne la pratique pas. Je n'ai pas eu de relations avec eux. Si j'en ai eu, c'est avec des garçons, elle venait d'ailleurs. Je sais que d'autres la font avec eux. Nelly n'est pour rien dans cette affaire. Je profitais des heures où elle était au lycée ; la moitié de la semaine, elle n'était d'ailleurs pas à Digne. »

La plainte est venue des responsables du centre, qui voyaient certains de leurs garçons leur échapper. Quant à Nelly, peut-être lui est-il également reproché de ne pas avoir consulté la carte d'identité de certains de ses partenaires. A quelques mois près... Elle bénéficie — caronne ne le nie — d'une excellente réputation auprès de ses élèves.

OLIVIER POSTEL-VINAY.

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT
1. Moins solide quand il est petit. 2. Étaient donc facilement. 3. Agit à la manière d'un courtisan ; Ordre de sup-

pression. — IV. Conduisent : Deux consonnes. — V. Symbole chimique : En retard ; Invite une noble conquête à se diriger à gauche. — VI. Possessif : Très accessibles. — VII. Ressources des frondeurs. — VIII. Comme une réception grandiose. — IX. Pas divulgué : Assordis les couleurs. — X. Sont nommées pour la forme : Personne n'en a jamais vu un court. — XI. Port de France ; Pétrole dans une coupe.

VERTICALEMENT
1. Il faut reconnaître que ce n'est pas vraiment pas drôle ! Très capable. 2. Volatiles : La revanche du cerveau sur le muscle défaillant. 3. Dans une locution adverbiale courante : A la peau qui rougit avec le temps ; Abréviation. 4. Savait compter : Très naturelle. 5. Réduisent de volume : D'anciens n'arrêtaient pas de les faire danser. 6. Dans une défense ; Bonne pâte. 7. S'éclaire chaque matin ; Rendras brillant. 8. Travaillait industriellement. 9. Sont vraiment très simples.

Solution du problème n° 1388

Horizontalement
1. Empereur ; Eméché. — II. S.A. ; Cornet ; Shah. — III. Ficus ; Océ ; Is. — IV. R. ; Léa ; Mal. — V. Léa ; Gage ; Arène. — VI. Lige ; Tien. — VII. S.A. ; SO ; Indigent. — VIII. RD ; Ren- noir. — IX. Perd ; Oien ; Lave. — X. Foulés ; Egalés. — XI. Apode ; Nesus ; St. — XII. Ré ; Nerve ; Ré. — XIII. Musée ; Lière. — XIV. Ruer. — XV. Ure. — XVI. Tée ; Têler.

Verticalement
1. Esprits ; Ramure. 2. Manie ; Arp ; Ut. — 3. Né ; De- formée. — 4. Émulate ; Réduira. — 5. Rose ; Tordue. — 6. Er ; Age ; Ré. — 7. Unira ; Ingénu ; Lé. — 8. Ré ; Géniole ; Lit. — 9. Toge ; Die ; Oulle. — 10. Est ; Turres ; Er. — 11. Email ; Guéret. — 12. Es ; Régala. — 13. Chi- zine ; Al ; Veut. — 14. Hasan ; Nerve ; Ré. — 15. Eh ; Lant ; Estimer.

GUY BROUTY.

Journal officiel

Est publiée au Journal officiel du 5 mars 1976 :

— Une ordonnance n° 7-217 du 5 mars 1976, relative à la réduction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payable en 1976.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LES 3-76 A 0 H G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le samedi 6 mars à 6 heures et le dimanche 7 mars à 24 heures :
L'air froid qui recouvre actuellement la plus grande partie de l'Europe continuera à bloquer au large les perturbations de l'Atlantique, mais il donnera localement un temps instable, notamment dans le nord-est et le sud-est de la France. Dimanche, il fera encore assez froid le matin sur la majeure partie de notre pays, les gelées resteront nombreuses dans les régions de l'intérieur et il y aura des brulards dans l'Ouest et le Sud-Ouest. Le temps sera le plus souvent ensoleillé, mais les nuages seront assez abon-

PRÉVISIONS POUR LE 7-3-76 DÉBUT DE MATINÉE



Samedi 7 mars, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris - Le Bourget, de 1 012 millibars, soit 765 millimètres de mercure. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 5 mars ; le second, le minimum de la nuit du 5 au 6) : Ajaccio, 14 et 3 degrés ; Biarritz, 12 et 2 ; Bordeaux, 17 et -3 ; Brest, 15 et 2 ; Caen, 10 et -1 ; Cherbourg, 10 et 1 ; Clermont-Ferrand, 11 et -7 ; Dijon, 9 et -4 ; Grenoble, 11 et -3 ; Lille, 7 et -3 ; Lyon, 9 et -2 ; Marseille, 13 et 6 ; Nancy, 6 et -7 ; Nantes, 15 et 0 ; Nice, 13 et 8 ; Paris - Le Bourget, 9 et -3 ; Pau, 15 et 3 ; Perpignan, 15 et -1 ; Rennes, 14 et 0 ; Strasbourg, 5 et -2 ; Tours, 11 et -3 ; Toulouse, 15 et 8 ; Poitiers-Pitra, 23 et 22. Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 4 et -3 degrés ; Athènes, 10 et 6 ; Bonn, 4 et -3 ; Bruxelles, 5 et -4 ; Casablanca, 20 et 13 ; Copenhague, 0 et -1 ; Genève, 7 et -1 ; Lisbonne, 20 et 10 ; Londres, 10 et -1 ; Madrid, 16 et 0 ; Moscou, -3 et -9 ; New-York, 18 et 16 ; Palma-de-Majorque, 15 et 1 ; Rome, 12 et 5 ; Stockholm, 1 et -8.

Emploi

L'ALGÉRIE RECRUTE DES ENSEIGNANTS FRANÇAIS

Le ministère algérien des enseignements primaire et secondaire recrute des professeurs pour l'année scolaire 1976-1977 dans l'enseignement moyen et secondaire pour les disciplines suivantes : mathématiques, physique, sciences naturelles, technique (dessin industriel, mécanique générale, électro-mécanique, sciences agricoles), lettres françaises.

Les candidats peuvent choisir entre deux procédures : 1) Dans le cadre de la coopération culturelle franco-algérienne, ils doivent déposer leur dossier auprès du ministère français des Affaires étrangères (1). Le ministère algérien des enseignements primaire et secondaire souhaite dans ce cas que les postulants l'avertissent du

Automobile

En cas de perte du permis de conduire. Le projet de décret tendant à modifier le code de la route, afin de préciser qu'en cas de perte ou de vol du permis de conduire les récépissés de déclaration délivrés par les autorités administratives aux titulaires de ce document peuvent leur servir de titre pendant un délai maximum de deux mois, a reçu l'accord des différents ministères concernés. Ce texte doit être examiné incessamment par le Conseil d'Etat. A titre de réponse du ministre de l'Intérieur à la question écrite de M. Jean Cauchon, sénateur (Union centriste) d'Eure-et-Loir (Journal officiel du 4 mars).

صكنا من الامل

LETTRES

ARTS ET SPECTACLES

Comment nettoyer les caves d'Augias

(Suite de la première page.)

Le caractère sacré-sacré qui revêt le vin en France, d'un message quotidien en forêt, facilement matière à scandales. On reconnaît une époque est dramatique à vivre en ce que tous les sujets y coïncident à la gravité. Ainsi du vin, dont le domaine offre un parfait révélateur des tendances ambiantes. « Les affaires de trafic sur les vins sont explosives parce que politiques », déclarait un patron de la répression des fraudes. Cependant, depuis mai 68, on les étouffait volontiers pour ménager les agriculteurs dont la stabilité en la circonstance aurait assuré la survie du régime : « Le cop s'empare la France », comme disaient à peu près les monarchistes de naguère. Il est rare effectivement que les papilles de la nation s'insurgent contre ce qui provoque chez le dégustateur une révolution de palais.

« L'ameuse » à l'amp du vin - qui, selon le poète, chantait dans les bouteilles semble avoir frappé « la contagion lyrique » qui commentait cette boisson et ses problèmes. De subtiles digressions, parfois très informées, et l'imagination (cette fois de l'homme) ont tissé une sorte de saga du vin. Qu'en est-il aujourd'hui de la réalité, travestie sous le jargon des techniciens et les accessoires de couleur dont s'affublent les innombrables confréries vénévères ?

In vino veritas, prétend-on, pour souligner que la consommation est enclin à s'égarer. Le producteur lui-même, le fournisseur pas du tout. P.-M. Dourteault s'est donc attaché à mettre au jour certaines notions qu'on pourrait formuler par une autre locution latine : De vino veritas, la vérité à propos du vin.

Il y a quelques années, en l'avis de radeau d'une audience correctionnelle, nous assistions à la confrontation d'une dame et d'un vagabond qu'elle accusait de l'avoir agressé. Le prévenu somnolait, indifférent aux débats, quand la plaignante ajouta : « Mais qu'il pisse le vin ». On vit alors le clerc se dresser hors du box pour prendre l'assistance à témoin de l'absurdité évidente de la situation : « Vra que le vin pisse, maintenant ! ». Les juges, parurent impressionnés et P.-M. Dourteault, en personne, ne souscrivait pas à cette calomnie. Du moins d'après-t-il d'entrée de jeu deux fléaux généraux qu'il appelle les syndromes de Panurge, et la gangrène du productivisme.

Le syndrome de Panurge n'a rien à voir avec les célèbres moutons du château Rothschild. Il réside dans ce phénomène grégaire qui incite tous les vins à s'aligner par manipulations sur ceux d'être eux qui ont eu succès, plagiats qui n'ont souvent que la saveur du pastiche - Pastiche et Mimétisme, dirait déjà Marcel Proust, dans un tout autre registre. La gangrène du productivisme, comme en beaucoup de secteurs,

illustre ici une antinomie fondamentale entre les principes de qualité et de quantité. Depuis que l'œnologie a supplanté le maître de chai, certes les piquettes se sont rarifiées, mais les grands crus aussi. La technique a nivelé les qualités à la cote intermédiaire, au détriment du génie, au bénéfice de la quantité.

Les responsabilités sont partagées, véritable tissu de causes et d'effets enchevêtrés où se dessine le triple motif historique constitué par l'euphorie de 1955 à 1970, la spéculation en 1970-1974, la crise subséquente depuis 1975.

De bas en haut, on trouve d'abord les vigneronnes, soudain persuadées qu'ils sont le nombre de l'économie nationale, et qui font fi de tout sagement : plants malgrichons, vignobles trop étendus, récoltes précipitées et remontrées au sucre par abus de la chaptalisation, qui multiplie cent fois le débit de cette dernière au moment des vendanges. Mais les pouvoirs publics ferment les yeux, car l'intérêt du viticulteur favorise l'occurrence celui du bette-ravier.

« Ne coupez pas ! »

Ensuite viennent les négociants, auxquels on voudrait pouvoir crier : « Ne coupez pas ! ». Du moins en marge des recettes traditionnelles. Or, de l'aveu même des courtiers, intermédiaires entre le producteur et le marchand, entre le quart et la moitié des vins français d'appellation contrôlée ne méritent pas leur titre : ils ont cédé, « ramorqués », comme on dit dans le milieu. C'est la principale fraude à laquelle 95 % des négociants se sont livrés, un jour ou l'autre. Ils ont acheté l'équivalent d'une récolte, son papier, plus que le vin lui-même qui peut être médiocre, pavillon prestigieux qui couvre une marchandise hybride.

Au sommet de la démission s'épandait le fédisme de l'INAO. (Institut national des appellations contrôlées), fortement orienté par un Etat soucieux d'exporter davantage pour faire valoir l'argent de l'étranger. Or le bon Français moyen, disait jadis à sa bourgeoisie : « J'ai fait rentrer du vin », la bon ministre moyen dit à son président : « J'ai fait rentrer des devises ». Dans le protocole de la cour, le respect de la devise escamote celui de l'équité. Autant s'opposer le vin.

Néanmoins, son butin, chaparré au calambour, ne devrait pas nous tromper sur monde. Une des vertus de l'étude de P.-M. Dourteault réside à sa précision dans la topographie, la statistique, les dates. A la géographie sentimentale et anecdotique du vin dont on se contente généralement, elle substitue en filigrane un atlas de géopolitique et d'histoire, illustré par des témoignages certifiés d'origine. Face à ceux qui agitent pompeusement des notions farfelues,

M. Dourteault a écrit avec entrain un ouvrage très sérieux dont la lucidité et la pertinence étouffent jusqu'à profane la velle bien le gai savoir, qui vous offre, aux détour du chemin, d'admirables descriptions du domaine français et certains portraits de famille.

Avec ce « carnet de route impertinent » à travers les vignobles, P.-M. Dourteault entend les titres de ses admirations et de ses restrictions. C'est le livre des « oul-mais ».

Où, le Médoc produit quelques-uns des meilleurs vins du monde, et, s'enrichir ici, c'est vraiment se retrouver dans les vignes des seigneurs. Mais, d'un château à l'autre, comme disait Céline, ces seigneurs rivalisent de snobisme, de prétention et d'envie ; mais la course au rendement les a amenés à tricher sur les surfaces puisqu'il n'y a pas de cadastre pour les grands châteaux ; mais ils ont planté ainsi des vignes trop jeunes sur des terres inespérées, triplant la valeur des parcelles qu'ils se sont annexées.

Où, le vignoble bourguignon, onze fois plus exigeant que le bordelais et considérablement morcelé, fournit soixante-dix appellations contrôlées (vingt-cinq de plus que son rival aquitain). Où, cet éparpillement même, où la fortune est au bout du lopin, favorise un équilibre entre l'offre et la demande qui limite l'influence des spéculateurs à bout de ruse vers l'or. En 1972, a vu pointer le musée des jongleurs et des banques.

Où, un grand mythe, comme celui du champagne, à la vie dure, et le temps reviendra où les grandes maisons de Reims ou d'Épernay, pleines de faillite et de morgue, se hausseront du « col » du haut de leurs cent quatre-vingt quatre millions de bouteilles en 1974. Mais elles avaient le bouchon un peu loin et se retrouvent avec une vente annuelle de cent dix millions de « cols » et cinq à six ans de stocks sur les bras ; mais ils sont, de surcroît, partagés par une querelle des anciens et des modernes : malin...

A éplucher d'autre les vignobles, Pierre-Marie Dourteault ne se fera pas que des ennemis, si même il s'en fait. L'objectivité et l'humanisme de l'auteur en ses propos sont d'un homme de trop bonne compagnie pour qu'on ne voit dans les Bons Vins et les autres une défense et illustration de la vigne française.

Simplet, il n'est pas d'accord avec la commission de Nollens lorsqu'elle dit : « L'important n'est pas d'être sage, c'est d'être au avant des deux ».

ANTOINETTE BLONDIN.

« Les Bons Vins et les autres » par Pierre-Marie Dourteault, 256 pages, 35 F. Ce livre sera mis en vente dans les librairies à partir du 8 mars.

Théâtre musical

«YOUNG LIBERTAD», de Claude Prey, par l'Opéra-Studio

Refusant de se laisser abandonner par l'Etat et exilé à Lyon, c'est étonnant à Lyon que l'Opéra-Studio vient de monter son troisième spectacle, le plus ambitieux et le plus difficile. Un « opéra-studio » composé par lui, de Claude Prey, Young Libertad. Malgré la réaction négative du public, qui s'abandonne facilement à des réflexes traditionnels de confort et les réserves qu'on peut faire sur une œuvre trop complexe, où les significations s'embourbent et s'emplissent comme trop de sucre écumant dans une pièce montée, l'événement est à marquer d'une pierre blanche, car rares sont aujourd'hui les « opéras » sérieux d'une architecture aussi moderne et aussi élaborée, rares les troupes qui font un travail aussi poussé et aboutissent à un spectacle aussi riche de questions ou d'enseignements.

Écrivain sur commande de l'Opéra-Studio, Claude Prey a traité le sujet : qu'est-ce qu'un groupe, qu'est-ce qu'une expérience de groupe, que peut être un travail collectif et aboutissant à un spectacle aussi riche de questions ou d'enseignements.

Et, avec son regard présent de philosophe, sa culture et sa détermination, il a composé une œuvre sans pareille, qui rompt les styles et les habitudes de la scène à bout de ruse vers l'or. En 1972, a vu pointer le musée des jongleurs et des banques.

« Broadway, 1960 : commentant l'arrivée de la première ambassade japonaise, Wall Whitman écrit : « Sales très bas l'Asie, notre mère à tous, Young Libertad ». Le premier carrel de Prey est historique : l'Amérique repoit

du monde entier, accueille les émigrants, mélange les groupes, tire de tous de nouvelles richesses ; mais, un siècle plus tard, la tendance se renverse. Les problèmes de groupes deviennent intolérables, le capitalisme pourrit, la libération sera violente. Musicalement, c'est dans le registre, l'évocation de Broadway, de la comédie musicale, image triomphante de l'américan way of life, qui s'achève en 1967 par un light-show, drogue et orientalisme à l'appui : catastrophique.

Entre-temps est arrivé un émigrant fuyant le nazisme, à la fois Kurt Lewin, psycho-sociologue, et Kurt Weill, le compositeur de l'Opéra de quat sous, qui va tenter de résoudre ces « problèmes de groupes ».

C'est le deuxième carrel de Prey - lui-même à la fois Lewin et Weill - qui met en scène une expérience de psychologie sociale à l'échelle d'un groupe. Comment se forment les groupes, comment ils développent activités collectives et agressivités « vis-à-vis » de l'extérieur, comment on peut « réduire les tensions intergroupes et les stéréotypes agressifs » et finalement établir « un état de coopération et de coopération entre les groupes ». Ceux-ci, séparés artificiellement, se fondront efficacement, mais pour se retourner contre l'auteur de l'expérience, et rejouer toute l'histoire « dans un style réaliste et contre-culturel » qui ne manquera pas d'être récupéré par le show business.

On a ainsi une idée de la spirale vertigineuse et ambiguë où Claude Prey entraîne l'Opéra-Studio, mais non de la richesse complexe de ce spectacle à la limite des possibilités d'expression par son langage. Il faut toute l'invention et le métier de Louis Erio

pour donner au spectacle des aspects de force théâtrale qui fixent sa compréhension et l'empêchent de voler en éclats. La fresque historique, l'analyse scientifique, le psychodrame réalisés autour d'avatars plus ou moins clairs de Roméo et Juliette, en français et en anglais, en costumes élisabéthains, en comédie musicale, voire en argot plus ou moins ordurier, l'illustration du pop, du jazz, des variétés américaines, de l'improvisation, des songs de Weill ou de Menotti, du jeu de Robin et Marion et de la musique sérieuse, tout cela défie en un kaleïdoscope psychédélique, qui met à rude épreuve chanteurs et musiciens de l'Opéra-Studio, mais dont ils se tirent à merveille. Une expérience comme peu d'artistes de l'Opéra en ont connue.

Mais Prey court le danger de ne pouvoir être compris, précisément de ceux qui auront pénétré toutes ses intentions, ses images, et analysé tous ses fantasmes, et donc nullement d'un public abusé par le bombardement de ses multiples médias, ce qui, pour un tel spectacle, est un danger certain, car quel que soit le spectacle, il semble que le télescope constant de ses multiples références enlève le sérieux et la constance de son intrigue fondamentale, du substrat réellement dramatique. La démonstration scientifique de cette expérience de psychologie sociale ne convainc guère, dans la mesure où elle ne prend pas vraiment corps devant nous, où elle est jouée comme un scénario, et non comme une réalité naïve et brute, ce qui était le cas de West side story de Bernstein, le modèle caché de Young Libertad : Prey reste malheureusement trop captif de son intelligence pour s'exprimer sans voile.

JACQUES LONCHAMPT.

* Prochaines représentations à l'Opéra de Lyon les 9, 10, 12 et 14 mars.

Expositions

SEGONZAC LE FRANÇAIS

Lorsque le beau temps revient, Courbet, entrer en communion avec le paysage. Son œuvre, c'est d'abord la communion avec le paysage : le labour des champs, la vigne plongeant sur la golfe de Saint-Tropez, les arbres en bord de rivière où les canotiers s'abandonnent au fil de l'eau... Dans sa génération, nul n'aurait osé marquer la peinture paysagiste. Et, à vrai dire, dès ses débuts, Segonzac s'inscrit dans la lignée de Claude Lorraine à Segonzac en passant par Courbet et Corot ! L'homme de l'Orangerie des Tuileries est des plus justifiés.

Des Beaux-Arts, où il ne fut pas reçu, aux maîtres qui ne lui apprirent pas grand-chose, Segonzac n'avait cure. Très jeune, il les abandonna à leur cuisine, pour entreprendre le monde, seul, en face à face avec le monde de la terre, ce qui y pousse et ce qui y vit. Sa peinture le montre, Segonzac y pose un regard direct et sensuel, noble et rustique. En soixante-cinq ans de travail (né en 1884 à Boussey-Saint-Antoine, il est mort à l'âge de quatre-vingt-dix ans), nulle « angosisme existentielle » ni « doute philosophique » ne sont venus perturber sa manière picturale. Elle tenait à la nature de l'homme, sans plume d'auteur et d'apôtre, faite au contact de la vie campagnarde. Ce n'était pas un imaginaire ; pour peindre, il lui faut regarder et, comme

Courbet, entrer en communion avec le paysage. Son œuvre, c'est d'abord la communion avec le paysage : le labour des champs, la vigne plongeant sur la golfe de Saint-Tropez, les arbres en bord de rivière où les canotiers s'abandonnent au fil de l'eau... Dans sa génération, nul n'aurait osé marquer la peinture paysagiste. Et, à vrai dire, dès ses débuts, Segonzac s'inscrit dans la lignée de Claude Lorraine à Segonzac en passant par Courbet et Corot ! L'homme de l'Orangerie des Tuileries est des plus justifiés.

Des Beaux-Arts, où il ne fut pas reçu, aux maîtres qui ne lui apprirent pas grand-chose, Segonzac n'avait cure. Très jeune, il les abandonna à leur cuisine, pour entreprendre le monde, seul, en face à face avec le monde de la terre, ce qui y pousse et ce qui y vit. Sa peinture le montre, Segonzac y pose un regard direct et sensuel, noble et rustique. En soixante-cinq ans de travail (né en 1884 à Boussey-Saint-Antoine, il est mort à l'âge de quatre-vingt-dix ans), nulle « angosisme existentielle » ni « doute philosophique » ne sont venus perturber sa manière picturale. Elle tenait à la nature de l'homme, sans plume d'auteur et d'apôtre, faite au contact de la vie campagnarde. Ce n'était pas un imaginaire ; pour peindre, il lui faut regarder et, comme

Aussi, on ne s'étonnera pas si la toute des mouvements picturaux qui ont secoué la peinture depuis le début du siècle ne l'ont jamais vraiment atteint. Le fauvisme, à peine. Le cubisme, de loin. Il ne tient compte que de Cézanne, le damné d'Alx, qu'il s'était donné pour maître, parfois dans la forme, mais rarement dans l'esprit.

Juste en 1925, Segonzac maquette ses toiles, mais cette manière dense tend à devenir lourde. Heureusement, à ce moment-là, le peintre Camoin lui cède sa maison de Saint-Tropez, le Maquis II y séjourne longuement, baignant dans un paysage dont la nature l'excite. Lui qui aime peindre sur le motif, le voit à plein d'œuvre. De là-haut, Segonzac peut embrasser de regard tout le golfe avec les collines de Grimaud et Sainte-Maxime au loin. Il peint la respiration du grand large, sa lumière, les labours des cotons en surplomb. Et aussi, tourné vers la vie quotidienne, une série de Natura mortes éclatantes d'été, où le bouquet de fleurs est une gerbe de feu et le chapeau déposé sur la table le témoin de ce bonheur de vivre dont nous avons parlé.

C'est à Saint-Tropez que l'art de Segonzac perd son poids et devient finissant, par la trépidation du dessin et la légèreté de l'ensemble qui garde la fraîcheur des choses saisies dans l'instant. Monte sa grande maîtrise du trait lucide et de la couleur jetée, sacrifiant le détail pour mieux saisir l'ensemble d'un lieu.

Le « réalisme » de Segonzac n'est du « naturalisme » plus proche de la vie prise à bras-le-corps que d'une représentation figurée et idéalisée. Segonzac est plus souverain que jamais dans ses dessins et son œuvre grave qui trace un médium sans faille dans la tradition picturale française.

JACQUES MICHEL.

* D'œuvre de Segonzac à l'Orangerie des Tuileries et à la galerie du Nouvel Espace.

Jazz

HUIT JOURS A PARIS

On n'eût jamais vu, entendu autant de concerts de jazz qu'en ces trois derniers mois. On ne pourrait en épuiser un plus grand nombre pour les trois mois qui viennent, on de meilleurs, soit miracle économique ou bouleversement moral. France-Musique s'efforce de noter le jazz de son ghetto financier en dépit des institutions qui résistent et des lobbies culturels qui réagissent. Ses concertos commencent presque toujours à l'heure où qui est bas, mais sont moins que d'habitude toujours trop tard, comme certains autres, au mépris des amis qui attendent, amis dont on quitte seulement sont « muses », un quart seulement qui souhaitent un surplus se mourent la croupe et dans les courants d'air se refroidit le dos.

Il arrive pourtant que les trop glorieux victoires jazzistes masquent le confort d'homme, le plaisir chanté nous court. Afin que la soirée Jack De Johnstone du 17 février ne devienne pas le modèle de rendez-vous absurde où un public, coiffé une salle cinq fois trop petite pour le concert, le week-end du « New Jazz », à la Mairie de Radio-France, s'étale, samedi et dimanche, en deux matins, dans l'un de ces capitales muséales.

Au Théâtre national de Chaillot, Jean-Jacques Cillière continue d'aggraver comme à la toujours se et voulu le faire, dans sa vie, en faveur du bon jazz : les soirées du mardi 9 au samedi 13 mars réunissent, grâce à lui, cinq orchestres d'expression contemporaine dont celui de Michel Portal, musicien qui n'est plus seulement l'un des premiers de France, mais l'un des premiers du monde, et que chacun voudra reconnaître, retrouver.

LUCIEN MALSON.

* RADIO-FRANCE. — Samedi 6 mars, Studio 105 : Sexton (18 h.), Trio Jazz Workshop (19 h.), Joe Raposo (20 h.), Joe Raposo (21 h.), Joe Raposo (22 h.), Joe Raposo (23 h.).

* CHAILLON. — Samedi 6 mars, 18 h. 30 à 19 h. 30. — Samedi 7 mars : Alain Fournelle (18 h.), Joe Raposo (19 h.), Joe Raposo (20 h.), Joe Raposo (21 h.), Joe Raposo (22 h.), Joe Raposo (23 h.).

* CHAILLON. — Samedi 6 mars, 18 h. 30 à 19 h. 30. — Samedi 7 mars : Alain Fournelle (18 h.), Joe Raposo (19 h.), Joe Raposo (20 h.), Joe Raposo (21 h.), Joe Raposo (22 h.), Joe Raposo (23 h.).

DEVANT L'ASSEMBLÉE DES BIBLIOTHÉCAIRES FRANÇAIS

Le directeur du livre donne son accord à l'idée d'un colloque national sur la lecture publique

Directeur du livre au secrétariat d'Etat à la culture, M. Jean-Claude Grosche, devait s'exprimer, en acceptant l'invitation de l'Association des bibliothécaires français à venir répondre le 5 mars dans la salle de conférences du musée Guimet à Paris aux questions des adhérents de cette organisation, il ne se préparait pas à une partie de plaisir.

Les bibliothécaires grognent et grognent déjà

Les bibliothécaires considèrent que dans la faillite de la lecture publique ils n'ont pas eux-mêmes failli, qu'ils ont été au contraire pressurés, mais qu'ils l'ont été pour ainsi dire vainement, en tout cas sans reconnaissance et sans soutien de la part d'un Etat qui semble les ignorer. C'est dans de telles dispositions d'esprit qu'ils attendaient M. Jean-Claude Grosche. Dès lors, le directeur du livre n'avait guère de chances. Pensait-il se les rallier, ou du moins les apaiser, en présentant sa direction, en annonçant qu'elle souhaitait « une animation dans un cadre départemental, un travail en commun pour abolir la pesanteur sociologique » tout en se défendant d'inviter à un « spontanéisme plus ou moins dirigé » ? Pensait-il prévenir les récriminations en donnant d'ores et déjà son accord et même son appui à une proposition de colloque faite par l'Association pour une réflexion générale et nationale sur la lecture publique et le rôle des bibliothèques : en allant même jusqu'à exposer qu'il « n'avait pas de politique » (et déjà on ritait), car, ajoutait-il aussitôt, « une politique de profondeur n'est pas une affaire de technocrates, mais doit s'élaborer en commun » ?

C'était, et l'on peut dire, vouloir carresser dans le sens du poil cet auditoire difficile. Mais, déjà, il lui était échu de répondre à la question : les bibliothécaires français ne se sentent-ils pas à si bon compte ni d'attente ni de soutien ? Pour la dans des choses, on entendait écho au fond du sujet. Et pour commencer, le budget. Soit : celui de 1976,

du temps qu'ils dépendaient du secrétariat d'Etat aux universités. La décision prise le 2 juillet 1975 de rattacher désormais les bibliothèques centrales de prêts, ainsi que les bibliothèques municipales, en un mot le secteur de la lecture publique, au secrétariat d'Etat à la culture, et plus particulièrement à la direction du livre qui allait y être créée, n'a rien arrangé.

« Et puis, dit quelqu'un, on n'est jamais au courant de rien.

— De toute façon, renchérit un autre venu de Metz, j'ai toujours tout fait pour entrer dans l'élaboration de la charte qui se prépare, mais il me semble qu'on ne laisse volontiers et toujours en dehors. Il y a à peu près Metz à réintégrer. Il y a la Val-d'Oise, il y a la Seine-Saint-Denis, il y a toute la région parisienne, avec ses nouveaux départements pour lesquels n'existe encore aucune bibliothèque centrale de prêts.

Au total, le seul non-bibliothécaire à se faire applaudir aura été finalement M. Jack Ralite, député communiste, membre de la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, qui ne manque pas de rappeler un propos tenu devant cette commission par M. Michel Guy : « Répondre pour la culture en ces temps incertains un budget prévisionnel révélerait de l'incertitude », pour en conclure, à l'adresse de l'auditoire : « Ne cherchez donc pas où il n'y a rien à chercher. Cognons à d'autres portes-tous ensemble et par-delà les questions politiques que nous pouvons avoir. »

En attendant, on pouvait toujours soupçonner après cette Angleterre d'ob M. Rocher, conservateur de la bibliothèque municipale de Lyon, a rapporté le sentiment qu'il y avait là-bas bel et bien une politique du livre et des bibliothèques mais sans doute parce que « les bibliothèques tout parle de la vie comme la justice ou la politique et qu'il ne vient à l'idée de personne de les considérer comme un luxe ». — J.-M. Th.

reconduction de celui de 1975, peut être tenu pour un héritage du précédent, en l'occurrence le secrétariat d'Etat aux universités ; mais pour 1977 ? M. Grosche, — pour la simple raison que rien encore n'est « arrêté », ne pouvait annoncer ni « un budget de rêve », ni « un abandon des promesses précédentes faites ». Du moins laissait-il espérer aux bibliothécaires une part de la taxe nouvelle instituant sur la reprographie.

Sur la création de postes, il ne pouvait pas s'engager davantage. En 1976, il y en avait eu cent cinq, mais le chiffre impliquait tous ceux nécessaires par la prochaine ouverture de la bibliothèque de Centre-Bourg. Si bien que, en 1977, on en reviendra vraisemblablement à la quinzaine habituelle.

On parta des directeurs régionaux des affaires culturelles. Comme ils auront à s'occuper des bibliothèques, on leur adjointra des conseillers techniques qui auront des bibliothèques. A côté-là, M. Grosche déclara de grande voix : « s'affirmer sur le terrain ». — C'est une stratégie que le vous propose bien plus que de chercher à vous imposer une ligne de conduite.

— S'affirmer sur le terrain ? Mais, Monsieur, dit quelqu'un, c'est ce que nous faisons sans cesse depuis dix ans, et toujours à l'arraché !

Comme on en était aux régions, on fit un détour par les chartes culturelles. L'Etat en a déjà passé avec plusieurs villes. Il en prépare maintenant qui seront régionales. La lecture s'y verra incorporée dans leur programme ? Les uns le souhaitent, d'autres et paraissent moins partisans.

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra : les Noces de Figaro (sam., 19 h. 30).
Chaillet, Grand Théâtre : Divinas Palabras (sam., 20 h. 30; dim., 14 h. 15 h.). — Foyer, 18 h. 30 : Quatuor Arcadie (sam., 18 h. 30).

THÉÂTRE DU RANELAGH
AUT. 64-44



VIA FELLINI
Un spectacle de J.-L. Terraglio
sur l'univers du grand cinéaste
Italien Federico Fellini.

THÉÂTRE
OBLIQUE

78, rue de la Roquette - Tél. :
205-78-51 et 285-02-34 - M^o Bastille
Jusqu'au 14 mars, à 21 heures
sauf le 9

LIVRE
DES JARDINS
SUSPENDUS

Opus 15 de Schoenberg
textes de Stephen George
par Irène JARSKY
Martine JOSTE

ECOLE NORMALE SUPÉRIEURE - 45, rue d'Ulm - 75005 Paris

20 h. 30 :

« SOUVENIRS D'EN FACE »
OU LES RÉDUCTEURS DE TÊTES

Compagnie Pierre FRILLOUX - Françoise GEDANKEN

dans le cadre des rencontres internationales
du « Réseau alternatif à la psychiatrie »
DU 5 AU 20 MARS 1976

— Voir aussi Théâtre de la Renaissance

Océan : la Nuit des rois (sam., 20 h. 30; dim., 16 h. et 20 h. 30).
Félix Océan : Anonyme Vénitien (sam. et dim., 18 h. 30 et 21 h. 30).
TSP : Cinéma (sam., 14 h. 30; dim., 20 h. 30; dim., 18 h.).
Jean reviens de guerre (sam., 20 h. 30; dim., 18 h.).
Petit TSP : Une belle journée (sam., 20 h. 30; dim., 18 h.).

Les salles municipales

Nouveau Carré : Circus Gracie (sam. et dim., 15 h. 30); Leurs Borgia (sam., 21 h.; dim., 18 h.). — Free Music (sam., 20 h. 45).
Chaillet : le Pays du sourire (sam., 14 h. 30 et 20 h. 30; dim., 14 h.).
Concerts Colonne (sach. Loucheur, Monseigneur, Harel).
Théâtre de la Ville : l'Échange (sam., 14 h. 30 et 20 h. 30; dim., 14 h. 30); Nick Anagnor (sam., 18 h. 30).

SALLES CLASSÉES
CINÉMAS D'ART
et d'ESSAI
(A.P.C.A.E.)

LE STUDIO
Théâtre de la Comédie d'Anvers
2, rue Edouard-Faillon - 833-16-15

ÉTATS-UNIS :
UN ANTI BICENTENAIRE
Samedi 18 h.

HESTER STREET
de Jean Mikhlin SILVER
Vendredi 20 h.; Samedi 18 h.

LITTLE BIG MAN
d'Arthur PENN
Sam. 20 h.; Dim. 18 h.; Mardi 22 h.

ESCLAVES
d'Harriet ARNOLD
Sam. 22 h.; Dim. 18 h.; Mardi 20 h.

LE SHERIF EST EN PRISON
de Sam BROWN

Les autres salles

Autoflex : le Tube (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 20 h. 30).
Ascler : Monsieur Clément (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).
Athénée : Lulu (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 20 h. 30).
Bibliothèque-Opéra : l'Autre bord (sam., 21 h.).
Bouffes-Parisiens : la Grosse (sam., 20 h. 45; dim., 18 h. et 20 h. 45).

Cartoucherie de Vincennes, Théâtre de la Tempête : Phénomène Foot-ball (sam., 20 h. 30; dim., 18 h.).
Théâtre de l'Aquarium : Hercule (sam., 20 h. 30; dim., 18 h.).
Atelier de l'Épave-de-Bois : The Penny Arcade Peep Show (sam., 20 h. 30).

Centre culturel 17 : Serafin (sam., 21 h. 30; dim., 15 h. et 21 h. 30).
Comédie Caumartin : Boeing-Boeing (sam., 21 h. 10; dim., 18 h.).
Comédie des Champs-Élysées : A vos souhaits (sam., 20 h. 45; dim., 15 h. et 18 h.).

Danone : Monsieur Masure (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).
Fonitave : Jacques Martin (sam., 14 h. 45 et 17 h. 15).
Européen : la Baraka (sam., 21 h.; dim., 15 h. et 18 h.).

Gaité-Montparnasse : la Roi des cœurs (sam., 19 h. et 20 h. 45).
Henri-Varen-Mogador : l'Alphonse (sam., 14 h. 30 et 20 h. 30; dim., 14 h. et 18 h.).

Le Bruyère : la Mouche qui sonne (sam., 21 h.; dim., 18 h.).
L'Éclair : l'Éclaircie avec le professeur X. (sam. et dim., 20 h. 30).
Trois allées simples pour l'été (sam. et dim., 21 h.).

Mademoiselle : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Maurice : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Miche : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 15 h. et 18 h. 30).

Michodière : Voyez-vous ce que je vois ? (sam., 20 h. 45; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Moderne : le Neveu de Samson (sam., 21 h.; dim., 15 h.).

Montparnasse : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Mouffette : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 15 h.).

Nouveauté : les Deux Vierges (sam., 21 h.; dim., 15 h. et 18 h.).
Carre : Monsieur Kéle et Sonate (sam., 21 h.; dim., 15 h.).
Palais-Royal : la Cage aux folles (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 20 h. 30).

Palmarès : Tu ne veux rien de bien m'échouer (sam., 20 h. 30).
Ranelagh : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 20 h. 30).
Renaissance : la Baraka (sam., 20 h. 30).

Saint-Georges : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Terrace : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Montparnasse : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Les concerts

voir Chaillet, Chaillet et Théâtre

Théâtre des Champs-Élysées : Orchestre de Paris, dir. D. Barenboim, avec I. Szery, violon (Mozart, Saint-Saëns, Liszt, Debussy) (sam., 19 h.); Concerts Pasdeloup, dir. R. Bonstein (Mozart, Strauss, Tchaïkovski) (dim., 17 h. 45).

Théâtre de la Madeleine : S. Kain, violon, et A. Motard, piano (Schubert, Strauss, Beethoven) (sam., 17 h.).

Comédiens du Palais : A.-M. Murard, soprano; A. Ringart, mezzo; M. Gullivert, ténor; V. Balanço, baryton; E. Gelin, clarinet (Haydn, Mozart) (sam. et dim., 17 h. 30).

Théâtre Saint-André-des-Arts : M. Haman, dir. Fawcett (musique et chants arabes et berbères) (sam., 20 h. 30; dim., 18 h.).

Théâtre Oblique : J. Jarczyk, soprano; et M. Jozak, piano (Schoenberg : le Livre des jardins suspendus) (sam., 20 h. 45; dim., 18 h.).

Théâtre d'Orsay : J. Leskine, harpe; et A. Marton, flûte (Vivaldi, Albinetti, Scarlatti, Ravel, Debussy) (dim., 17 h. 30).

Théâtre de la Comédie-Française : Concerts symphoniques de chambre de Paris, dir. P. Dervaux, avec J.-M. Carré, piano (Bach, Ravel, Mozart) (dim., 17 h. 30).

Salle Pleyel : Concerts Lamoureux, dir. M. Chostakovitch, avec E. Novitskaya, piano (Borovik, Tchaïkovski, Chostakovitch) (dim., 17 h. 45).

Opéra des Bouffes : Orchestre de chambre Jean Barthe, dir. A. Girard, avec Ph. Barde, violon (Vivaldi, Haydn, Legn, Franck, Hindemith) (dim., 17 h. 45).

Le jazz pop & folk
Café d'Orsay : Birge, Gorge (sam., 19 h.).

Théâtre Mouffette : Summa Pastus et Raphaël Garret (sam., 18 h.).

Théâtre de la Pinède : l'Ingo (sam., 20 h. 45, dimanche).
Jardin d'acclimatation : Martial Solal (sam., 18 h. 30).
Maison de la radio : New Jazz Festival (sam. et dim., 19 h.).

Saint-Jean-le-Fort, salle de la Croix-Blanche : Festival de jazz (sam., 21 h.).

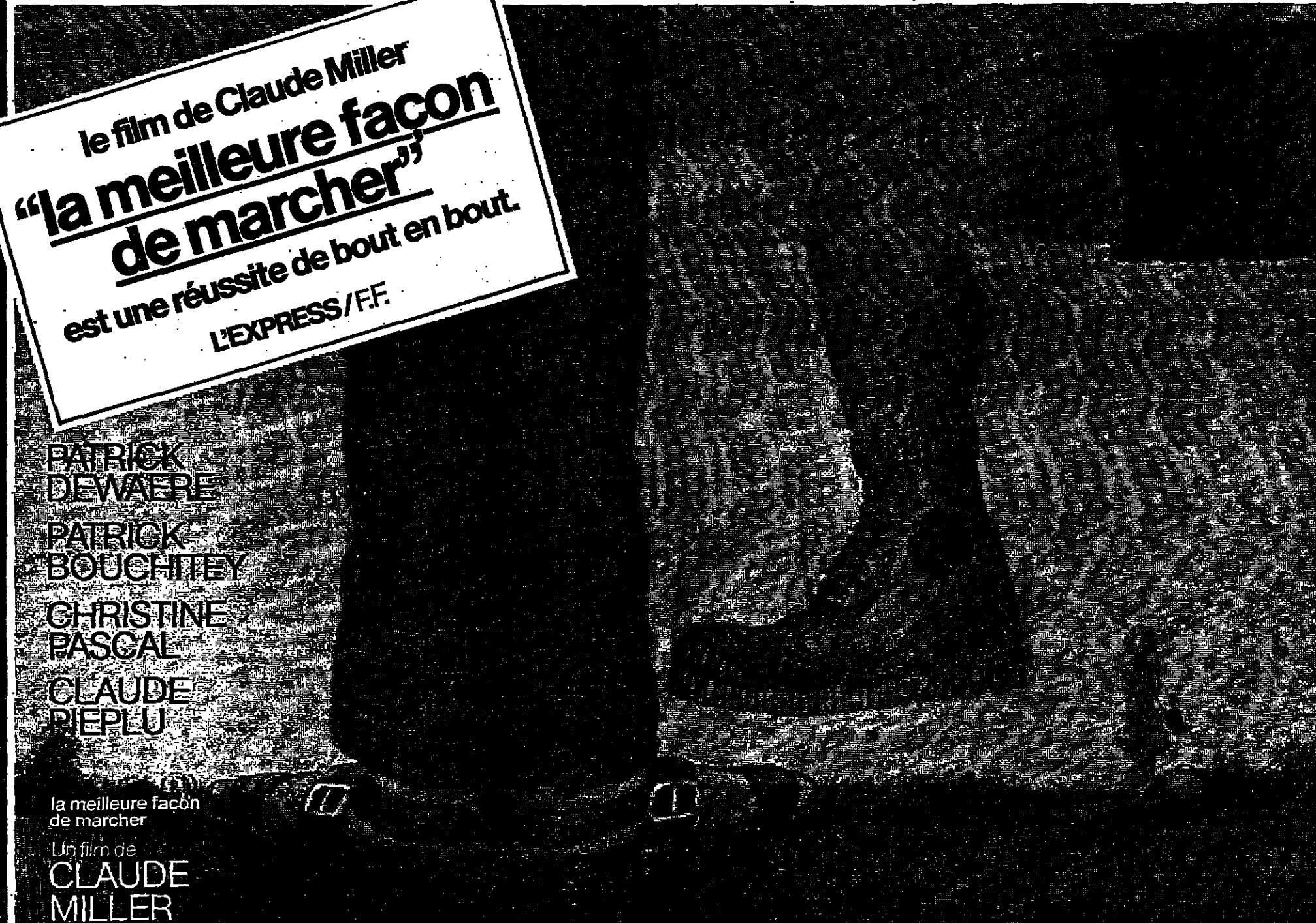
Crédit : Maison des arts : Swing Limited Corporation (dim., 14 h. 30).

Faville de Paris : Chick Corea (dim., 20 h.).

La danse
Cité internationale, Maison de l'Inde, sam., 21 h. : Danse Kuchipudi.

UGC BIARRITZ • HAUTEFEUILLE • DRAGON • GAUMONT SUD • BIENVENUE MONT-PARNASSE • ROYAL HAUSSMANN • ST-LAZARE PASQUIER • CAMBRONNE • LES 3 NATION • TRICYCLE/ASNIERES • PARLY II • FLANADES/SARCELLES • CARREFOUR/PANTIN • ARTEL/NOGENT

la meilleure façon de marcher



le film de Claude Miller
"la meilleure façon de marcher"
est une réussite de bout en bout.
L'EXPRESS/FF.

PATRICK DEWAERE
PATRICK BOUCHITEY
CHRISTINE PASCAL
CLAUDE RIEPLU

la meilleure façon de marcher
Un film de
CLAUDE MILLER

Interdit aux moins de 13 ans.

مركز الامم

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Après l'affrontement meurtrier de Montredon-les-Corbières et les décisions

Le retour au calme paraît encore précaire

Carcassonne. — Au creux d'une cave, un homme, tapissé de sacs noirs, Arquette-en-Vall. Un village d'une centaine de feux, coincé dans un repli des Corbières. A la ronde, aucune bâtisse qui n'ait moins de cinquante ans. Un paysage d'une beauté déprimée, dure. C'est de cette région que descendent, depuis des générations, les manifestants les plus virulents.

Dans le petit cimetière du village, Emile Poytes, ce vigneron de cinquante ans, pas d'une belle dans la tête, à Montredon, en même temps que le commandant de G.R.S. Joël Le Goff, a été inhumé, ce samedi matin. Le comité d'action viticole avait décidé que cette journée serait un « jour de deuil régional ». Tous les viticulteurs des départements avoisinants étaient invités à se rendre à la cérémonie. Dans l'Érault, les cars de ramassage scolaire ont été réquisitionnés pour leur achalandement. Ils sont là, plusieurs milliers, recouverts d'une épaisse couche de goudron, envoyés par les organisations de viticulteurs, mais aussi par les partis politiques de gauche. Comme lors de la manifestation régionale du 6 février, la plupart des organisations professionnelles et syndicales du Midi ont apporté leur soutien aux comités d'action des viticulteurs. Les commerçants devraient fermer boutique en fin de matinée en signe de solidarité et des « dispositions » devaient

être prises par le GID-UNATI pour que l'accès aux magasins à grande surface soit impossible. « Cette journée doit se dérouler dans le calme et la dignité », ont répété les responsables du comité d'action, au cours des réunions qui se sont tenues vendredi. Les réactions des viticulteurs, après le drame de jeudi, sont toutefois très mélangées. Pour l'instant, un sentiment de frustration domine : « C'est trop tôt de mourir pour Ramel ». Cette phrase a été dite aussi bien par les viticulteurs anonymes que par les responsables des organisations nationales. D'un autre côté, certains pensent qu'après la fusillade et la libération des deux viticulteurs interpellés pour avoir participé au commando de Mèximieux (Ain) « le pouvoir a reculé ». Aussi sont-ils assez satisfaits.

Ces sentiments sont complexes qui mêlent, outre la satisfaction inépuisable et stupéfiante, « parce que c'est arrivé, il y a eu des morts », peuvent laisser craindre de nouvelles explosions de colère. C'est du moins l'analyse que l'on fait, à la préfecture de Carcassonne. L'enquête ouverte par le procureur général de Montpellier, conduite en effet, l'indication des leaders des comités d'action, et vraisemblablement à leur insu, a été l'élément déclencheur de la manifestation. Les arrestations provoquaient, à n'en pas douter, de nouvelles manifestations violentes. Et de nouvelles manifestations violentes, à leur tour, ont été considérées comme des « dispositions » que les forces de police ont repri-

De notre envoyé spécial

des « consignes strictes » pour le maintien de l'ordre. Une dizaine d'unités de G.R.S. et de gendarmes sont venues renforcer dans l'Aude, le département le plus sensible. Du matériel blindé de la gendarmerie a été déployé vendredi matin à Montpellier. Ce matériel est suffisant pour faire face à des troubles graves. Les forces de l'ordre sont assez nerveuses après la mort d'un des leurs et les nombreux blessés. « Il n'est pas question de les faire tenir la crosse en l'air et y a de nouveaux affrontements », la tension est vive parmi les forces de police pour que le chef du service des G.R.S., M. Roger Gros, soit venu personnellement s'enquérir du moral de ses troupes.

Le taux de chômage le plus élevé de France

Pour les autorités préfectorales, l'exaspération des vignerons de l'Aude — plus forte que celle des autres départements — s'explique par le report des décisions communales sur le vin pendant des mois. « Les déclarations contre la politique agricole communautaire sont très virulentes, car ils ont le sentiment d'être menés en bateau ». Et plus, il y a ce fameux caractère occitan : « Ces gens sont très attachés à leur mode de vie. Or, pour la plupart, ils ne peuvent vivre autrement que par la vigne. C'est la raison pour laquelle ils sont si sensibles à la question du rendement ». Les viticulteurs ont une autre raison de se sentir trahis : les décisions communales constituent un apport suffisant, soit que la qualité est trop moyenne pour gagner de cette façon. Dès lors, il leur faut trouver un second emploi. Cependant, ce n'est guère facile, dans la région le taux de chômage est le plus élevé de France. Certains sont très attachés à leur mode de vie. Or, pour la plupart, ils ne peuvent vivre autrement que par la vigne. C'est la raison pour laquelle ils sont si sensibles à la question du rendement.

immédiatement dans le fossé. » Même si elle n'est pas toujours d'accord sur les méthodes employées, la population de l'Aude se sent dans l'ensemble solidaire des viticulteurs. C'est que 70 % de l'économie du département repose sur le vin. Bref, vendredi soir, la préfecture de Carcassonne n'était pas rassurée. Elle assure : « On n'est pas à l'abri d'un incident au cours de l'enterrement ou plus tard. » Certes, les dirigeants des comités d'action ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas entraîner à des actes de violence. Toutefois, à Pézenas, lors d'une réunion des membres du commando de Mèximieux, il fut dit que deux cents mille viticulteurs seraient jetés en prison : « quoi qu'il advienne, la viticulture, même broyée, même écrasée, ne mourra pas couchée et sera se faire entendre ». « Nous allons nous organiser dans l'unité avec les autres professionnels pour poursuivre la lutte », ont lancé des orateurs très vivement applaudis.

Et bien qu'ils soient très satisfaits de la libération de Michel Olive et de Salvador Domenech, plusieurs dirigeants ont le sentiment d'être trahis. Les deux interpellés n'ont pas quitté Lyon jeudi dans la soirée, comme on le leur avait assuré — ce qui a motivé la levée des barrages de route et la fin des manifestations —, mais seulement vendredi en fin de matinée. Plus que jamais, les chefs de file de la viticulture méridionale se disent convaincus que le gouvernement leur a tendu un piège.

Il rapportent ainsi l'historique du succès des débats. Ramel, qui a été le détonateur du drame. En simplifiant : lors d'une réunion à Paris un de leurs interlocuteurs leur a dit : « Si vous êtes quelques centaines, tant pis ! ». Les responsables viticoles affirment en avoir déduit que le pouvoir avait ainsi délégué la tâche de réduction des rendements à des comités locaux. Le comité d'action a décidé de contre-attaquer « en paroles » pour faire échouer l'opération visant à discréditer le Midi d'abord par Salazar, l'agriculture, qui ouvre ses portes dimanche à Paris ; ensuite, par le scandale : la Confédération des vignerons du

Midi (C.G.V.M.) a un épais dossier sur les « agissements » de M. Ramel. Plusieurs affaires remontent à une dizaine d'années. Certaines sont actuellement en cours, d'autres ont été amnistées ou n'ont pas abouti, car les « échafaudages » ont disparu. Quelques condamnations ont été confirmées en appel pour viols, outrages, coups et fausses accusations de se substituer à l'État délégué. On parle aussi de « complicités politiques ». Le dossier est très lourd, affirme-t-on. « Quand les pouvoirs publics sont incapables de faire respecter la loi, et donc la justice, il appartient aux victimes de ces délégués de se substituer à l'État délégué », a déclaré Louis Tessier, responsable du comité d'action de l'Érault. En lançant des accusations, les responsables vignerons comptent être accusés de diffamation et ainsi pouvoir, à l'occasion d'un grand procès, « éliminer » tous les trafics du Midi viticole.

Autre affaire, qui provoque de nombreuses discussions : la destruction de la statue de la République, qui prive une partie des habitants de la région de télévision, au moment où doit se disputer la finale du Tournoi des clubs nationaux. Or le rugby est une sorte de religion. Priver les fidèles de ce rite, c'est risquer de vives réactions de la population. C'est pourquoi les viticulteurs commencent à dire qu'ils sont pour rien dans ce piastillage. « Même si nous ne sommes pas toujours d'accord avec la manière dont le fédérateur rapporte nos problèmes, jamais ce rite n'a été sacré au cours de nos réunions », a déclaré M. Emmanuel Maifre-Baugé.

En bref, le calme n'est encore qu'une apparence dans le Midi. L'analyse de l'accord conclu aux petites heures, ce samedi à Bruxelles, détermine largement l'évolution de la situation. Les élections cantonales devraient pouvoir mener à bien la campagne de l'Érault, mais se dérouleront dimanche, comme prévu. Les maires et les parlementaires ont par ailleurs déploré que les pouvoirs publics n'aient tenu aucun compte de leurs arrestations sur la gravité de la situation. Enfin, ils ont décidé de créer un comité d'élaboration avec les viticulteurs pour la suite des événements.

ALAIN GRAUDO.

LA HAUSSE DES PRIX DES PRODUITS AGRICOLES SERA EN MOYENNE DE 7,5 %

Les augmentations de prix des produits agricoles décidées à Bruxelles pour la campagne 1976-1977 sont les suivantes : Blé dur : prix indicatif + 5,5 %. Prix d'intervention + 6 %. Aide de compte à l'hectare (238,60 FF). Blé tendre : + 9,2 % (prix d'intervention) ou + 10,5 % (prix indicatif) et une unité de compte, soit 738 FF.

Orge : indicatif + 8,5 %. Intervention + 4,5 %. Seigle : indicatif + 7,5 %. Intervention + 3,5 %. Maïs : indicatif + 9 %. Intervention + 3,5 %. Riz : indicatif décauté + 9 % et intervention paday + 6 %.

Sucre : indicatif et intervention + 8 %.

Étude d'olive : indicatif à la production + 6 % en liras. Prix indicatif de marché et prix d'intervention + 2 % en liras. Aide majorée de 21 % en liras. Graines oléagineuses : + 3 %.

Vin : + 6,5 %.

Tabac : + 5 % (en moyenne).

Viandes bovines et viande porcine : + 8 % (changements dans le système d'intervention sur la viande bovine).

Fruits et légumes : + 8 % (sauf pommes et poires + 4 %).

Lait : prix indicatif - 4,5 % le 15 mars et 3 % le 15 septembre.

À partir du 15 mars 1977, un système de participation financière des producteurs laitiers entrera en vigueur, pour éviter les excédents (co-responsabilité). Il sera arrêté ultérieurement.

Pour tenir partiellement compte des variations de cours des devises, le Conseil a retenu des correctifs monétaires. Les augmentations de prix seront donc amoindries de 3,5 % en Allemagne, de 0,8 % au Benelux et de 1,4 % en France. À l'inverse, elles seront majorées de 2 % en Irlande et en Grande-Bretagne, et de 6 % en Italie, où les augmentations interviendront un début de la campagne de chaque produit.

Ces correctifs monétaires entraînent une réduction du même pourcentage des montants compensatoires appliqués par l'Allemagne, le Benelux, l'Irlande et l'Italie. En France, où il n'existe pas de montants compensatoires, ils se traduiront par une compensation pure et simple de 1,4 % de l'augmentation des prix communautaires.

LES RÉACTIONS

M. LECANUET : il faut faire confiance à l'État et à l'indépendance des tribunaux.

M. Jean Lecanuet, ministre de la Justice, président du Centre démocrate, a déclaré mardi 5 mars au micro de RTL, à propos de la révolte des viticulteurs du Midi : « C'est au Parlement, aux élus dans les départements, aux conseils généraux, d'être les interprètes des aspirations populaires. Je ne peux que mettre en garde les Français contre les terribles dangers qui ne produisent que chaque fraction de Français, si chaque groupement professionnel ou syndical voulait exercer ses moyens de pression par la violence.

LE BUREAU POLITIQUE DU P.C.F. réunit le vendredi 5 mars, décide d'avoir « toujours appelé les travailleurs à déjouer les pièges de la provocation, à développer une action de masse responsable capable de rassembler toutes les victimes de la politique réactionnaire et d'aller au succès ».

Le P.C.F. s'estime « d'autant plus fondé à s'élever contre les méthodes de Poniatowski. Celui-ci, après que le gouvernement ait enfoncé les viticulteurs dans l'impuissance, mobilise les forces de police et fait verser le sang, alors que dans le même temps les moyens manquent pour l'apaiser au banditisme », il ajoute : « Voilà pourquoi le désordre, l'insécurité grandissent dans le pays depuis que ce pouvoir est en place.

M. ROBERT BALLANGER, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a écrit, vendredi 5 mars, à M. Jacques Chirac pour proposer notamment « la protection du marché français du vin à l'égard des importations provenant d'un autre pays membre de la C.E.E. et quant à ces importations les mêmes conditions que celles appliquées au vin des pays tiers ».

M. MICHEL JOBERT, fondateur du Mouvement des députés, a déclaré, vendredi 5 mars, au micro de France Culture : « La cohésion d'une nation passe souvent par le respect de la sécurité de tous. Mais, dans l'affaire du Midi viticole, ce qui est important, c'est la déclaration que M. Giscard d'Estaing fera et que les Français attendent. Le silence en cette circonstance ne peut être une politique. »

LES PRODUCTEURS DE TOMATES DE QUINZE DÉPARTEMENTS DU MIDI RECLAMENT L'ARRÊT DES IMPORTATIONS

Les producteurs de tomates de quinze départements du Midi ont réclamé, vendredi 5 mars, dans une motion remise à la préfecture du Vaucluse, à Avignon, « l'arrêt total des importations en provenance de l'Espagne et de la Grèce ».

« Si d'ici au 20 mars, date de la fixation des prix de la campagne 1976, nous n'obtenons pas satisfaction, nous serons en droit d'exiger, présentent les producteurs, une indemnité égale à 90 % de nos revenus. Ils ont également indiqué que 82 % de la récolte 1975 n'avaient pas encore trouvé d'acheteurs.

M. MAFFRE-BAUGÉ : la libération des deux viticulteurs est un geste qui va dans le sens de l'apaisement.

M. Maffre-Baugé, président du syndicat national de la Fédération des vins de table, a déclaré, vendredi 5 mars, à Pézenas (Hérault) que la libération des deux viticulteurs, appréhendés après l'attaque des entrepôts de la firme Ramel à Mèximieux (Ain), constitue « un geste qui va dans le sens de l'apaisement ». « Nous en ferons autant, a-t-il ajouté, mais que chacun garde son sang-froid, si ce n'est que nous ne sommes pas des brigands. »

De son côté, M. Ramel a déclaré : « Si la décision du juge permet un apaisement dans l'opinion, je suis d'accord ». « Je n'ai pas à critiquer une décision de justice et je ne le ferai pas », a ajouté M. Ramel, qui souligne que la justice française n'a pas compris certaines critiques dont il fait l'objet. « J'achète 50 000 hectolitres par an de vins du Midi qui représentent 60 % de mes achats de vins ordinaires. Je traite avec des producteurs du Gard, du Vaucluse, des Bouches-du-Rhône, des Corbières ou de l'Aude, mais pas avec des viticulteurs de l'Aude trop éloignés pour moi. Peut-être est-ce la raison de leur colère ? »

À propos des importations de vins d'Italie, M. Ramel a déclaré : « Pourquoi le français ne peut comme mes collègues ? Bien sûr, j'achète des vins d'Italie, nécessaires pour mes coupages, notamment en raison du degré de vinification (le degré) ». Je n'achète, par contre, que fort peu de vins d'Algérie. »

LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DE L'AGRICULTURE (1) dénonce, dans un communiqué, le « sentiment de vengeance » et le « reniement coupable du gouvernement français dans la poursuite de sa politique anti-agricole et anti-viticole ». Pour la F.F.A., la décision résiste non dans les dégradations causées par les vignerons, ni « dans la fusillade meurtrière qui a, enfin, provoqué l'émotion de l'opinion, des pouvoirs publics et des ministères européens », mais dans « l'obstination du gouvernement » à ne pas remédier aux causes du mal, sa « politique d'extermination de la paysannerie française apparaît de symptôme, l'incitation à la surproduction, et enfin, son refus de rompre, en temps opportun, avec une Communauté européenne qui a traité les intentions affirmées par le traité de Rome ».

La F.F.A. est une organisation agricole indépendante de la F.N.S.E.A. (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) et de tendance conservatrice. Elle s'était créée il y a quelques années, certains agriculteurs reprochant à la F.N.S.E.A. de « collaborer » avec le pouvoir.

LE C.N.J.A. (Centre national des jeunes agriculteurs), dans un communiqué signé de son président, Louis Lauga, se déclare « solidaire des viticulteurs qui se trouvent dans une situation dramatique après les opérations d'importations abusives de vins d'Italie ». Le C.N.J.A. lance aux vignerons un appel à la « réconciliation et demande aux pouvoirs publics, des mesures immédiates.

(Suite de la première page.)

L'approche d'élections a plusieurs fois fait oublier des promesses qui ont vite persuadé les vignerons que le pouvoir n'avait pas le courage de tenir ses engagements. M. Chirac régnait rue de Varenne ou à l'hôtel Matignon, — sans qu'il y ait lieu d'abandonner le statu quo. Ce qui a inévitablement entraîné la persistance de mauvaises habitudes et abouti, paradoxe, à ce que les

Le commandant Le Goff a été tué d'une balle servant à la chasse au gros gibier

Les obusques du commandant de G.R.S. Joël Le Goff, mortellement blessé le 4 mars lors des affrontements de Montredon-les-Corbières, auront lieu à Toulouse, le mardi 9 mars, en présence de M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur. Le président de la République a, pour sa part, rendu hommage à la mémoire de l'officier. « Ses qualités professionnelles et sa haute conscience méritent l'estime », a-t-il déclaré.

L'autopsie du corps du commandant Le Goff a été pratiquée le 5 mars à Narbonne. Elle a révélé que le chef de la G.R.S. 26 avait été atteint à la tête d'une balle du type habituellement utilisé pour la chasse au gros gibier, qui a perforé son crâne avant de traverser le crâne de part en part. Il semble s'agir d'une balle Brannock de calibre 12 à nervures de guidage inclinées — couramment appelée balle à ailettes. Le point d'entrée a été tiré à la pince déterminant précisément la cartouchette de ce projectile. Ce dernier permet de penser qu'il soit capable de traverser un obstacle tel qu'un casque à une certaine distance. D'autre part, sa précision à une telle distance est très élevée. La balle a donc vraisemblablement été tirée à une distance plus réduite.

Le bilan des affrontements continue de susciter les réactions de syndicats de policiers. Trois organisations — la Fédération autonome des syndicats de police, le Syndicat des gendarmes et le Syndicat des commandants et officiers — ont été reçues en délégation par M.M. Poniatowski et Michel Aurillac, directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur, qui ont annoncé un renforcement des effectifs du service régional de police judiciaire de

vignerons épris de qualité soient pénalisés par un système où la dissipation — mesure doublement absurde du point de vue économique — rapporte plus aux producteurs de vins qu'aux consommateurs. Ceux qui ont réduit le tonnage et changé les cépages pour élever le degré !

Il y a donc toujours des surplus qui font chuter les cours et baissent les revenus. Faute de résolution, le

pouvoir s'est ainsi discrédité dans le Midi viticole, sans assurer l'indispensable rénovation du vignoble.

Toutes proportions gardées, la même aventure lui est arrivée avec le pays du Marché commun. Lors qu'a commencé l'invasion des vins italiens, le gouvernement aurait pu faire savoir clairement à ses partenaires qu'il lui était impossible d'accepter le sabotage de sa politique d'équilibre viticole, qu'il accepterait l'entrée de vins étrangers, mais à la condition qu'ils soient soumis, dans leur pays, à des règles de production équivalentes à celles de la France, et que la monnaie qui traduit leur prix demeure stable.

Ce n'est pas cela, non plus, qui a été dit. Hésitant entre le respect de la lettre du traité de Rome et celui des promesses faites aux viticulteurs, le pouvoir a longtemps tergiversé, suspendu pendant trois semaines l'importation des vins transalpins, avant de les laisser entrer. Mais comme il s'offendrait (plus de 30 % de baisse depuis 1973), et que les vignerons italiens n'étaient tenus à aucune règle de production communautaire, cela n'a été qu'un coup d'épée dans l'eau : les importations se sont accrues, conduisant la Commission européenne à autoriser des distillations de plus en plus considérables, sans profit — ou si peu — pour les viticulteurs français.

Personne à Bruxelles ne prenait au sérieux les menaces de M. Bonnet : la France maintenait en effet ses frontières ouvertes — bien que la réglementation européenne, en discussion depuis deux ans, n'ait toujours pas vu le jour, — et de très gros importateurs français s'appuyaient sur leurs amitiés politiques pour assurer que cela continuerait.

Résultat : pendant un an, le diplomate français n'a pu obtenir de ses partenaires européens les concessions indispensables à la réussite de sa politique agricole. Il a fallu la mort de deux hommes pour que soit arraché, à Bruxelles, un début de solution : la réglementation des conditions de la production transalpine et garantie de bonne fin (donc de prix) pour les viticulteurs qui passeront des contrats de stockage à terme avec l'État.

La troisième illustration des méfaits de l'isolement politique des dirigeants de la viticulture publique : elle concerne l'ordre public. Sachant qu'il n'avait pas réussi à assurer l'avenir des vignerons et craignant sans doute d'envenimer les choses, le pouvoir a laissé sans

réagir les vignerons de toute une région se comporter de façon de plus en plus provocante. Des mois durant, les incidents se sont multipliés sans réaction : pyromanie, vols à l'arrache, perceptions saqueuses, incendies, wagons brûlés, gares endommagées, chemins crevés, C.R.S. molestés, transports d'armes...

Devant la passivité du pouvoir central, le préfet d'un département viticole en a été réduit à souhaiter la publication d'informations jusque-là secrètes (1) pour faire prendre au sérieux par Paris les rapports qu'il avait envoyés. Mais on continuait à haut lieu à fermer les yeux, incitant même les forces de l'ordre à ne pas contrôler les véhicules de peur d'avoir à sévir si des armes venaient à y être découvertes. Les automobilistes les plus inconscients du mouvement des viticulteurs en sont ainsi venus à se croire protégés par une sorte d'immunité qui les encourageait à l'escalade. Et ce fut l'expédition punitive contre les chais d'un gros importateur de l'Ain dont les auteurs ont pu tranquillement regagner l'Aude, gentiment accompagnés à distance par la gendarmerie. Puis la destruction de bâtiments publics sans que les forces de l'ordre interviennent. Enfin, malgré les mises en garde des élus locaux, l'abominable fusillade de Montredon.

Cette série d'exactions impunies permet de poser une question : que se serait-il passé s'il s'était agi d'écoliers ou d'étudiants ?

À quoi servent les lois quant on les voit appliquées contre les idées subversives plutôt que contre les actions illégales ; quand on perquisitionne plus volontiers chez des imprimeurs de tracts que chez des débiteurs de fautes d'orthographe ; quand on estime la liberté de l'État compromise par une cinquantaine de conscrits et de militants mais qu'on ferme les yeux sur les destructions commises par des centaines de personnes dans toute une région ?

Car tels sont les faits, tel était le propos publiquement annoncé et répété par les dirigeants des viticulteurs du Sud-Ouest.

À croire que depuis la loi Méline de 1892 en faveur des agriculteurs (qui est, au fond, l'une des lois les plus originales des maîtres actuels), nul, à droite comme à gauche, n'ose les contester. Où est l'État ?

GILBERT MATHIEU.

(1) Le Midi et la main, un article de Pierre-Marie Doutré dans le Monde du 8 janvier dernier.

صلى الله عليه وسلم

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

agricoles de Bruxelles

Les organisations paysannes jugent les concessions insuffisantes

(Suite de la première page.)

Ainsi, pour ce faire, M.M. Bonnet et Maréchal ont obtenu le financement par la C.E.E. d'une opération de distribution qui devrait porter sur quatre millions d'hectolitres. Pour cela, le prix de revient a été fixé à un niveau « attractif ». De plus, il a été entendu que les organisations d'intervention, traditionnelles, verseraient aux viticulteurs un acompte de 40 % de la conclusion des contrats de distribution.

Le conseil a, d'autre part, adopté la nouvelle version du règlement vitivinicole européen. L'objectif poursuivi par la réforme est double : parvenir grâce à des disciplines de production plus rigoureuses (interdiction de nouvelles plantations pendant deux ans, arrachage des cépages médiocres, augmentation des quantités retirées du marché en début de campagne), à un équilibre durable entre l'offre et la demande. En contrepartie, les revenus des viticulteurs seront mieux assurés que dans le passé.

Pour ce faire, le conseil a accepté d'accorder aux viticulteurs ayant conclu avec les pouvoirs publics des contrats de stockage à long terme (pour plus de 10 ans) une prime de 10 % sur le prix de base de la vigne.

Le conseil a également autorisé la France à accorder, sur son budget, une prime de qualité de 1 P par degré-hectolitre. Enfin, selon M. Bonnet, rien ne s'oppose à ce que le gouvernement, conformément aux orientations prises lors des discussions avec les professionnels, conclue avec les viticulteurs dont c'est l'activité essentielle, et moyennant certaines exigences de qualité, des contrats de type contrats d'élevage. De tels contrats, toujours selon M. Bonnet, leur permettraient un prix égal à 97 % du « prix d'orientation » (actuellement fixé à 10,39 P de degré-hectolitre). Notre pays se voit attribuer 15 % de la production de la prochaine campagne, le prix du vin sera augmenté de 6,5 %.

Réduire les stocks de poudre de lait

A propos des produits laitiers, M. Bonnet a déclaré : « Nous nous sommes vu attribuer un rôle de premier plan dans la réduction des stocks de poudre de lait en France par une augmentation de 7 % en 1976 par rapport à 1975. Outre un relèvement des prix, nous proposons par la Commission, la France, qui était appuyée par la Belgique, le Luxembourg et l'Irlande, à obtenir le maintien d'un régime d'importation automatique pour la poudre de lait et le beurre. En d'autres termes, les laitiers qui écouleront des quantités de poudre de lait, pourront bénéficier d'une réduction de leur prix de revient. La Commission, afin de réduire les quantités « portées à l'importation », a par là même, de réduire la production des stocks, avait proposé de retenir un système d'adjudication donnant une moindre sécurité aux producteurs. Il faut noter cependant que la hausse qui sera appliquée au prix d'intervention de la poudre de lait sera moins forte que celle décidée pour le prix indicatif du lait.

Le conseil, à l'évidence très préoccupé par le caractère chronique de la surproduction laitière, a retenu l'idée d'une participation des producteurs aux dépenses de réduction des stocks, à compter du 1^{er} mars 1977. Les modalités d'application de cette responsabilité imposée aux producteurs seront définies, à l'automne prochain, après qu'ils auront été consultés. Des mesures ont été décidées pour réduire les stocks de poudre de lait existant dans la C.E.E. (plus de 1 million de tonnes). Les livraisons fournies par la Communauté au tiers-monde passeront de 35 000 tonnes, atteintes l'année dernière à 200 000 tonnes. D'autre part, les industriels devront incorporer 2 % de poudre de lait dans les aliments du bétail. Conséquences notamment des pressions américaines, cette opération de désengagement des stocks portera seulement sur 400 000 tonnes au lieu des 800 000 tonnes prévues initia-

lement. Pour apaiser les États-Unis et les autres fournisseurs de la C.E.E. en soja, qui redoutent que l'usage accru de poudre n'entraîne une réduction de leurs exportations vers les Neuf, il a été entendu que la C.E.E. financerait le stockage du soja.

Le conseil a prévu de légèrément aménager le régime d'intervention applicable à la viande bovine. Il sera désormais moins automatique et, par conséquent, un peu moins attractif pour les producteurs.

En ce qui concerne les céréales, les Neuf ont amorcé une réforme qui devra aboutir en 1977-1978 à payer le prix des blés fourragers au même niveau que les autres céréales fourragères (maïs, orge).

Un répit de courte durée ?

Outre le soulagement qu'apporte le dénouement, au moins au plan européen, de la crise du vin, les résultats obtenus sont plutôt satisfaisants pour les exploitants. Le Conseil, en dépit d'une conjoncture agricole européenne et internationale peu favorable, a adopté une politique de rigueur qui aurait été préjudiciable au revenu des agriculteurs. Une telle attitude représente assurément une concession acceptée au nom de la solidarité communautaire de la part des pays membres tels l'Allemagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Il est significatif qu'ils aient finalement accepté, tant la garantie de bonne fin pour les viticulteurs qu'une augmentation substantielle du prix du lait. Au moins en ce qui concerne le ministre allemand, M. Ertl, on est enclin à voir dans cette attitude, conciliante, une manifestation positive des intérêts récents entre le chancelier Schmidt et M. Giscard d'Estaing à Nice.

Sans vouloir jouer les Cassandre, on peut cependant redouter que le répit ainsi obtenu par les agriculteurs et le gouvernement français ne soit de courte durée. Pour M. Lardoux, a déclaré aux ministres que les mesures figurant dans le compromis final (mais à part l'accroissement de l'aide financière et les dépenses résultant des montants compensatoires appliqués en Italie pour pallier la dévaluation de la lire) n'empêcheront pas l'adoption, par le conseil, d'un budget supplémentaire. Les crédits inscrits au budget 1976 de la Communauté, pour les dépenses de soutien agricole, s'élevaient à 6,1 milliards d'unités de compte (28 milliards de francs). Tout porte à penser que ce pari douteux, qui relève surtout de la méthode, ne pourra être gagné, et qu'à l'automne, la Commission devra bel et bien demander une rallonge au Conseil. En tout état de cause, l'écroulement des crédits disponibles limitera la marge de manœuvre dont elle disposera pour gérer les marchés et lui interdira notamment, une fois encore, d'engager une politique d'exportation d'envergure.

De plus, rien ou presque n'est fait pour parvenir à une meilleure maîtrise des marchés, et en particulier de la production laitière. Enfin, l'effort consenti pour réduire les stocks existant de poudre de lait est modeste. Dans ces conditions, il y a tout lieu de redouter que les excédents ne continueront de croître, accentuant l'inquiétude des gouvernements membres qui trouvent la politique agricole commune trop laxiste.

Pour ces raisons — augmentation des dépenses et des excédents, — ceux-là mêmes qui, telle l'Allemagne, viennent de faire preuve de compréhension à l'égard des thèses françaises, pourraient très rapidement être amenés à reprendre leur offensive en faveur d'une révision des règles du marché commun agricole. On peut malheureusement prévoir une nouvelle importante négociation agricole pour l'automne prochain. Celle-ci devra consacrer un tout nouveau visage à l'Europe verte. Le marathon qui vient de s'achever d'une manière plutôt heureuse pour nos agriculteurs pourrait bien alors apparaître, avec le recul, comme le dernier épisode d'une époque faste.

PHILIPPE LEMAITRE.

Augmentation de 43 % des crédits pour l'exportation. — L'enveloppe financière destinée à aider les entreprises en développement leurs capacités exportatrices vient d'être portée de 7 à 10 milliards de francs. Ce régime spécial de financement avait été mis en place le 1^{er} juillet 1974.

EMPLOI

Les ministres du travail de l'O.C.D.E. préconisent « des actions plus positives » pour lutter contre le chômage

Les ministres du travail des pays membres de l'O.C.D.E. qui, pour la première fois dans l'histoire de cette institution, ont tenu une réunion commune les 4 et 5 mars à Paris, ont adopté une recommandation en faveur « d'une politique globale de l'emploi et de la main-d'œuvre ».

« Les ministres ont souligné, déclare le communiqué, qu'il est nécessaire dans le plupart des pays de mener des actions plus positives en vue d'apporter au problème du chômage des solutions socialement utiles et économiquement acceptables ».

Les ministres du travail des pays capitalistes occidentaux ont constaté que les politiques économiques classiques et la seule reliance de la croissance n'étaient pas suffisantes pour assurer le plein emploi.

M. Michel Durieux, président de cette rencontre, a résumé la recommandation en déclarant qu'il valait « mieux intégrer la politique économique et sociale et compléter les mesures défectueuses visant à pallier les effets du chômage par une politique offensive tendant à créer des emplois nouveaux pour faciliter l'entrée des jeunes, en développant la

formation et en explorant des voies nouvelles ».

Parmi les mesures préconisées ont été citées : l'encouragement des entreprises de caractère temporaire et saisonnier ; l'allègement des charges salariales ; la création d'emplois dans les secteurs public et privé, ainsi qu'au niveau des collectivités locales.

Sous la pression des pays les plus pauvres, tels la Turquie et la Grèce, où l'émigration joue un rôle important, un long débat a porté sur le retour à la liberté des mouvements migratoires. L'aménagement de la Turquie, qui réclamait la réouverture des frontières, a été rejeté, mais des modifications ont été apportées au projet initial de recommandation : les ministres ont en effet décidé de confier aux experts de l'O.C.D.E. et à un groupe spécial — une étude qui, d'ici six mois à un an, devra définir « les principes directeurs destinés à faciliter l'orientation des politiques de migration » et envisager un fonds spécial d'aide à la réinsertion des immigrés, bien que le thème de « fonds spécial » proposé par la Grèce, n'ait pas été retenu.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

La quasi-totalité des syndicats de fonctionnaires appellent à la grève le 9 mars

La quasi-totalité des syndicats de la fonction publique (C.G.T., C.F.D.T., F.O., F.N.C.F.T.C., autres) ont appelé à la grève le 9 mars, les fonctionnaires de la fonction publique. Les syndicats de la fonction publique ont décidé de grève pour le mardi 9 mars. La C.G.T. et la C.F.D.T. veulent aussi faire de cette journée le temps fort de la semaine d'action qu'elles organisent dans tout le secteur nationalisé. Toutefois, il ne devrait y avoir ni coupure de courant ni arrêt généralisé des trains. Des défilés auront lieu à Paris et en province, mais F.O. n'y participera pas.

Répondant à l'invitation de la F.N.C.F.T.C., la C.G.T., la C.F.D.T., la F.O. et les autres syndicats se sont rencontrés le 6 mars pour s'efforcer, sans préalable, de donner un objectif commun à la grève et aux défilés du 9 mars. Pour la C.G.T., il s'agit de lutter contre la « politique d'austérité » en réclamant la reprise des négociations. Pour les autres syndicats, il faut continuer de lutter pour obtenir cette réouverture avec la ferme volonté d'aboutir.

Du côté gouvernemental, on ne semble pas estimer que le conflit de la fonction publique devienne gravement la politique contractuelle ; on laisse entendre que les

discussions pourraient reprendre assez rapidement.

À la S.N.C.F. une cinquième rencontre a eu lieu le 5 mars, et une autre est prévue le 10. On traitera de la réorganisation du travail manuel. La direction aménagera légèrement ses premiers offres, un ajustement au titre du contrat qu'elle pourra envisager, augmentation de 1,40 % au 1^{er} janvier, 1 % au 1^{er} avril et 0,75 % au 1^{er} juillet et au 1^{er} octobre, un ajustement en fonction de la hausse des prix. Dans un but de chaque trimestre. La progression du pouvoir d'achat, jusqu'à présent, ne porte que sur une déflation uniforme de deux points d'indice (un point égal 11 P). La C.G.T. et la C.F.D.T. ont qualifié ces propositions de « rétrograde ». Elles envisagent avec la F.N.C.F.T.C. (conducteurs automobiles) de diriger l'action.

À la R.A.T.P., où l'accord salarial a été paré le 5 mars, les non signataires (C.G.T., C.F.D.T. et cadres F.O.) représentent environ 60 % du personnel ; un certain mécontentement persiste, la direction ayant refusé d'accepter les cent quatre jours de repos (deux par semaine) que réclament les agents.

MONNAIES ET CHANGES

SPÉCULATION SUR LA LIVRE

(Suite de la première page.)

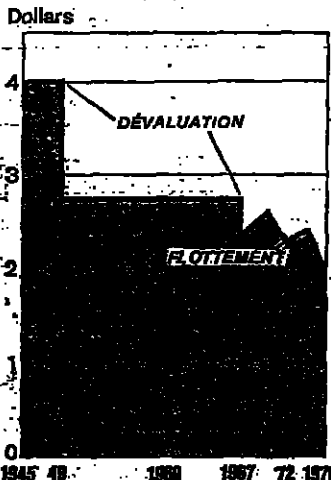
Les interventions de la banque centrale sont toujours très discrètes et ne font l'objet d'aucune spéculation publique. Selon certains spécialistes, elle n'aurait fait cette

de vue d'un porte-parole de l'opposition conservatrice, M. Norman Lamont, selon qui « tout ce que font les autorités paraît de nature à stabiliser le livre de la façon la plus spectaculaire ».

Un sentiment assez général dans la City est qu'avec ou sans « dénotation négative », les autorités ont voulu stimuler à nouveau les exportations en rendant les prix britanniques plus compétitifs sur le marché mondial. En même temps, la baisse du taux d'intérêt doit encourager les investissements industriels. Même si cette démarche fait monter les prix des importations de matières premières, les experts de la réserve ont jugé, semble-t-il, que, dans l'ensemble, une telle stratégie favorisait le redressement de l'économie britannique.

Les plus optimistes pensent que la politique adoptée par les dirigeants de Whitehall et de la City comporte des aspects déconcertants : on risque ainsi d'encourager, très modestement d'ailleurs, l'inflation importée, ce serait parce que la pression inflationniste d'origine purement nationale commencerait à être contenue d'une manière satisfaisante. Mais, en même temps, s'exprime la crainte que cette politique, jugée autour du sterling, n'entraîne d'autres difficultés européennes — sont en difficulté, ne provoque un réajustement plus profond sur le front monétaire international.

JEAN WEIZ.



1945 48 - 1950 1960 1972 1976

fois que des efforts très modestes pour freiner le déclin du sterling. D'autres spécialistes accusent d'une véritable « trahison » parce que, durant ces derniers jours, elle aurait elle-même vendu des quantités substantielles de monnaie britannique. Tel est notamment le point

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CREDIT LYONNAIS
EUROPARTENAIRES :
Banco di Roma
Banco Hispano Americano
Commerzbank

Situation au 3 Février 1976

La situation au 3 Février 1976 s'établit à 137.580 millions contre 144.612 millions au 2 Janvier 1976.

Au passif, le poste Institut d'Émission, Banques et Entreprises non bancaires adhérentes au marché monétaire s'élève à 35.630 millions. Les Comptes d'Épargne et divers totalisent 21.494 millions et les Comptes de Particuliers 40.176 millions. Les Bons de Caisse atteignent 19.126 millions.

A l'actif, les Crédits à la Clientèle Portefeuille s'élèvent à 50.167 millions et les Comptes débiteurs à 22.342 millions.

Les Crédits mobiliers, hors-bilan, s'élèvent pour 10.681 millions.

SOCIÉTÉ LYONNAISE
DE DÉPÔTS ET DE CRÉDIT
INDUSTRIEL

Lors de sa séance du 4 mars, le conseil, sous la présidence de M. Henri Armand, président-directeur général, a arrêté les comptes de l'exercice 1975 qui font ressortir, après amortissements et provisions, un bénéfice net de 15 525 326,15 F, contre 16 525 772,15 F l'année précédente.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale ordinaire, qui se tiendra à Lyon le 22 avril, de répartir une somme de 9,75 F par action au décompte de 1975.

— Dividende distribué : 6,50 F.
— Avance d'impôt versée au Trésor (avoir fiscal) : 3,25 F.

Cette distribution, d'un montant nominal égal à celui de l'exercice précédent, s'applique toutefois à un capital augmenté de 20 500 000 F, dont la moitié par distribution d'actions gratuites.

Jusqu'à nouvel avis...

europcar

645.21.25

(PUBLI-TELE)

S. T. E. G.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Société Tunisienne de l'Électricité et du Gaz (S.T.E.G.) est sur le point de lancer un appel d'offres international en vue de passer commande pour la fourniture, le transport, le montage et la mise en service industriel d'une centrale hydroélectrique d'une puissance de l'ordre de 30 MW, implantée à Sidi Salem dans la région de Testour.

Les constructeurs désireux de soumissionner peuvent retirer les dossiers d'appel d'offres au siège social de la S.T.E.G. (Département de l'Équipement, 38, rue Kemal-Ataturk, Tunis - TUNISIE) ou se les faire adresser moyennant le versement de 100 (cent) dinars tunisiens ou leur contre-valeur en monnaie étrangère, à partir du 15 mars 1976.

L'ouverture des plis est prévue pour le 16 juin 1976.

(PUBLI-TELE)

ROYAUME DU MAROC

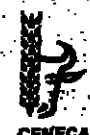
OFFICE RÉGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU GHARB KENITRA

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 5/76

Le Directeur de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb Kenitra, jusqu'au 23 Rabia I 1396 (25-3-1976) à 12 h, des offres de prix pour les travaux de consolidation des berges et du barrage de la station de pompage IC bis 2 située à 15 km au nord-ouest de Sidi Slimane.

Le dossier est à retirer au siège de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb — Service de l'Équipement — Carrefour Mauritanie Kenitra — contre versement d'une somme de cinquante Dirhams (50 Dh).

OUVERTURE
du salon international
de l'agriculture



CENEGA

porte de versailles

du 7 au 14 mars

tous les jours de 9h à 19h



LA REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 1^{er} AU 5 MARS

Une propension à la hausse

La semaine qui vient de s'écouler a été particulièrement satisfaisante pour les valeurs françaises, qui, lentement mais sûrement, ont confirmé leur avance. La moyenne de leurs cours s'inscrivait au plus haut de l'année. Fait remarquable, pas une fois on ne s'est vu en cinq séances, le montant des échanges, tant sur le marché au comptant que sur le marché à terme, n'est descendu au-dessous de 100 millions de F, le volume total étant nettement plus étoffé que les semaines passées.

Indécis, et même sujet à l'effritement lundi, le marché reprenait sa hausse les jours suivants, se permettant seulement un léger fléchissement jeudi, pour terminer la semaine sur une note de résurgence considérée comme fort satisfaisante, les différents indices accusant une progression de 1 %. Ce comportement a surpris, agréablement, les opérateurs. Celui de Wall-Street a pourtant été décevant ces jours-ci. L'apparition brutale d'une forte tension à la frontière séparant la Rhodésie du Mozambique aurait pu exercer un effet déprimant. Quant aux élections cantonales, leur issue probable — à savoir un glissement vers la gauche — n'a pas, théoriquement, de quoi réjouir la corbeille. Peut-être n'attendait-elle que les premiers résultats pour réagir. On verra bien.

Les opérateurs, en tout cas, semblent devenir plus sensibles aux nouvelles en provenance de l'économie, dont la reprise s'affirme — enfin — chaque jour davantage. D'autre part, les résultats fort brillants de certaines sociétés, peu affectées par la crise, ont attiré l'attention des investisseurs. Après l'annonce de la mise en œuvre de la Compagnie bancaire, Férodo, Carrefour, se sont distingués, sans oublier Hachette et les Frères de la cité, ni surtout l'Afr. Liquide, au plus haut depuis dix ans. Même les « vaches sacrées » de la chimie, PUK et Rhône-Poulenc, ont progressé, en dépit de leurs difficultés.

Aux valeurs étrangères, l'événement de la semaine a été, mercredi, une véritable déroute des mines d'or et de métaux sur l'ensemble du marché, la chute de la frontalière entre la Rhodésie et le Mozambique. La crainte d'une aggravation de la situation en Afrique australe a provoqué ce jour-là une très vive baisse des cours, qui a pu atteindre jusqu'à 22 % pour une valeur sud-africaine comme East-Rand, affectant également De Beers. Les jours suivants, un certain redressement s'est produit, par endroits, mais les pertes subies étaient si importantes, reflétant les incertitudes qui planaient désormais sur la pointe sud du continent africain.

L'or lui-même n'a progressé que légèrement, le lingot gagnant 190 F à 19 500 F, et le napoléon 2 F à 235,50 F. — F.R.

LE BALLET DES GÉNÉRALIS

La Générale occidentale, groupe franco-italien, animé par M. James Goldsmith, lance une offre publique d'échange sur les actions de la Générale alimentaire, sa filiale à 70 %, dont elle avait racheté le contrôle il y a trois ans au groupe Rothschild. Compagnie du Nord, l'un des objets de cette opération (une Générale pour deux Aliments) est de permettre à la Générale occidentale de porter de 30 % à 81 % sa participation dans une autre de ses filiales, la société anglaise Cavenham, en lui faisant passer de la Générale alimentaire, Cavenham est le pivot des participations de la Générale occidentale dans l'industrie, où elle tient la troisième place en Europe après Nestlé et Unilever avec un chiffre d'affaires de 15 milliards de francs. Cette filiale, outre ses intérêts en Grande-Bretagne, contrôle 2 % de la distribution des produits alimentaires de la région de l'Union, avec un chiffre d'affaires supérieur à 1,5 milliard de dollars. D'où l'opportunité, pour la Générale occidentale, dont le siège est à Paris, d'y prendre la majorité par l'opération que l'on sait.

Valeurs à revenu fixe

ou indexées

La bonne tenue du napoléon, qui a gagné 2 points dans la semaine, a exercé une influence favorable sur la cotation de l'Emprunt 4 1/2 % 1973.

Dans une dizaine de jours interviendra le tirage au sort qui désignera les titres à rembourser. Les derniers seront remboursés — et repris en règlement des droits de mutation — à un prix qui devrait être favorable aux détenteurs des cours de bourse. Pour les cin-

quante-dix valeurs cotées sur les cent pendant lesquelles les cours du napoléon ont été en hausse, le prix se situait, vendredi soir, à 631,57 F.

Haussé de 7 points le 7 % 1973, qui se rapproche peu à peu de ses plus hauts niveaux historiques.

La Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône va procéder à l'émission d'un emprunt de 100 millions de francs au taux nominal de 10,80 % (taux de rendement à l'émission : 10,82 %).

Banques, assurances, sociétés

L'investissement

Le bénéfice net chers plus-values d'U.C.B. s'est élevé, en 1975, à 63,3 millions de francs — soit 15,2 millions de francs de plus que celui de 1974. Le bénéfice net consolidé par action passe de 24 F à 25 F, mais une action gratuite pour trois anciennes est attribuée.

Bâtiment et travaux publics

Le chiffre d'affaires du groupe des Grands Travaux de Marseille atteint 3 milliards de francs T.T.C. en 1975, contre 2,65 milliards en 1974. Le bénéfice consolidé avant provisions pour impôts s'élève à 100 millions de francs. Pour la société G.T.M. seule, le bénéfice net 1975 sera voisin de 120 millions de francs contre 115 millions un an plus tôt. Cette

Matériel électrique, services

La Société d'Équipement électrique, qui vient d'acquiescer à la cession de son capital de 11,5 % au groupe Schneider, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de francs, contre 2,25 milliards en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Produits chimiques

Le groupe Carrefour, distributeur de produits chimiques, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Alimentation

Le groupe Carrefour, distributeur de produits alimentaires, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Publicité

Le groupe Carrefour, distributeur de produits publicitaires, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Services

Le groupe Carrefour, distributeur de services, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Services

Le groupe Carrefour, distributeur de services, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Services

Le groupe Carrefour, distributeur de services, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Services

Le groupe Carrefour, distributeur de services, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Services

Le groupe Carrefour, distributeur de services, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Services

Le groupe Carrefour, distributeur de services, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Services

Le groupe Carrefour, distributeur de services, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Services

Le groupe Carrefour, distributeur de services, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Services

Le groupe Carrefour, distributeur de services, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Services

Le groupe Carrefour, distributeur de services, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Services

Le groupe Carrefour, distributeur de services, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Services

Le groupe Carrefour, distributeur de services, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Services

Le groupe Carrefour, distributeur de services, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Services

Le groupe Carrefour, distributeur de services, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Services

Le groupe Carrefour, distributeur de services, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Services

Le groupe Carrefour, distributeur de services, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Services

Le groupe Carrefour, distributeur de services, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Services

Le groupe Carrefour, distributeur de services, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Services

Le groupe Carrefour, distributeur de services, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Services

Le groupe Carrefour, distributeur de services, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Services

Le groupe Carrefour, distributeur de services, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Services

Le groupe Carrefour, distributeur de services, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Services

Le groupe Carrefour, distributeur de services, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Services

Le groupe Carrefour, distributeur de services, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Services

Le groupe Carrefour, distributeur de services, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Services

Le groupe Carrefour, distributeur de services, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Services

Le groupe Carrefour, distributeur de services, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Services

Le groupe Carrefour, distributeur de services, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Services

Le groupe Carrefour, distributeur de services, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Services

Le groupe Carrefour, distributeur de services, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Services

Le groupe Carrefour, distributeur de services, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Services

Le groupe Carrefour, distributeur de services, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

Services

Le groupe Carrefour, distributeur de services, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1974. Le bénéfice net consolidé s'élève à 100 millions de francs, contre 95 millions en 1974. Le bénéfice net par action est de 10,80 F, contre 10,20 F en 1974.

global de 7,55 florins par action contre 1,30 en 1974 au titre de l'Union N.D. Pour l'Union N.D., les chiffres correspondants sont de 13,87 pence contre 12,09 pence en 1974.

La société *Burgess*, filiale commune de Produits chimiques Ugine-Kuhlmann et B.A.S.F., qui fabrique du polyuréthane, devient filiale à 100 % de la première. B.A.S.F. et P.C.U.K. mettent ainsi

fin à leur association au sein d'*Urethane*.

Avec un chiffre d'affaires hors taxes en baisse de 5,9 % sur 1974, les Glaceries de Saint-Roch ont soldé leurs comptes par une perte de près de 96 millions de francs belges.

Pour la première fois depuis quatorze mois, la direction générale des prix a autorisé une majoration de 5 % des prix de vente de l'aluminium en France. Le directeur augmentation intervenu en janvier 1975, était de 3 %.

Industries, textiles, magasins

U.I.S. annonce pour 1975 un montant de recettes totales de 134,5 millions de francs (+ 25 %).

Mines, caoutchouc, outre-mer

En 1975, le groupe *Union Corporation* a réalisé un bénéfice après impôts de 54 824 000 rands contre 38 747 000 rands en 1974. Le dividende final a été fixé à 30 cents (inchangé), ce qui porte le montant total de l'exercice à 42 cents par action (inchangé).

Le dividende global pour 1975 de *General Mining* est également inchangé à 210 cents par action sur un capital augmenté entre-temps par une émission en numéraire de 12 actions nouvelles pour 100 anciennes. Le bénéfice net par action ordinaire s'est établi à 440 cents contre 425 en 1974.

Pour *Anglo American Corporation*, le dividende final est de 25 cents par action contre 21,5 cents pour la période correspondante de 1974. Globalement, 33 cents par action auront été dis-

Métallurgie, constructions

Radité de la cote officielle le 27 février dernier, l'action de *Lip S.A.* a vu être de nouveau cotée sur le marché hors cotes de Paris.

C'est le chapitre syndical des agents de change qui constatait l'existence d'ordres d'achat et de ventes, à la fois limitative. La Commission des opérations de Bourse a décidé de rappeler que la société *Lip* a été mise en règlement judiciaire et qu'elle n'a plus d'activité. Ses actions sont expirées par une société judiciaire indépendante.

Malgré les interventions de la COB auprès de l'Administration judiciaire, aucune information n'a pu être donnée depuis le dépôt de bilan sur la situation financière de *Lip* et les conditions qui la lient à la société exploitante.

Le dividende 1975 de *Carnaud S.A.* sera du même ordre que celui de 1974. Compte tenu de l'inflation, le chiffre d'affaires hors taxes a diminué de 1 393 millions de francs, contre 1 338 millions fin 1974. La marge brute d'auto-financement sera inférieure à celle de 1974.

Celle de *Férodo*, en revanche, en se situant à 110,5 millions de francs, est restée proche du niveau de 1974. Le chiffre d'affaires hors taxes a progressé de 12 % à 1 393 millions de francs, le bénéfice net s'élevant à 38,37 millions de francs, en hausse de 34 %. Le dividende global sera de 28,40 F contre 24 F en 1974.

Pour le groupe *S.K.F.*, le dividende est fixé à 4,50 couronnes par action, contre 5,00 en 1974. Le capital a été augmenté entre-temps de 25 % en 1975 à titre gratuit.

Les *Sts Japy* ont réalisé, en 1975, un bénéfice avant impôts de 1,2 million de francs, contre 407 000 F en 1974.

Sactel-Solac a décidé de repousser ses investissements à l'été 1975 et de consacrer 1,5 à

Produits chimiques

Pour l'exercice 1975, le groupe *Unilever* distribuera un dividende

La réforme de la Bourse en marche

« Tout évolue, sauf le marché boursier qui fonctionne comme au siècle dernier », a déclaré M. Flornoy, syndic de la Compagnie des agents de change, qui, au cours d'une conférence de presse, la première de ce genre, a développé les grandes lignes d'une réforme ou, mieux, d'une « évolution » de la Bourse de Paris. Cette évolution, qui sera « longue et difficile », aura pour objectif essentiel d'instaurer un « marché continu », et dont les cotations ne seront plus concentrées sur un premier cours. Ce marché devra être unique, c'est-à-dire que la dualité, parfois choquante, des cotations à terme et au comptant, devra disparaître ; aucune solution n'est encore arrêtée, et ce n'est pas avant un an que l'on traitera entre le tout au comptant et avec un mécanisme d'avances sur titre comme à New-York, et le tout à terme — avec facilité d'escompte et de mobilisation, comme à Londres. Le marché, enfin, devra grâce à l'information bénéficiant d'une retransmission complète de ses données, non seulement les cours et les quantités, mais aussi les limites de cours dans lesquelles des transactions pourraient s'effectuer, cela permettrait — une démultiplication des ventes de décision — et un appel continu et spontané de contreparties.

Évoquant le sujet brûlant des Bourses de province, qui souffrent d'un drainage continu vers la Bourse de Paris, M. Flornoy a souligné que leur importance ne devrait pas être évaluée en chiffre d'affaires, ni en capitalisation boursière, mais en densité d'épargne et en créativité économique. Il a évoqué, à ce sujet, la création de sociétés d'épargne spécialisées, les *SODIM*, qui seront autorisées à détenir plus de 10 % du capital d'une société cotée lorsque sa dimension est encore réduite.

Traquant enfin le sujet non moins brûlant de la réorganisation des intermédiaires, restée inchangée depuis 1851, alors que la capitalisation boursière a diminué de 80 % en quinze ans et que les frais généraux ont poursuivi leur ascension, le nouveau syndic a annoncé que le projet de loi relatif aux sociétés d'investissement pour le public allait être examiné et devrait recevoir une suite favorable. La fonction d'intermédiaire en Bourse et celle d'apporteur d'affaires seront-elles séparées, la seconde étant réservée à des professionnels de la finance. A cette occasion, M. Flornoy a clairement indiqué que toutes ces réformes s'effectueraient en consultation étroite avec les établissements bancaires principaux pour le marché de Bourse, et qu'il y avait un accord pour la mise en œuvre de la réforme. Enfin, il a voulu rassurer en confirmant que la réforme des marchés n'entraînerait aucune contraction du personnel et que le relèvement des cotations serait consacré à financer les nouveaux développements. Dont acte. — F.R.

Le volume des transactions (en francs)

1^{er} mars 2^e mars 3^e mars 4^e mars 5^e mars

Forme 81 123 329 103 308 287 152 338 778 133 357 061 111 182 897

Comptant 268 782 114 111 886 882 111 847 816 158 238 630 151 859 770

R. et obl. 48 681 618 49 546 151 50 655 178 33 081 108 47 734 042

Total 498 687 059 564 751 430 614 891 671 343 686 800 340 776 709

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E., base 100, 31 décembre 1975)

France 110,3 111,1 112,1 111,8 111,7

Etranger 104,4 104,9 103,7 103,8 104,2

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

(base 100, 29 décembre 1961)

Ind. gén. 80,9 81,2 81,9 81,8 81,9

Ind. ind. 80,9 81,2 81,9 81,8 81,9

Ind

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2-3. EUROPE

— U.R.S.S. : le XXV^e congrès a retardé la bataille de la succession.

— ESPAGNE : les élections des députés de la législature de Vitoria.

— LA CRISE IRLANDAISE : Londres revient à l'administration directe de l'Ulster.

— AFRIQUE : formation d'un gouvernement de la République centrafricaine.

— DIPLOMATIE : M. Jacques Chirac a eu, vendredi après-midi, un second entretien avec le général Molloum. Il a ensuite assisté à une réception chez le consul de France, en présence d'une colonie française soigneusement triée, d'où étaient exclus les coopérants, ce qui peut surprendre lorsqu'on parle de renouveau de la coopération. Le soir, le président du Conseil supérieur militaire a offert un dîner en son honneur.

— M. Jacques Chirac devait regagner Paris le samedi 6 mars après un séjour d'un peu plus de vingt-quatre heures.

— Les seules « réceptions » que se soit permises le premier ministre, lors de sa visite de la Casa Lecier, maison habitée par le général à la veille du départ de la division blindée, puis une brève halte sur les bords du Chari, large fleuve aux eaux saumâtres, pour donner aux photographes une vue de fond africain.

— Le second entretien avec le général Molloum a porté sur la politique intérieure du Tchad. « Le président a abordé lui-même l'affaire des otages », a confié M. Chirac, ajoutant : « Le gouvernement du Tchad est décidé à faire tout ce qui est en son pouvoir, mais ne dément pas la clé du problème. »

— En dehors de cette petite phrase, l'art de ce genre de voyage consiste à dire, du fois la même chose : « coopération d'égal à égal », « aide d'accompagnement », « développement général », « l'indépendance des États », « la France restera fidèle à ses amis », sont revenus comme un leitmotiv dans les propos du premier ministre, alors qu'il lui était répondu dans les discours des officiels tchadiens : « échec de l'ancien régime », « non-alignement », « reconquête nationale », « coopération dans le respect de la souveraineté nationale. »

— Pendant ce temps, la commission française, dirigée par M. Giscard, directeur des affaires africaines et malgaches au Quai d'Orsay, mettait la dernière main, avec de hauts fonctionnaires tchadiens, aux accords qui devaient être signés samedi matin 6 mars. La liste en est impressionnante : convention sur les concours en personnel, création

— d'une commission mixte chargée des problèmes de coopération, accord de coopération culturelle en matière d'enseignement supérieur, accord dans les domaines économique, judiciaire, médical, convention administrative en matière de douane, accord de coopération militaire technique, convention domaniale.

— Les militaires français présents au Tchad paieront-ils des impôts ? Le problème était encore en suspens vendredi. « Les accords n'ont pas de portée politique en eux-mêmes », a expliqué un conseiller de M. Chirac, sans doute dans le domaine militaire, puisque la France s'apprête à régler que son nombre plus grand — il y en a actuellement deux cent soixante — d'instructeurs.

— Le Tchad a en retour accordé à la France le droit de survol de son territoire et le droit d'atterrissage pour les avions civils et militaires.

— Les silences de M. Chirac à cet égard étaient parfois éloquentes. A deux questions : « Le développement de l'aide militaire française et la libération de Mme Giscard par les forces armées françaises », et « Peut-on être que, avec le droit d'atterrissage donné aux avions militaires, la France possède une plate-forme en Afrique », le premier ministre a refusé de répondre.

— BRUNO DETHOMAS.

LE MONDE AUJOURD'HUI

— Prévention : Patrick, le voyou de la ZUP, par Bruno Dethomas.

— Au fil de la semaine : Le scrutin perdu, par Pierre Villanueva.

— Lettre de Bogota : La peur dans l'Él Dorado, par Denise Alm.

— La philosophie : par Jean-Luc.

— Paris : L'agence de l'Inde 4/403, par Pierre Leulliette.

— RADIO-TELEVISION : « Le Tourné en Indes », de Jean-Emile Jeanneney, par Louis Maréchal ; « Les Misérables », du C.E.S. André, par Mathilde La Bardonnie ; le culte de l'INA, par Roland Cayrol.

17-19. ARTS ET SPECTACLES

— THÉÂTRE MUSICAL : Young Liberty, de Claude Frey, par l'Opéra-Studio.

— EXPOSITIONS : Segonzac le Français.

20-21. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— Le retour au calme dans le Midi viticole paraît encore précoce.

22-23. LA SEMAINE FINANCIÈRE

LIRE ÉGALEMENT

— RADIO-TELEVISION (11 à 14) : Annonce d'assès (22) ; Aujourd'hui (18) ; Carrot (19) ; Journal officiel (16) ; Météo-rogie (16) ; Mots croisés (16).

— Le numéro du « Monde » daté 6 mars 1976 a été tiré à 575 706 exemplaires.

NOUVELLES BRÈVES

— M. M. Pict van der Byl, ministre de la défense des affaires étrangères de Rhodesie, et Ted Sutton Pryce, ministre adjoint au chef du gouvernement rhodésien, qui ont été considérés comme le porte-parole de M. Ian Smith, sejourneront en Afrique du Sud depuis vendredi 5 mars, à titre privé. Cependant, la décision qui entoure cette visite est interprétée comme devant permettre aux Rhodésiens d'obtenir l'accord du gouvernement de Pretoria pour faire passer leur trafic commercial avec l'extérieur. — (A.F.P.)

— Selon la chaîne de télévision américaine ABC, une réunion aurait lieu ce week-end à Bay-Point (Floride) entre des membres de l'OCPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) et des représentants des grandes compagnies pétrolières américaines. Le département d'État affirme tout ignorer d'une telle réunion — pour laquelle, précise ABC, d'importantes mesures de sécurité ont été prises, — et les directions des compagnies pétrolières américaines se refusent à toute déclaration. — (Reuters.)

— Après l'attentat commis dans la nuit du 4 au 5 mars dans l'immeuble parisien où habite M. Raymond Maroellin, ancien ministre de l'Intérieur (le Monde du 6 mars), le parquet a ouvert dans la journée du 5 mars une information contre X pour destruction d'édifice par substance explosive. Le juge d'instruction chargé du dossier, M. Hubert Pissoneau, a donné commission rogatoire à la brigade criminelle pour lui permettre de mener son enquête.

LA VISITE DE M. CHIRAC AU TCHAD

N'Djamena aurait demandé un important accroissement de l'aide militaire française

De notre envoyé spécial

N'Djamena. — M. Jacques Chirac a eu, vendredi après-midi 5 mars, un second entretien avec le général Molloum. Il a ensuite assisté à une réception chez le consul de France, en présence d'une colonie française soigneusement triée, d'où étaient exclus les coopérants, ce qui peut surprendre lorsqu'on parle de renouveau de la coopération. Le soir, le président du Conseil supérieur militaire a offert un dîner en son honneur.

M. Jacques Chirac devait regagner Paris le samedi 6 mars après un séjour d'un peu plus de vingt-quatre heures.

Les seules « réceptions » que se soit permises le premier ministre, lors de sa visite de la Casa Lecier, maison habitée par le général à la veille du départ de la division blindée, puis une brève halte sur les bords du Chari, large fleuve aux eaux saumâtres, pour donner aux photographes une vue de fond africain.

Le second entretien avec le général Molloum a porté sur la politique intérieure du Tchad. « Le président a abordé lui-même l'affaire des otages », a confié M. Chirac, ajoutant : « Le gouvernement du Tchad est décidé à faire tout ce qui est en son pouvoir, mais ne dément pas la clé du problème. »

En dehors de cette petite phrase, l'art de ce genre de voyage consiste à dire, du fois la même chose : « coopération d'égal à égal », « aide d'accompagnement », « développement général », « l'indépendance des États », « la France restera fidèle à ses amis », sont revenus comme un leitmotiv dans les propos du premier ministre, alors qu'il lui était répondu dans les discours des officiels tchadiens : « échec de l'ancien régime », « non-alignement », « reconquête nationale », « coopération dans le respect de la souveraineté nationale. »

Pendant ce temps, la commission française, dirigée par M. Giscard, directeur des affaires africaines et malgaches au Quai d'Orsay, mettait la dernière main, avec de hauts fonctionnaires tchadiens, aux accords qui devaient être signés samedi matin 6 mars. La liste en est impressionnante : convention sur les concours en personnel, création

d'une commission mixte chargée des problèmes de coopération, accord de coopération culturelle en matière d'enseignement supérieur, accord dans les domaines économique, judiciaire, médical, convention administrative en matière de douane, accord de coopération militaire technique, convention domaniale.

Les militaires français présents au Tchad paieront-ils des impôts ? Le problème était encore en suspens vendredi. « Les accords n'ont pas de portée politique en eux-mêmes », a expliqué un conseiller de M. Chirac, sans doute dans le domaine militaire, puisque la France s'apprête à régler que son nombre plus grand — il y en a actuellement deux cent soixante — d'instructeurs.

Le Tchad a en retour accordé à la France le droit de survol de son territoire et le droit d'atterrissage pour les avions civils et militaires.

Les silences de M. Chirac à cet égard étaient parfois éloquentes. A deux questions : « Le développement de l'aide militaire française et la libération de Mme Giscard par les forces armées françaises », et « Peut-on être que, avec le droit d'atterrissage donné aux avions militaires, la France possède une plate-forme en Afrique », le premier ministre a refusé de répondre.

BRUNO DETHOMAS.

LES RÉSERVES DE CHANGE DE LA FRANCE ONT DIMINUÉ DE PLUS DE 4 MILLIARDS DE FRANCS EN FÉVRIER

A la fin du mois de février, les réserves officielles de change de la France s'élevaient à 55 618 millions de francs, en diminution de 4 092 millions de francs par rapport à la fin de janvier.

Les avoirs en devises, qui s'élevaient à 27 216 millions de francs, ont diminué de 666 millions de francs à la suite des opérations effectuées par le Fonds de stabilisation des changes au cours du mois.

Les diminutions de réserves concernent la période du 1^{er} au 13 février, marquée par d'importantes pertes de devises sur les marchés internationaux.

Le ministère de l'Économie et des finances faisait allusion aux récentes attaques contre le franc.

Après un accident du travail dans lequel un de ses ouvriers avait perdu la vie, un entrepreneur de Donville-les-Bains (Manche), M. François Proulx, et son contre-maître, M. Auguste Lechat, ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

L'ouvrier, M. Marcel Yannet, trente-sept ans, père de sept enfants, était tombé, dans l'après-midi le 30 février, dans une hauteur de 20 mètres, alors qu'il travaillait sur l'échafaudage d'un immeuble en construction en bordure de la plage de Donville-les-Bains.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Le procureur de la République d'Alençon et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux de l'accident, dans la soirée du vendredi 5 mars, après avoir été précédés par M. Proulx et Lechat ont été arrêtés, vendredi 5 mars, et placés en garde à vue.

Au Portugal

Le commandant Otelo de Carvalho est placé en résidence surveillée

Le commandant Otelo Saraiva de Carvalho, libéré le 4 mars de la prison militaire de Santarém, se trouve en résidence surveillée, indique l'Agence France-Presse de Lisbonne. L'ancien commandant du Copcon, accusé d'être impliqué dans la tentative de soulèvement militaire du 25 novembre, est à son domicile, dans la banlieue de la capitale, où il est gardé par deux hommes en civil, armés de mitraillettes, indique le « Journal de Notícias ».

Selon l'hebdomadaire O Jornal, l'ancien commandant du Copcon, qui avait toujours dit qu'il voulait être le dernier des détenus du 25 novembre à sortir de prison, a failli être libéré de force. Ce n'est qu'après avoir discuté avec ses compagnons de détention que le commandant Otelo a accepté de sortir de Santarém, où sont toujours détenus plusieurs officiers, dont les deux anciens commandants de la police militaire.

D'autre part, le commandant Sanchez Ocorin, ancien ministre du général Spínola, ancien secrétaire général du parti de la démocratie chrétienne, a été longuement interrogé par les autorités portugaises. Exilé volontaire en Espagne après l'échec de la tentative d'insurrection du 11 mars 1974, il s'était, lui-même, présenté à la frontière.

Le cinquante-cinquième anniversaire du parti communiste portugais a été célébré à Lisbonne, le vendredi 5 mars, par un meeting qui a réuni plus de vingt mille militants, et qui a marqué le début de la campagne électorale du P.C.P. pour les législatives du 25 avril prochain, nous indique, d'autre part, notre correspondant à Lisbonne.

Il faut que tous les Portugais soient conscients de ce qui se passe, ont déclaré ces élections, a dit à la tribune M. Alvaro Cunhal. Le prochain gouvernement doit être composé de personnes qui représentent les intérêts de la nation, et ce gouvernement ne peut être que de droite, avec ou sans le P.S., ou de gauche avec les communistes.

Un vote massif pour les communistes permettrait, a ajouté le secrétaire général du P.C.P., de contrôler la présidence de M. Kistinger de ne pas permettre la poursuite des opérations de répression législative et ce gouvernement ne peut être que de droite, avec ou sans le P.S., ou de gauche avec les communistes.

Le vote massif pour les communistes permettrait, a ajouté le secrétaire général du P.C.P., de contrôler la présidence de M. Kistinger de ne pas permettre la poursuite des opérations de répression législative et ce gouvernement ne peut être que de droite, avec ou sans le P.S., ou de gauche avec les communistes.

Le vote massif pour les communistes permettrait, a ajouté le secrétaire général du P.C.P., de contrôler la présidence de M. Kistinger de ne pas permettre la poursuite des opérations de répression législative et ce gouvernement ne peut être que de droite, avec ou sans le P.S., ou de gauche avec les communistes.

Le vote massif pour les communistes permettrait, a ajouté le secrétaire général du P.C.P., de contrôler la présidence de M. Kistinger de ne pas permettre la poursuite des opérations de répression législative et ce gouvernement ne peut être que de droite, avec ou sans le P.S., ou de gauche avec les communistes.

Le vote massif pour les communistes permettrait, a ajouté le secrétaire général du P.C.P., de contrôler la présidence de M. Kistinger de ne pas permettre la poursuite des opérations de répression législative et ce gouvernement ne peut être que de droite, avec ou sans le P.S., ou de